



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada



Scénario de référence des politiques à moyen terme

Marchés internationaux et domestiques

Septembre 2001

Canada

SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE DES POLITIQUES À MOYEN TERME

MARCHÉS INTERNATIONAUX ET DOMESTIQUES

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Septembre 2001

SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE DES POLITIQUES À MOYEN TERME MARCHÉS INTERNATIONAUX ET DOMESTIQUES

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Septembre 2001

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Pour se procurer des exemplaires supplémentaires, s'adresser à :

Section de la production de l'information et de la promotion
Direction de la recherche et de l'analyse (DRA)
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Édifice 74, F.E.C.
Ottawa (Ontario)
K1A 0C6
Tél. : (613) 759-1865
Télec. : (613) 759-7090
Courriel : ippdist@em.agr.ca

Les publications produites par la DRA sont disponibles en version électronique sur Internet à www.agr.ca/policy/epad.

Publication 2091/B
ISSN 1488-6618
Catalogue A72-57/2001
Projet 01-126-rp

Table des matières

Acronymes.....	ix
Préface.....	xi
Résumé.....	xiii
Introduction.....	1
Hypothèses macro-économiques.....	3
Scène internationale	3
Scène domestique.....	5
Structure des marchés	7
Hypothèses concernant la structure des marchés	7
<i>Organismes génétiquement modifiés</i>	7
<i>Aliments biologiques</i>	8
<i>Gaz à effet de serre</i>	9
<i>Concentration dans le secteur agroalimentaire</i>	9
<i>Politiques agricoles à l'étranger</i>	10
<i>Prochaine ronde de négociations multilatérales sur les échanges commerciaux</i>	10
Hypothèses et analyses sectorielles	11
Cultures	11
<i>Scène internationale</i>	11
<i>Au Canada</i>	25
Viandes rouges	29
<i>Scène internationale : D'une crise à l'autre</i>	29
<i>Scène internationale : Perspectives à moyen terme</i>	31
<i>Au Canada</i>	34
Volaille et oeufs	38
<i>Scène internationale</i>	38
<i>Au Canada</i>	39
Produits laitiers	40

<i>Scène internationale</i>	40
<i>Au Canada</i>	41
Valeur du commerce international des produits agro- alimentaires	44
<i>Évolution générale</i>	44
<i>Céréales et produits céréaliers</i>	45
<i>Oléagineux et produits oléagineux</i>	45
<i>Animaux vivants et viandes</i>	46
<i>Légumes et produits dérivés</i>	46
Intrants de l'industrie agricole et prix à la consommation des produits alimentaires	47
<i>Intrants de l'industrie agricole</i>	47
<i>Prix à la consommation des produits alimentaires</i>	47
Bibliographie	49
Annexe A : Comparaison des prévisions des prix mondiaux... A-1	
Comparaison des prix mondiaux du blé	A-3
Comparaison des prix mondiaux du maïs.....	A-4
Comparaison des prix mondiaux du soja.....	A-5
Annexe B : Tableaux	B-1

Liste des graphiques

Graphique 1 :	Croissance du PIB.....	4
Graphique 2 :	Production de l'Argentine et du Brésil	12
Graphique 3 :	Australie : Production ovine et agricole.....	13
Graphique 4 :	Production mondiale d'huile végétale	14
Graphique 5 :	Gains provenant des programmes américains de prêts de mise en marché et PCP	16
Graphique 6 :	Exportations de blé de l'Union européenne	17
Graphique 7 :	Exportations de céréales secondaires de l'Union européenne	18
Graphique 8 :	Changement de la politique céréalière chinoise..	19
Graphique 9 :	Importations nettes du reste du monde.....	21
Graphique 10 :	Cas de sécheresse dans le monde par intervalle de cinq ans	22
Graphique 11 :	Prix mondiaux des céréales et oléagineux.....	23
Graphique 12 :	Prix réel du blé à long terme.....	24
Graphique 13 :	Prix réel du maïs à long terme	24
Graphique 14 :	Superficie des cultures au Canada	26
Graphique 15 :	Principales récoltes exportées au Canada.....	28
Graphique 16 :	Consommation d'aliments pour animaux au Canada.....	29

Graphique 17 : L'industrie américaine des viandes rouges	33
Graphique 18 : Expansion des marchés d'importation des viandes (y compris les animaux vivants)	33
Graphique 19 : Prix du bétail aux États-Unis	34
Graphique 20 : Production à la ferme de bovins et de porcs au Canada.....	36
Graphique 21 : Exportations de viande rouge au Canada	36
Graphique 22 : Croissance de la consommation de volaille.....	39
Graphique 23 : Prix mondiaux des produits laitiers.....	40
Graphique 24 : Matière grasse du lait au Canada	42
Graphique 25 : Variation en pourcentage de la consommation de produits laitiers par habitant.....	43
Graphique 26 : Production du lait au Canada.....	44
Graphique A.1 : Prix du blé, États-Unis/Golfe.....	A-3
Graphique A.2 : Prix du maïs, États-Unis/Centre de l' Illinois ...	A-4
Graphique A.3 : Prix du soja, États-Unis/Centre de l' Illinois.....	A-5

Liste des tableaux

Tableau B.1 :	Hypothèses économiques	B-3
Tableau B.2 :	Hypothèses concernant les marchés des céréales et des oléagineux	B-4
Tableau B.3 :	Hypothèses concernant les marchés du bétail et des produits laitiers	B-5
Tableau B.4 :	Marché international du blé.....	B-7
Tableau B.5 :	Marché international des céréales secondaires .	B-8
Tableau B.6 :	Marché international des oléagineux	B-9
Tableau B.7 :	Marché international des huiles végétales	B-10
Tableau B.8 :	Marché international de tourteaux d'oléagineux	B-11
Tableau B.9 :	Marché international du boeuf.....	B-12
Tableau B.10 :	Marché international du porc.....	B-13
Tableau B.11 :	Marché international des produits laitiers	B-14
Tableau B.12 :	Macroéconomie canadienne	B-15
Tableau B.13 :	Résumé de la situation au Canada pour les céréales et les oléagineux (campagne agricole).....	B-16
Tableau B.14 :	Blé du Canada (campagne agricole)	B-17
Tableau B.15 :	Céréales secondaires du Canada (campagne agricole).....	B-18

Tableau B.16 :	Oléagineux du Canada (campagne agricole) ..	B-19
Tableau B.17 :	Cultures spéciales du Canada (campagne agricole).....	B-20
Tableau B.18 :	Aliments pour bétail du Canada (campagne agricole).....	B-21
Tableau B.19 :	Produits céréaliers et oléagineux du Canada ..	B-22
Tableau B.20 :	Bovins du Canada	B-23
Tableau B.21 :	Porcs du Canada	B-24
Tableau B.22 :	Volaille et oeufs du Canada.....	B-25
Tableau B.23 :	Secteur laitier du Canada (campagne laitière)	B-26
Tableau B.24 :	Commerce de produits agroalimentaires	B-28
Tableau B.25 :	Prix des intrants de production agricole au Canada (année de référence = 1992).....	B-29
Tableau B.26 :	Prix des aliments au Canada (année de référence = 1992).....	B-31
Tableau B.27 :	Consommation par Canadien ou Canadienne.	B-32

Acronymes

AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ABARE	<i>(Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics)</i> Office de l’agriculture et des ressources économiques de l’Australie
CRP	<i>(Conservation Reserve Program)</i> Programme de mise en réserve des terres fragiles
CT	Contingent tarifaire
DMS	<i>(Domestic Market Support)</i> Soutien du marché domestique
FAIR	<i>Federal Agriculture Improvement and Reform Act</i>
FAPRI	<i>Food and Agricultural Policy Research Institute</i>
GES	Gaz à effets de serre
IPC	Indice des prix à la consommation
LDP	<i>(Loan Deficiency Payment)</i> Paiements compensatoires au titre de prêt
LEC	Lait d’exportation commerciale
LTGO	Loi sur le transport du grain de l’Ouest
MERCOSUR	“Mercado Comun del Sur” signifiant “Marché commun du sud”
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGM	Organismes génétiquement modifiés

OIE	Office international des épizooties
OMC	Organisation mondiale du commerce
PAC	Politique agricole commune
PFC	<i>(Production Flexibility Contract Payment)</i> Paiements de contrat de production flexible
PIB	Produit intérieur brut
PLÉ	Poudre de lait écrémé
TVA	Taxe à la valeur ajoutée
URAA	<i>(Uruguay Round Agreement on Agriculture)</i> Accord des négociations de l'Uruguay Round sur l'agriculture
USDA	<i>(United States Department of Agriculture)</i> Ministère de l'agriculture des États-Unis

Préface

L'objet de ce document est de décrire les différents aspects du scénario de référence des politiques à moyen terme d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) pour la période allant de 2001 à 2007. Ce scénario de référence est un portrait général plausible des futurs marchés agroalimentaires internationaux et domestiques qui servira de repère des discussions, d'analyse de scénarios et l'établissement de consensus concernant l'impact d'événements présents et potentiels sur ces secteurs. Le scénario de référence est fondé sur plusieurs hypothèses et jugements tout en expliquant leurs implications. Il repose entre autres sur l'hypothèse voulant que les politiques restent inchangées selon les mesures législatives existantes tout au long de la période à l'étude. Ainsi, ce scénario de référence ne représente d'aucune façon une prévision des événements à venir.

Même si les prévisions sont représentées dans les tableaux par un seul chiffre, chaque chiffre correspond en réalité à la médiane d'un écart ou d'un intervalle de confiance. Plus la prévision porte sur un avenir lointain, plus l'intervalle de confiance est large. Par exemple, la prévision touchant la production de blé pour l'année 2007 a un plus grand intervalle de confiance que celle relative à l'an 2001. Les nombres figurant dans les tableaux doivent donc être interprétés comme reflétant les principaux tournants et les tendances qui sont susceptibles de marquer les sept prochaines années, et non comme des valeurs réelles à venir.

Le scénario de référence a été établi à partir des données présentées dans plusieurs publications provenant d'autres organismes. Les perspectives internationales sont fondées en grande partie sur le modèle Aglink ainsi que sur le document « Perspectives agricoles de l'OCDE » de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les données macroéconomiques mondiales se fondent sur les projections établies dans ce même ouvrage. Des données ont également été tirées du document « *US and World Agricultural Outlook* » du *Food and Agricultural Policy Research*

Institute (FAPRI) et du document « *USDA Agricultural Baseline Projections to 2010* » du *United States Department of Agriculture* (USDA). Les prévisions macroéconomiques jusqu'en 2005 pour le Canada ont pour leur part été tirées des prévisions du printemps 2001 du *Conference Board* du Canada. Les perspectives ont été établies à partir des données disponibles au mois de juin 2001 à l'exception de l'information préliminaire concernant les rendements des cultures au Canada en 2001-2002 publié à la fin août. Elles ne tiennent donc pas compte du ralentissement économique provoqué par les attaques terroristes du 11 septembre 2001. Les répercussions de ces événements seront incorporés dans le prochain document du scénario de référence.

Les données sur la macroéconomie, les viandes rouges, la volaille, les intrants pour la production agricole, les prix à la consommation et la valeur du commerce agricole sont présentées pour l'année civile. En ce qui concerne les cultures, elles sont présentées par campagne agricole canadienne, c'est-à-dire du mois d'août au mois de juillet, sauf pour le maïs et le soja. Dans ce dernier cas, elles s'échelonnent du mois de septembre au mois d'août. Les données sur les produits laitiers sont représentées par campagne laitière. Au Canada, la campagne laitière s'échelonne du mois d'août au mois de juillet.

Ce document donne un bref aperçu des principales hypothèses et des résultats les plus importants et est accompagné de plusieurs graphiques qui en facilitent la compréhension. De plus, l'annexe B comporte des tableaux détaillés des résultats énoncés. Pour de plus amples renseignements au sujet des prévisions sur le revenu agricole et des données récentes sur le commerce des produits agricoles, veuillez consulter le site Web d'AAC à www.agr.ca/policy/epad.

Résumé

L'environnement externe influe de plus en plus sur le fonctionnement du secteur canadien de l'agroalimentaire. Le scénario de référence de sept ans élaboré par Agriculture et Agroalimentaire Canada présente la façon dont les facteurs nationaux et internationaux agissent sur le secteur. La mondialisation des économies, les activités stratégiques des gouvernements étrangers, nationaux et provinciaux et l'évolution technologique sont en train de redéfinir et de repositionner l'agriculture primaire ainsi que les secteurs de la transformation et de la vente au détail des aliments. Le scénario de référence offre une perspective plausible de l'avenir et servira de repère pour l'élaboration de politiques et pour les débats portant sur cette question.

Le scénario de référence comprend huit principaux aspects :

- Un environnement macro-économique caractérisé par le maintien d'une croissance économique mondiale modérée. Ce sont surtout les pays en voie de développement et de l'Europe de l'Est qui profiteront de cette croissance puisque la croissance en Amérique du Nord s'affaiblit et le Japon continue de connaître des taux inférieurs à la moyenne des pays de l'OCDE. La vigueur du dollar américain par rapport à l'euro au cours de la période de référence est un élément important. Le *Conference Board* du Canada a décidé d'abandonner le scénario d'une forte appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine à moyen terme. Selon ce nouveau scénario, le dollar canadien commence à s'apprécier en 2003, mais à un rythme très lent.
- Malgré les résultats de l'*Uruguay Round Agreement on Agriculture* (URAA), les politiques des pays de l'OCDE continuent d'influer grandement sur les marchés. La révision de la politique agricole commune de l'Union européenne en 2003 et celle de la loi agricole des États-Unis en 2002, conjuguées

aux négociations actuelles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'agriculture et les services, entraînent une grande incertitude quant aux marchés agricoles et au scénario de référence. Notre projection suppose que les principales composantes de ces politiques et de ces ententes resteront inchangées jusqu'en 2007-2008.

- Les marchés mondiaux des céréales secondaires et des oléagineux ont commencé lentement à sortir de leur creux cyclique. Cela s'explique en partie par les distortions créées par les programmes agricoles américains et par l'absence de perturbations climatiques importantes avant l'actuelle campagne agricole. Ce n'est pas le cas du blé puisque la consommation mondiale dépassera la production pour la quatrième année d'affilée entraînant une nouvelle augmentation des prix mondiaux de cette céréale. Cette augmentation du prix relatif du blé par rapport aux autres cultures devraient provoquer une substitution des terres en culture en faveur du blé à l'échelle mondiale lors de la prochaine campagne agricole et permettre ainsi un léger redressement des prix des céréales secondaires et des oléagineux. À moyen terme, à moins qu'une des principales régions productrices ne connaisse un grand manque à gagner ou que les grands marchés comme la Chine, l'Union européenne ou les États-Unis ne projettent de réformer en profondeur leurs politiques, les prix des cultures ne risquent pas de s'améliorer beaucoup. Cependant la forte croissance de la demande d'huiles végétales et de viande (demande dérivée pour les tourteaux) dans les pays en voie de développement favorisera une reprise plus forte du prix des oléagineux. Dans les prairies canadiennes, la sécheresse en 2001-2002 modifiera les prix relatifs des différentes cultures en faveur du canola, du blé dur et de l'orge. Par conséquent, nous anticipons une diminution des superficies vouées à la culture du blé tendre en 2002-2003. À moyen terme, l'économie agricole des provinces de l'Ouest devrait continuer à se diversifier. En effet, la part des superficies vouées à la culture du blé tendre devrait passer du tiers des superficies cultivables au début des années 1990 à moins du quart à la fin de la période de référence.
- Les marchés internationaux de la viande ont été perturbés par une succession de crises d'ordre sanitaire ou d'inocuité des aliments au cours des cinq dernières années. Jusqu'à maintenant les producteurs de porcs et de bovins du Canada et des États-Unis n'ont pas été trop lourdement touchés par ces crises. Au contraire, dans plusieurs cas cela a permis au Canada de conquérir de nouveaux marchés. À plus long terme, toutes ces crises ont contribué à préserver ou même à augmenter la segmentation des marchés mondiaux de la viande. Ceci est favorable au Canada et aux États-Unis puisqu'ils exportent sur les marchés les plus lucratifs en pleine croissance. C'est d'ailleurs en partie pourquoi, l'Amérique du Nord, grande

région importatrice nette de viande il y a 15 ans, est aujourd'hui devenue une des plus grandes exportatrices de viande au monde. Au Canada, la production de bétail a augmenté de façon frappante depuis la suppression de la subvention au transport ferroviaire du grain. La production de bovins et de porcs dans les fermes canadiennes (en équivalent viande) en 2007 devrait être supérieure de 63 p. cent à son niveau de 1995. Cette augmentation de la production de bétail a limité la croissance des exportations de céréales en vrac et exercé des pressions accrues sur l'approvisionnement de céréales fourragères dans l'Ouest canadien.

- Les marchés canadiens soumis à la gestion de l'offre continuent d'être protégés par des tarifs élevés. Toutefois, l'interaction entre ces deux marchés augmente comme en fait preuve la décision de l'OMC du 5 juillet 2001, qui considère que les contrats de lait d'exportation commerciale "LEC" prodiguent des subventions à l'exportation de produits laitiers. La politique laitière canadienne pourrait être affectée de façon significative si la décision de l'OMC était maintenue. Cependant le Canada est allé en appel. Dans le scénario de référence nous avons émis l'hypothèse que le Canada gagnera l'appel. En ce qui concerne le poulet, la forte croissance de la consommation domestique enregistrée dans les dernières années devrait se poursuivre et faire croître la production et les exportations tout au long de la période à l'étude particulièrement à court terme quand le prix des viandes rouges sera élevé. Du côté des oeufs, l'augmentation de la part des oeufs de transformation dans la production totale devrait se poursuivre pour atteindre près du tiers de tous les oeufs produits au Canada en 2007. Cette tendance devrait faire croître le prix des oeufs de consommation à la hausse puisque le prélèvement pour financer la vente d'oeufs aux transformateurs à bas prix devrait augmenter tout au long de la période à l'étude.
- Au Canada, on devrait continuer de se tourner vers la production agricole à forte valeur ajoutée. Ces produits seront d'ailleurs en grande partie responsable de la forte croissance attendue de la valeur des exportations agroalimentaires. Selon le scénario de référence, la valeur des exportations devraient passer de 23,1 à 31,4 milliard de dollars entre 2000 et 2007. La balance commerciale devrait également s'améliorer, passant de 5,7 à 8,9 milliard de dollars au cours de la même période. Un tournant historique est prévu en 2002. En effet, à partir de cette date, la valeur des exportations de l'industrie des viandes rouges (animaux et viandes) dépassera celle des céréales (incluant les produits céréaliers).
- Étant donné le contexte macroéconomique général et les développements prévus de la production du secteur agricole, les changements des prix des matières et services (intrants) utilisés

par le secteur agricole au Canada devraient être modérés. En effet, globalement, les prix des intrants agricoles n'augmenteront en moyenne que d'environ 0,5 p. cent par an sur la période à l'étude. Toutefois, ce résultat n'est pas représentatif de la situation en l'an 2001, où l'inflation dans les prix des intrants est de 3,2 p. cent, principalement à cause du niveau élevé des prix des bovins d'engraissement et des produits pétroliers.

- Les projections du scénario de référence font état d'un indice agrégatif des prix à la consommation en croissance à un rythme annuel moyen de 2,1 p. cent pendant la période 2001-2007 et de 1,5 p. cent pour l'indice des aliments. En d'autres mots, les prix des aliments devraient continuer à diminuer en termes réels. Au cours de la période qui coïncide avec l'entente de libre échange avec les États-Unis, l'écart entre la croissance des prix de plusieurs aliments au détail et à la ferme ne s'est pas beaucoup accentué contrairement à ce qui s'était produit lors des années 1980. Cette nouvelle tendance devrait se poursuivre à moyen terme.

Introduction

Le présent document qui porte sur le scénario de référence des politiques à moyen terme comprend trois parties. Les hypothèses macro-économiques nationales et internationales ainsi que celles sur les structures de marché sont exposées dans les deux premières parties. Les hypothèses et analyses sectorielles propres à certains marchés figurent à la troisième partie dans l'ordre suivant : les cultures, les viandes rouges (le boeuf et le porc), la volaille, les produits laitiers, la valeur du commerce agroalimentaire, les prix des intrants agricoles et finalement les indices de prix à la consommation. Pour la plupart des secteurs, la description des marchés internationaux précède celle des marchés domestiques.

Ce document contient deux annexes. L'annexe A présente une comparaison des prévisions des prix internationaux tandis que l'annexe B présente les tableaux portant sur le scénario de référence des politiques à moyen terme.

Tout au long du document, on appellera « scénario de référence » le scénario de référence des politiques à moyen terme, et la période couverte s'étend de 2001 à 2007.

Hypothèses macro-économiques

Scène internationale

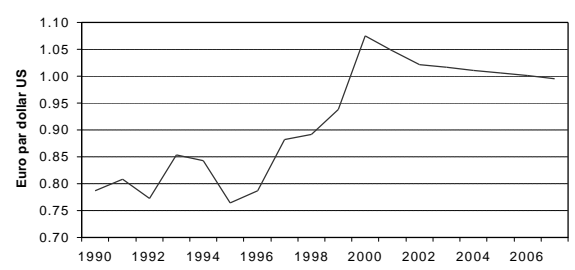
Selon le document « Perspectives agricoles de l'OCDE » produit par l'OCDE, on s'attend à ce que l'économie mondiale affiche un taux de croissance positif durant la période de 2001 à 2007. Le rythme de l'activité économique devrait cependant ralentir en Amérique du Nord. Dans le cas des économies émergentes d'Amérique latine, d'Europe de l'Est et d'Asie (Brésil, Mexique, Pologne, Chine, Corée ...), l'augmentation très forte du produit intérieur brut (PIB) réel devrait se poursuivre pendant la période à l'étude. De plus, bien que le prix du pétrole brut ait doublé, on s'attend à ce que les taux d'inflation demeurent faibles dans les économies développées, grâce à la hausse de la productivité du travail et au ralentissement prévu de l'activité économique.

L'euro, la nouvelle devise monétaire de l'Union européenne (UE) devrait graduellement s'apprécier pour se stabiliser à un euro par dollar US au cours des dernières années de la période de prévision (après avoir connu une dévaluation à un niveau historique de 1,08 euro par dollar US en 2000). Ainsi, la devise européenne restera en dessous de sa performance des années 1996 à 1999, période pendant laquelle l'ecu oscillait entre 0,79 et 0,89 par dollar américain [Encadré 1; Tableau B.1]. Les produits de l'UE seront donc plus compétitifs à moyen terme.

Encadré 1 : La faiblesse relative de la monnaie européenne

Au cours des dernières années, l'Union Européenne (UE) a été la source de plus de 80 p. cent des exportations subventionnées sur les marchés mondiaux. Des changements apportés à la Politique agricole commune en 1992-1993 ont réduits les prix d'intervention. L'Accord de Berlin a permis de poursuivre la réduction de ces prix et ainsi d'augmenter la probabilité que l'UE puisse exporter sans aucune subvention.

De plus, depuis le milieu des années 1990, l'euro s'est dévalué de 40 p. cent; la majeure partie de cette dévaluation s'est produite après l'union monétaire de janvier 1999. Cette situation pourrait avoir une forte influence sur la tendance des exportations non-subventionnées de l'Union Européenne ainsi que sur sa participation aux marchés mondiaux des céréales, du porc et des produits laitiers.

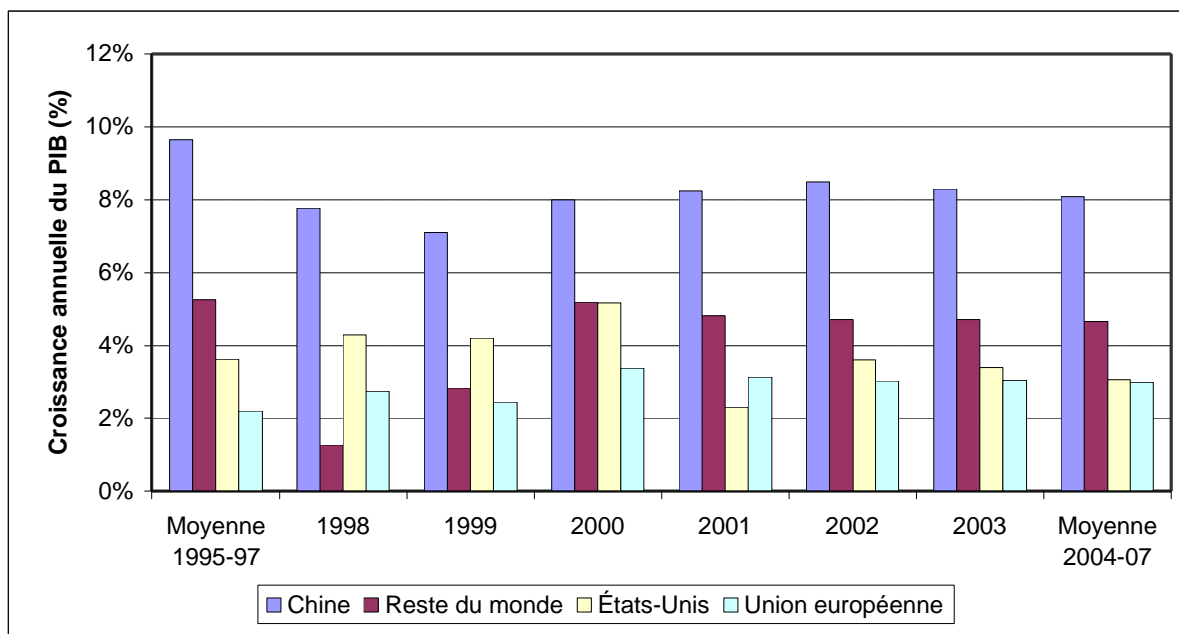


Selon les prévisions du *Conference Board* du Canada, la croissance de l'économie américaine sera plus modérée après avoir connu une expansion exceptionnelle durant les années précédentes. On s'attend à ce que le taux annuel de croissance du PIB réel aux États-Unis se situe entre 2,3 p. cent et 3,6 p. cent au cours de la période de 2001 à 2007, comparativement à 4,1 p. cent pour celle de 1996 à 1999.

En moyenne, le taux de croissance du PIB réel de l'UE a atteint un niveau relativement élevé de 3,37 p. cent en 2000. Selon « Perspectives agricoles de l'OCDE » le taux de croissance devrait se maintenir autour de 3 p. cent au cours des prochaines années. Les perspectives à moyen terme pour le Japon signalent un taux de croissance positif pour la période de 2001 à 2007. Toutefois, la performance économique du Japon sera inférieure à celle des autres principaux pays industrialisés, car on s'attend à ce que le PIB réel japonais n'augmente que d'environ 2 p. cent en moyenne par année à moyen terme [Graphique 1].

La reprise économique en Amérique latine, en Europe de l'Est et en Asie semble reposer sur de solides assises étant donné que les économies émergentes de ces régions retrouveront des taux de croissance annuels du PIB réel de l'ordre de 4,5 p. cent à 8 p. cent à moyen terme. Ainsi, la Chine devrait afficher un taux de croissance supérieur à 8 p. cent de son PIB réel durant la période 2001-2007. Le rythme d'expansion en Pologne devrait être de l'ordre de 5,4 p. cent par an en moyenne. Pour la Corée, le Mexique et les pays hors de la zone OCDE (excluant la Chine, l'Argentine et la Russie), la croissance annuelle moyenne du PIB réel sera respectivement de 5,7 p. cent, 4,7 p. cent et 4,7 p. cent [Tableau B.1 : Hypothèses économiques à la page B-3]. Ces taux prévus de croissance économique élevés pourraient favoriser une augmentation des importations de produits agricoles à moyen terme, étant donné la forte tendance à consacrer les revenus supplémentaires en produits alimentaires dans les marchés émergents.

Graphique 1 : Croissance du PIB



La capacité réelle d'accroissement des importations de produits alimentaires des économies émergentes est cependant liée aux variations de leur pouvoir d'achat exprimé en dollar américain. D'après nos calculs, le regain du pouvoir d'achat par rapport au niveau qui prévalait avant la dernière

crise économique variera d'un pays à l'autre. Le Mexique a déjà atteint, depuis 1999, un pouvoir d'achat comparable à celui de 1994 (avant la crise économique); à l'inverse, on s'attend à ce que le pouvoir d'achat de l'Indonésie, pays qui a connu une chute considérable de son activité économique en 1998, n'ait pas encore retrouvé son niveau d'antan en 2007.

Scène domestique

L'économie canadienne se porte bien. Le Canada a enregistré un taux de croissance de 4,5 p. cent et de 4,7 p. cent du PIB réel en 1999 et 2000 respectivement, principalement grâce à la forte expansion de l'activité économique aux États-Unis. Selon les prévisions du *Conference Board* du Canada, la décélération anticipée de l'activité économique aux États-Unis devrait entraîner un ralentissement de la croissance au Canada, particulièrement en 2001 [Tableau B.12 : Macroéconomie canadienne à la page B-15]. Le *Conference Board* a finalement abandonné l'hypothèse d'une appréciation importante du dollar canadien à moyen terme. Donc selon les prévisions du *Conference Board*, la valeur moyenne du dollar canadien en 2001 devrait être inférieure à celle établie en 2000. On s'attend à ce que le dollar commence à s'apprécier en 2003 mais à un rythme très lent. Compte tenu de l'appréciation du dollar canadien et du rythme modéré de l'activité économique, on prévoit que le taux d'inflation au Canada, mesuré par l'indice des prix à la consommation (CPI), se maintienne aux environs de 2 p. cent.

Structure des marchés

Hypothèses concernant la structure des marchés

Dans cette partie, on présente les facteurs qui affectent la structure de plusieurs marchés agricoles mais qui ne sont pas propres à un seul secteur. Cette section comprend les hypothèses portant sur les six volets suivants : les organismes génétiquement modifiés (OGM), les aliments biologiques, les gaz à effet de serre (GES), la concentration de l'industrie agroalimentaire, les politiques agricoles à l'étranger et la prochaine ronde de négociations multilatérales sur les échanges commerciaux.

En raison de la nouveauté de plusieurs de ces sujets, l'information n'était pas facilement disponible. On a donc formulé des hypothèses simples pour produire le scénario de référence.

Organismes génétiquement modifiés

Le développement et la commercialisation de variétés de plantes contenant des organismes génétiquement modifiés se sont rapidement accru au cours des dernières années. À l'échelle planétaire les cultures transgéniques ont atteint 44,2 millions d'hectares en l'an 2000¹, soit une hausse de 4,3 millions d'hectares (11 p. cent) par rapport au niveau atteint en 1999. Fait important à noter, la croissance en 2000 n'a atteint que le quart de celle enregistrée en 1999. En l'an 2000, 99 p. cent des superficiesensemencées de plantes transgéniques l'ont été aux États-Unis, au Canada, en Argentine et en Chine. Les Américains sont les leaders incontestés dans ce domaine avec 30,3 millions d'hectares suivis des Argentins à 10 millions d'hectares et des Canadiens avec 3 millions d'hectares. Le Canada est le seul pays à avoir enregistré une diminution en l'an 2000. Il ne faut pas nécessairement interpréter ce résultat comme un signe de rejet des plantes transgéniques mais plus comme un rejet du canola en faveur de cultures plus rentables comme le blé et l'orge. Le soja est la plante transgénique la plus populaire dans le monde avec 25,8 millions d'hectares suivi du maïs à 10,3 millions, du coton à 5,3 millions et du canola à 2,8 millions. Les superficiesensemencées de maïs transgénique ont connu une diminution d'environ 0,8 million d'hectares en l'an 2000 ce qui a eu pour effet de réduire le taux d'adoption à seulement 7 p. cent pour l'ensemble des pays. Le taux d'adoption du soja transgénique a, quant à lui, atteint 36 p. cent ce qui le place bien en avant de toutes les autres cultures.

¹ Selon "Global status of commercialized transgenic crops: 2000", International service for the acquisition of agri-biotech applications.

La pénétration de ces nouvelles plantes sur le marché ne s'est pas fait sans difficulté. Le Canada par exemple a perdu le marché lucratif du canola dans l'Union européenne. La catastrophe récente du maïs Starlink aux États-Unis pourrait avoir un effet négatif sur le taux d'adoption l'an prochain. Ces difficultés pourraient également avoir des conséquences sur le taux d'adoption de nouvelles plantes transgéniques telles que le blé. Le blé, contrairement au maïs et aux tourteaux de soja et de canola, est en majeure partie destiné à la consommation humaine. C'est pourquoi on pourrait s'attendre à une plus grande réticence de la part des consommateurs. Une enquête effectuée par la Commission canadienne du blé confirme en effet que plusieurs clients ne veulent pas de blé transgénique.

Cette adoption rapide des plantes transgéniques a soulevé une multitude de nouvelles questions liées à la productivité, au rendement, au commerce international et à la demande des consommateurs. Puisque les renseignements sur toutes ces questions sont épars et souvent contradictoires, il a fallu formuler quatre hypothèses simples pour produire un scénario de référence. Premièrement, les OGM ne modifieront pas la productivité et le rendement. Si cette hypothèse est fautive, par exemple si les OGM entraînent une hausse de la productivité, soit en réduisant les coûts de production ou en augmentant le rendement (ou les deux), alors les prix mondiaux seront inférieurs aux chiffres présentés dans le scénario de référence. Deuxième hypothèse : les consommateurs ne s'opposeront pas aux OGM et il ne sera donc pas nécessaire de les séparer des non-OGM. Dans le cas contraire, il faudrait augmenter les coûts de manutention des céréales et des oléagineux. L'augmentation des coûts sera significative si plus d'un type d'OGM est produit, comme c'est le cas pour le canola au Canada. Troisième hypothèse : les OGM ne seront pas l'objet de différends commerciaux qui perturberont le cours normal des échanges et mèneront à une hausse du coût des opérations commerciales. Quatrième hypothèse : aucun pays n'adoptera le blé transgénique au cours de la période couverte par le scénario de référence.

Aliments biologiques

Dans un grand nombre de pays, beaucoup de produits biologiques qui constituaient des marchés à créneaux ont maintenant rejoint les rangs des produits courants. Cette conversion a lieu lorsque les principaux magasins de vente au détail décident d'offrir des produits biologiques aux consommateurs. Ce phénomène a pris beaucoup d'ampleur au Canada en 2001 avec l'arrivée de la chaîne américaine *Whole Foods Markets* dans la région de Toronto. Loblaw's a emboîté le pas en créant une nouvelle ligne de produits biologiques. Ailleurs dans le monde, les produits biologiques ont continué à gruger des parts de marché de plus en plus importantes. Aux États-Unis, les normes tant attendues de certification fédérale ont finalement vu le jour. Ceci favorisera une meilleure segmentation du marché entre les produits biologiques et les autres. Dans l'UE les 'crises alimentaires' ont à nouveau favorisé la croissance de la demande pour les aliments biologiques.

Si la méthode et le coût de production des aliments biologiques et des aliments conventionnels étaient les mêmes, il ne serait pas nécessaire de distinguer les uns des autres. L'aliment biologique ne diffère pas seulement par ses caractéristiques physiques. En effet, selon le produit dont il s'agit, la production de ce dernier peut comporter des éléments comme le bien-être des animaux, la protection de l'environnement, le commerce équitable avec les pays en développement, la protection des espèces et de la faune, etc. Dans la plupart des cas, ces pratiques engendrent des coûts de production (au sens comptable) plus élevés, la modification des pratiques de culture, un rendement céréale/viande moins élevés chez le bétail, un rendement céréalier inférieur (ou une plus grande superficie en jachère), un mécanisme auto-stabilisant des prix, etc.

Aussi longtemps que les aliments biologiques constitueront un marché à créneaux, il ne sera pas nécessaire de tenir compte de ces nouveaux facteurs commerciaux dans l'analyse. Par contre, plusieurs

événements laissent croire que les aliments biologiques deviendront des produits courants au cours de la prochaine décennie, mais l'information nécessaire pour modifier la structure des modèles utilisés pour produire ce scénario de référence n'est généralement pas disponible. En ne tenant pas compte des aliments biologiques, nous supposons de manière implicite que ces aliments continueront de faire partie des marchés à créneaux. Compte tenu des événements qui ont bouleversé les marchés agroalimentaires au cours de la dernière année, cette hypothèse nécessitera un suivi rigoureux.

Gaz à effet de serre

L'agriculture est aussi confrontée à la nouvelle question des conséquences éventuelles du Protocole de Kyoto de 1997. Cette entente exige que les pays signataires réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre et qu'ils envisagent des options comme l'échange de droits d'émission d'ici 2008 à 2012. Bien que cette échéance dépasse la période couverte par le scénario de référence, il est possible que certains pays mettent en oeuvre des mesures graduelles pendant la période du scénario de référence.

L'activité agricole émet des gaz dans l'atmosphère et contribue ainsi au réchauffement de la planète. Il s'agit d'émissions de méthane et d'oxyde nitreux provenant du bétail, de l'utilisation énergétique de la biomasse ainsi que des rizières inondées. Tout dépendant des politiques nationales qui seront instituées pour faire respecter les engagements en ce sens, l'agriculture pourrait être directement touchée.

Elle pourrait aussi être touchée indirectement si le sol est perçu comme étant un capteur de carbone par la communauté internationale. L'entente de Bonn à l'été 2001 pourrait constituer le premier grand pas dans cette direction. En ce moment, les dernières questions juridiques sont en train d'être résolues. Si notre interprétation des résultats n'est pas erronée, l'agriculture canadienne pourrait être lourdement touchée puisque la caractéristique de capteur de carbone des sols deviendrait une caractéristique à commercialiser. Les propriétaires de terres arables auraient ainsi une option autre que la production alimentaire. Puisque le texte législatif n'existe pas encore, ces facteurs ont simplement été omis lors de l'établissement de ce scénario de référence.

Concentration dans le secteur agroalimentaire

Pour plusieurs secteurs agroalimentaires, la concentration de l'industrie a lieu à un rythme accéléré. De plus, cette concentration se manifeste tout au long de la chaîne alimentaire. C'est un phénomène mondial qui suscite plusieurs inquiétudes quant à la concentration du pouvoir de marché. Elle atteint un niveau tel dans les secteurs secondaires et tertiaires de certaines industries dans certains pays que des intervenants se demandent si les pratiques commerciales injustes qui pourrait en découler ne seraient pas en partie responsable de la crise du revenu agricole.

Les rapports entre les prix au détail et de gros et entre les prix de gros et à la ferme sont influencés par plusieurs facteurs dont l'efficacité du système de distribution, de commercialisation et de transformation. La structure de marché joue également un rôle déterminant. L'ALENA par exemple a fortement contribué à créer un marché nord-américain des produits agroalimentaires. En raison de la réduction des tarifs qui en a découlé, certaines entreprises agroalimentaires canadiennes ont dû accepter des prix plus faibles (exprimés en dollars américains). Les secteurs des produits bruts comme les bovins et le blé, par exemple, évoluaient déjà dans un contexte de marchés internationaux fortement concurrentiels avant la signature de l'ALENA. L'ALENA a également contribué à la création d'un système de distribution et de transport nord-américain des produits hautement efficace permettant ainsi une réduction des coûts entre la ferme et la table.

L'évolution des rapports de prix de certaines chaînes alimentaires est présentée au tableau précédent. À la lueur de ces chiffres, nous sommes obligés de conclure que la situation des années 1980, qui avait été très défavorable aux agriculteurs, ne s'est pas répétée au cours des années 1990. La moyenne simple de l'ensemble des chaînes démontre une croissance de 65,5 p. cent du rapport des prix au détail par rapport aux prix à la ferme au cours des années 1980 contre seulement 1,6 au cours des années 1990.

Dans le scénario de référence, on a tenu pour acquis que l'ensemble des facteurs qui influent sur l'évolution des rapports des prix au détail, de gros et à la ferme ne modifieront pas de façon significative celle qui a prévalu au cours des années 1990.

Évolution des rapports de prix (%)									
Chaînes	Détail/Transformation			Transformation/Ferme			Détail/Ferme		
	90/81	00/90	07/00	90/81	00/90	07/00	90/81	00/90	07/00
Boulangerie/Blé	0,7	0,6	1,9	110	-20	-7	110,7	-19,4	-5,1
Bière/Orge	8,1	-5,5	-4,0	209	35,5	19,0	217	30	15,0
Boeuf/Bovin	14,8	7,3	8,0	-0,7	-3	2,8	14,1	4,3	10,8
Porc	20,7	0,6	6,0	22,8	8,5	3,2	43,5	9,1	9,2
Poulet	20,5	-9	-6,0	17	-3,3	3,6	37,5	-12,3	2,4
Dinde	11,2	-3	-6	16	4,8	-3,2	27,2	1,8	-9,2
Oeufs	12,8	-6,8	-4,8	3	-4	1,4	15,8	-10,8	-3,4
Beurre	3,6	8	-4	..	..	..	..	..	..
Moyenne simple	11,6	-1	-0,4	53,9	2,6	2,8	65,5	1,6	2,4

Politiques agricoles à l'étranger

Pour toute la période couverte par le scénario de référence, il est tenu pour acquis que les politiques agricoles actuelles ou annoncées demeureront les mêmes. Il s'agit là d'une hypothèse très importante, si l'on tient compte du fait que les politiques agricoles des États-Unis et de l'Union européenne feront l'objet d'un examen en 2002 et 2003 respectivement, que la question de l'élargissement prend de plus en plus de place dans les débats politiques de l'autre côté de l'Atlantique et que le gouvernement américain a déjà accepté d'augmenter l'enveloppe budgétaire des programmes agricoles de 79 milliard de dollars américains au cours des 10 prochaines années.

Prochaine ronde de négociations multilatérales sur les échanges commerciaux

Dans ce scénario de référence, les engagements pris lors des négociations de l'Uruguay Round sur l'agriculture sont mis en oeuvre sur la période de 1995-2000 dans les pays industrialisés et jusqu'à 2004 dans les pays en développement. À leur étape finale de mise en oeuvre progressive (en 2000 ou 2004), on émet l'hypothèse ce que ces réformes (réduction des mesures de soutien internes, réduction des subventions à l'exportation et meilleur accès aux marchés) resteront inchangées jusqu'en 2007. Aucune tentative de spéculation n'a été effectuée sur les résultats de la prochaine ronde de négociations en raison de l'imprévisibilité de ces résultats en ce moment.

Hypothèses et analyses sectorielles

Cultures

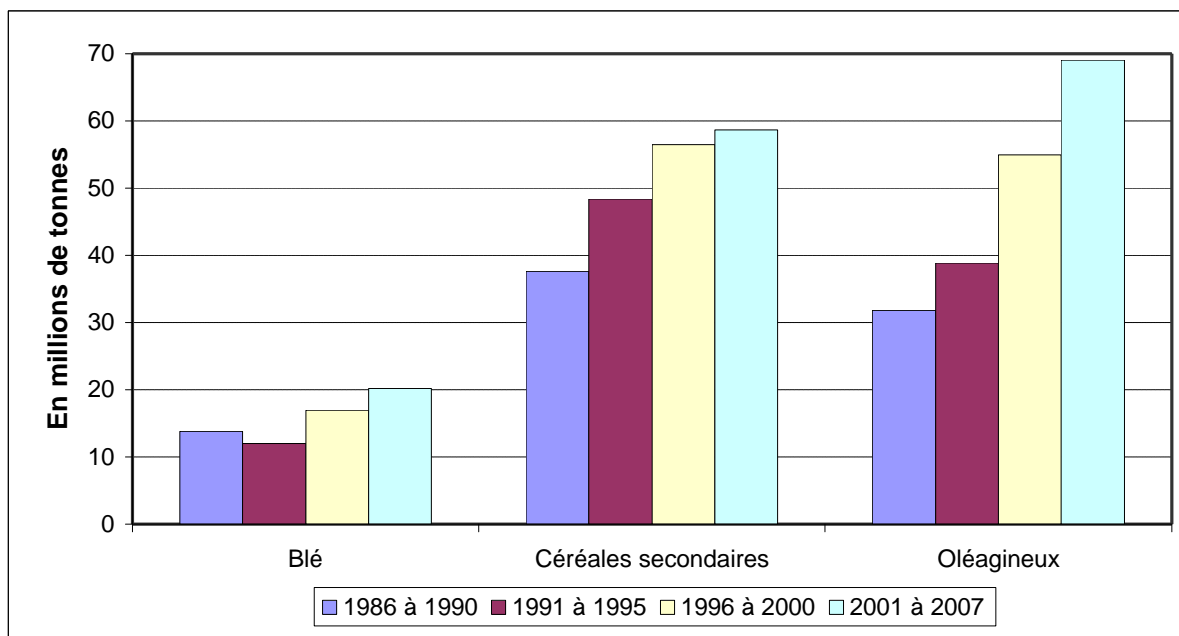
Scène internationale

Facteurs importants agissant sur l'offre et sur la demande

Brésil et Argentine : croissance de l'offre d'oléagineux

Malgré un très net fléchissement des prix des céréales et des oléagineux jusqu'à la fin des années 1990, les économies agricoles de l'Argentine et du Brésil ont gagné en efficacité, leur permettant ainsi de devenir concurrentielles sur les marchés des exportations à faible prix. Les réformes qui ont eu pour effet de supprimer les taxes à l'exportation et de réduire les taxes à l'importation des facteurs de production agricole ont rehaussé l'efficacité de ces économies. Depuis la création d'un nouveau marché commun du cône sud (MERCOSUR) en 1995, beaucoup des tarifs douaniers intrarégionaux ont été abolis, ce qui a favorisé le libre-échange des produits entre les pays membres et attiré les investisseurs étrangers, profitant ainsi au secteur agricole. La tendance à la privatisation des installations d'exportation et des chemins de fer a provoqué une baisse des coûts de transport des exportations agricoles qui étaient élevés. Les réformes politiques et la plus forte intégration ont contribué à aligner les prix intérieurs sur les prix mondiaux, ce qui a entraîné une redistribution des ressources de certains secteurs agricoles moins efficaces à d'autres plus concurrentiels.

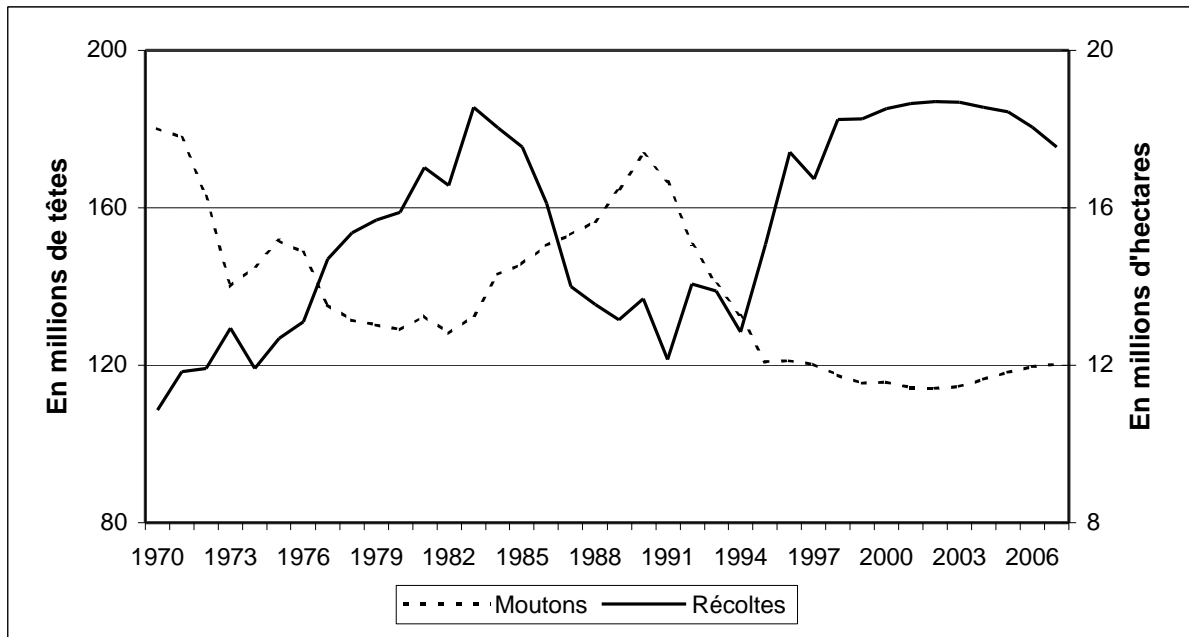
L'expansion rapide de la culture des céréales secondaires et des oléagineux s'est produite avant bon nombre des réformes intérieures survenues dans les années 1990. La production de blé, de maïs et de soja étant déjà concurrentielle, ces récoltes continueront de bénéficier de la conjoncture plus libérale. Comme en témoigne le graphique 2, la production moyenne de blé, de céréales secondaires et d'oléagineux au cours de la période historique la plus récente (1995 à 1999) a été supérieure respectivement de 11 p. cent, 44 p. cent et 67 p. cent à la production moyenne observée au cours de la période 1985 à 1989. Durant la période à l'étude (2000 à 2007), nous prévoyons la poursuite de l'expansion des cultures agricoles en Argentine et au Brésil. Grâce aux prix avantageux du blé, on s'attend à une hausse de 37 p. cent de la production de cette céréale par rapport à la période historique la plus récente et à une augmentation respective de 17 p. cent et de 51 p. cent de la production moyenne de céréales secondaires et d'oléagineux.

Graphique 2 : Production de l'Argentine et du Brésil

Si l'on prend maintenant les éléments qui différencient ces deux pays, l'Argentine continue d'imposer les agriculteurs en taxant les exportations de soja brut et en accordant des rabais sur les exportations de tourteau et d'huile, contrairement au Brésil qui a aboli toutes les taxes sur les exportations de soja en 1996. Au Brésil, l'abolition de la taxe à l'exportation sur le soja a stimulé la production et les exportations de ce produit aux dépens du secteur de la transformation et des exportations de tourteau de soja. De plus, la récente dévaluation de la devise brésilienne en janvier 1999 a eu pour effet, à court terme, d'accroître la compétitivité des producteurs et transformateurs brésiliens sur les marchés d'exportation (cependant le coût des intrants importés a augmenté). Du côté de la production, on note une amélioration constante du potentiel de rendement dans les deux pays, mais étant donné que la superficie en terres arables à faible coût de production en Argentine approche de son utilisation maximum, tout porte à croire que l'augmentation de la production de soja à l'avenir aura surtout lieu au Brésil, particulièrement dans la région des hauts plateaux si les coûts de transport sont réduits.

Australie : spécialisation accrue des céréales et des oléagineux

En plus d'être un important exportateur de blé sur l'échiquier international, l'Australie a vu ses exportations de canola et d'orge de brasserie augmenter au cours des années 1990. La faible rentabilité de la production lainière a accentué cette hausse de la production de céréales et d'oléagineux au cours des dix dernières années. La productivité accrue et les rendements plus élevés associés au plus vaste éventail d'options de plantation ont continué de privilégier les cultures agricoles aux dépens de la production lainière, d'où la conversion d'une importante superficie jusque-là vouée aux pâturages à la culture céréalière.

Graphique 3 : Australie : Production ovine et agricole

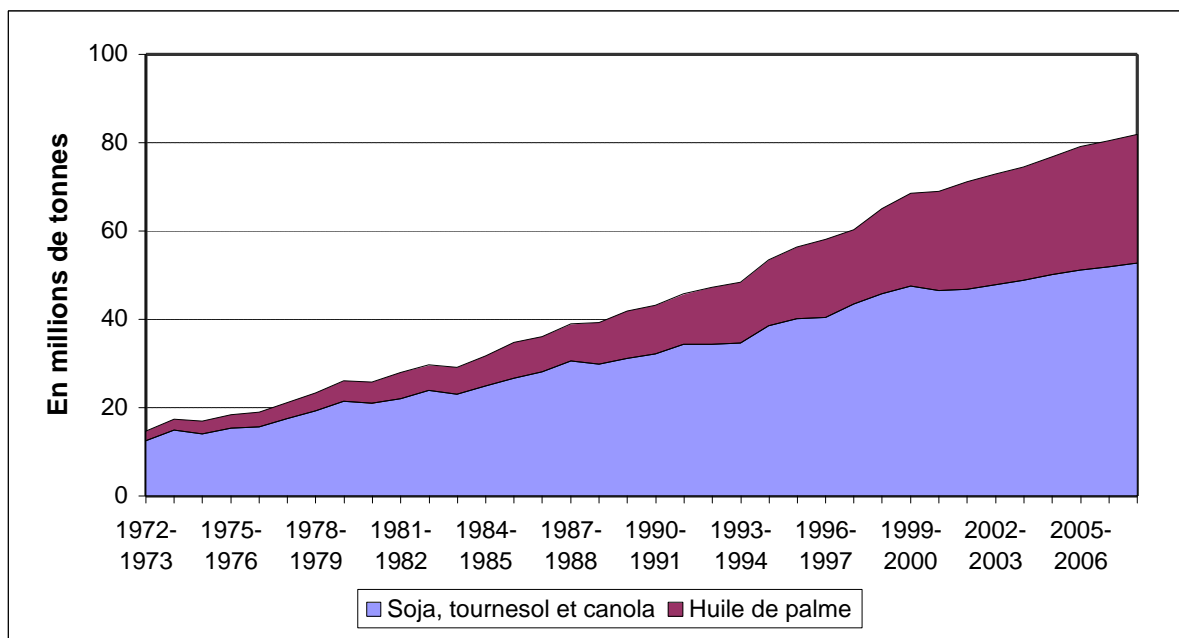
L'Australie, le plus grand producteur de laine du monde, a vu rapidement baisser son cheptel d'ovins dans la première moitié des années 1990. Cette situation a été en grande partie précipitée par l'incapacité de préserver le système de prix planchers à l'intention des éleveurs australiens et a entraîné une chute rapide des prix de la laine. Entre le milieu des années 1980 et la fin de la décennie, les prix de la laine avaient doublé, ce qui a provoqué une hausse significative du cheptel de moutons et de la production lainière. Cependant, une baisse de la demande, associée à l'excédent des disponibilités, s'est soldée par un repli spectaculaire des prix qui ont fléchi de moitié au début des années 1990, ce qui a entraîné une réduction du cheptel.

À moyen terme, la reprise de la croissance économique mondiale stimulera la demande de vêtements à prix élevé, y compris des vêtements en laine, mais la tendance à la baisse de la demande de laine et la concurrence accrue d'autres sources de fibres meilleur marché limiteront les perspectives de la production lainière. Compte tenu de la stagnation des perspectives relatives à la demande de laine, on peut prévoir que l'affectation des terres en Australie continuera de privilégier les cultures aux dépens des pâturages, particulièrement dans la première partie de la période à l'étude.

Indonésie et Malaisie : augmentation de l'offre d'huile de palme

La hausse vertigineuse de la demande d'huile végétale a abouti à une forte hausse de la production. Lorsqu'on analyse la dynamique de croissance des quatre principales huiles végétales², on constate clairement que la production a augmenté de façon spectaculaire, passant de 15 millions de tonnes au début des années 1970 à plus de 68 millions de tonnes en 1999-2000, soit une hausse de plus de 400 p. cent [Graphique 4]. On s'attend à ce que la production d'huile végétale continue d'augmenter rapidement à mesure que la demande mondiale des quatre principales huiles végétales continuera de croître (particulièrement dans les pays en développement); elle devrait atteindre 82 millions de tonnes d'ici 2007-2008.

² Les trois premières étant : l'huile de soja, l'huile de colza/canola et l'huile de tournesol, extraits des oléagineux. La dernière est l'huile de palme, extraite du fruit du palmier.

Graphique 4 : Production mondiale d'huile végétale

Au cours des quatre prochaines années, la croissance de la production d'huile végétale extraite des trois principaux oléagineux devrait suivre le même rythme que la production d'huile de palme en raison du rythme plus lent de plantation de jeunes palmiers à huile provoqué par les crises financières qui ont secoué l'Asie entre 1997 et 1999. Avec ce ralentissement de la croissance de la production d'huile de palme et une demande soutenue occasionnée par la hausse des revenus, les conditions seront favorables à un redressement des prix. La hausse des prix des huiles s'estompera à la fin de la période à l'étude quand la production d'huile de palme retrouvera des taux de croissance similaires à ceux enregistrés avant les crises financières.

L'augmentation de la production d'huile de palme continuera d'être alimentée par l'expansion indonésienne. La Malaisie, qui est le principal producteur d'huile de palme (environ 50 p. cent de la production mondiale), est en butte à un certain nombre de contraintes qui limitent l'expansion de la superficie plantée de palmiers. Étant donné qu'il s'agit d'un petit pays, il reste peu de terres cultivables et les pressions exercées par d'autres secteurs sur les coûts de main-d'oeuvre auront pour effet de réduire la rentabilité des plantations de palmiers qui nécessitent beaucoup de main-d'oeuvre. En revanche, l'Indonésie continue d'augmenter sa production d'huile de palme et assume aujourd'hui environ 30 p. cent de la production mondiale, contre 15 p. cent en 1980.

Même s'il reste encore une marge considérable pour accroître la production d'huile de palme en Indonésie vu qu'il subsiste une immense superficie se prêtant à l'établissement de plantations, en plus des coûts de main-d'oeuvre relativement bas, il faudra beaucoup développer les infrastructures pour maintenir une forte expansion de la production. La principale menace qui plane sur l'augmentation de la production en Indonésie est un autre choc financier, comme la crise asiatique survenue en 1998 qui, à court terme, a entraîné dans son sillage l'interdiction d'exporter l'huile de palme vers le reste du monde, puis l'imposition d'une taxe à l'exportation qui a été abolie depuis. Même si la crise a manifestement eu des répercussions néfastes sur l'industrie de l'huile de palme, la forte dépréciation du taux de change en termes réels de la roupie (Indonésie) et du ringgit (Malaisie) a amélioré la situation de l'industrie de l'huile de palme déjà concurrentielle.

États-Unis : prêts de mise en marché et PCP

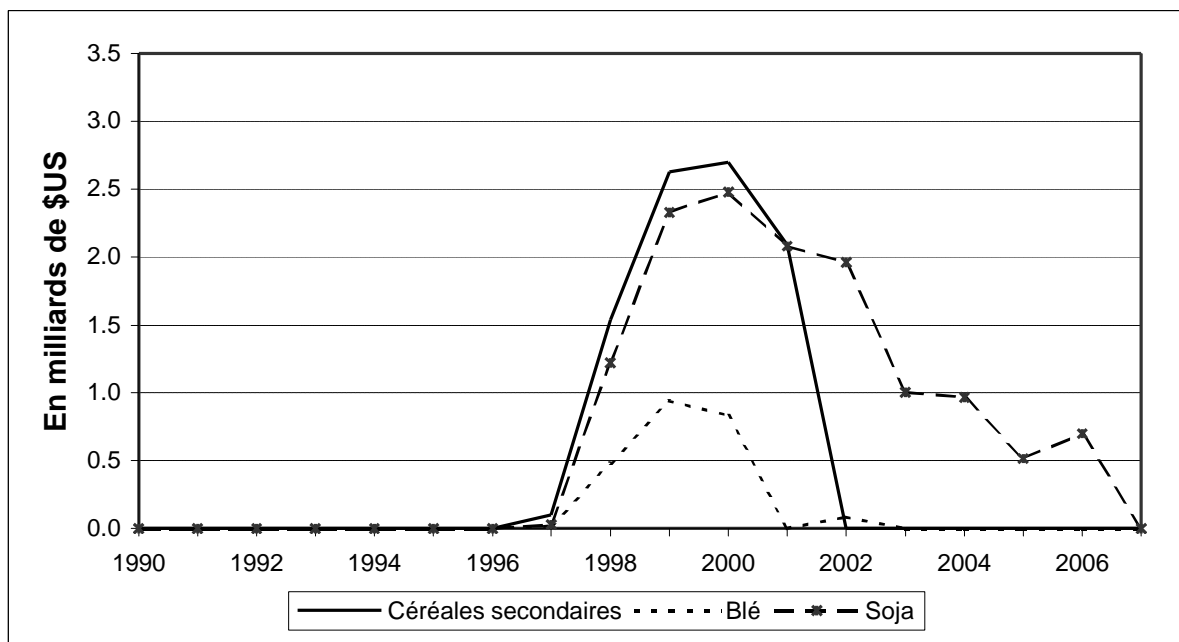
Même si la Federal Agriculture Improvement and Reform Act (FAIR) de 1996 a marqué un tournant décisif dans la politique agricole des États-Unis en supprimant le lien qui existait entre les paiements de soutien du revenu et les prix agricoles, on a aujourd'hui la preuve qu'un élément clé, le programme de prêts de mise en marché accompagné des primes de complément de prêt (PCP), a de plus en plus contribué à dénaturer la production et les exportations des États-Unis. Grâce au programme de prêts de mise en marché, les producteurs des principaux produits admissibles peuvent réaliser des recettes minimales par unité fixées par le taux de prêt sur récolte. Étant donné que certains des principaux produits américains se vendaient à des prix inférieurs au taux de prêt durant les dernières années, les producteurs tiennent compte du taux de prêt dans leurs décisions de production. Bien que ces derniers aient la garantie d'un prix minimum, le programme ne fixe pas de plancher au prix du marché car le produit n'est pas retiré du marché pour être mis dans les réserves gouvernementales.

Un producteur peut tirer partie du programme de prêts de mise en marché de deux façons différentes. Dans le premier cas, il s'agit d'un prêt de mise en marché sans recours et, dans le deuxième, d'une PCP. En vertu de la première option, une fois le produit récolté, le producteur peut obtenir un taux de prêt par unité pour sa récolte et rembourser ce prêt majoré des intérêts à n'importe quel moment pendant la durée du prêt (généralement dans un délai de neuf mois). Advenant que les produits soient mis en marché à une date ultérieure et que les prix soient inférieurs au taux de prêt (majoré des intérêts), l'agriculteur n'a à rembourser qu'un taux inférieur basé sur les prix du marché local. Avant l'adoption des prêts de mise en marché, lorsque les prix étaient inférieurs au taux de prêt majoré des intérêts, le producteur renonçait aux produits, qui étaient alors mis dans les stocks gouvernementaux, ce qui avait pour effet de les retirer du marché et de faire du taux de prêt américain un prix plancher pour les marchés mondiaux, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

La deuxième option, qui connaît une grande popularité ces dernières années où les prix des produits sont plutôt bas, réside dans les PCP. Les PCP permettent à un producteur d'obtenir les mêmes avantages que le prêt de mise en marché sans avoir à contracter un prêt sur récolte. Les PCP représentent essentiellement la différence entre le taux de prêt un jour donné et les prix du marché en vigueur à l'échelle locale. Le producteur peut décider de toucher une prime de complément qui équivaut à l'écart entre le taux de prêt et le prix local en vigueur et de renoncer au prêt de mise en marché. Depuis trois ans, la majorité des agriculteurs préfèrent l'option PCP à un prêt de mise en marché. Si l'on compare 2000-2001 à 1999-2000, il ressort clairement que cette tendance persiste vu que la proportion de PCP par rapport aux prêts de mise en marché pour le blé, le maïs et le soja est passée de 85/15 à 90/10.

Le graphique 5 illustre l'augmentation rapide des gains confondus des PCP et des prêts de mise en marché payés par le gouvernement américain aux agriculteurs de 1997 à 2000 pour le blé, les céréales secondaires (essentiellement le maïs) et les oléagineux (surtout le soja). Compte tenu du niveau relativement bas des prix internationaux des céréales secondaires, tout porte à croire que cette dynamique persistera pour la plupart des céréales secondaires américaines à court terme et pour le soja sur une plus longue période.

Graphique 5 : Gains provenant des programmes américains de prêts de mise en marché et PCP



En établissant cette prévision, on a supposé que les taux de prêt resteront aux mêmes niveaux qu'en 2000-2001 pendant la durée de la période de perspectives. Pour la campagne 2001-2002, le secrétaire américain à l'agriculture a déjà annoncé que les taux resteraient aux mêmes niveaux qu'en 2000-2001. On s'attend à une élimination presque totale des paiements au titre du blé en 2001-2002 compte tenu du raffermissement des prix de cette céréale [Graphique 5]. À mesure que les prix des céréales secondaires se raffermiront pendant la période à l'étude, les paiements devraient accuser un net repli. Dans le cas du soja, la faiblesse du complexe des oléagineux attribuable à l'importance des approvisionnements sud-américains et à l'augmentation de la production d'huile de palme se traduira par des paiements jusqu'en 2006-2007.

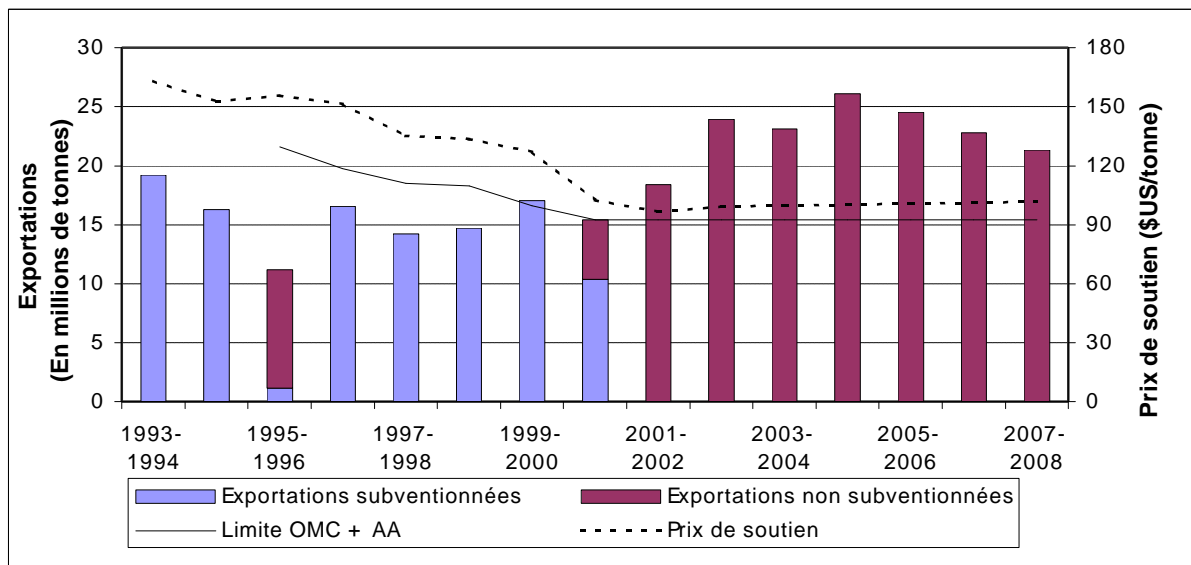
Pour ce qui est des deux autres grandes hypothèses concernant les États-Unis, on a supposé que l'inscription au *Conservation Reserve Program* (CRP) jusqu'au maximum réglementaire de 14,7 millions d'hectares serait terminée d'ici la campagne agricole 2003-2004³. L'autre grande hypothèse a trait aux paiements du *Production Flexibility Contract* (PFC) et aux paiements supplémentaires versés de la même manière. On prévoit qu'ils influenceront les décisions des producteurs en raison d'un effet de richesse et de réduction des risques. Les paiements PFC sont connus jusqu'en 2002-2003 mais ce n'est pas le cas des paiements supplémentaires. Des hypothèses un peu simplistes ont donc dû être formulées en attendant de connaître les paramètres de la nouvelle loi agricole américaine. Dans le cas des paiements PFC, on a supposé qu'ils seront maintenus à leur niveau actuel jusqu'en 2007-2008. Quant aux versements supplémentaires, on a supposé que les derniers seront versés en 2001-2002.

³ Le CRP est un programme facultatif de gel des terres à long terme en vertu duquel les producteurs s'engagent à inscrire des terres écologiquement fragiles pour 10 à 15 ans et touchent un loyer annuel plus la moitié du coût d'établissement d'une couverture terrestre permanente.

Union européenne : Accord de Berlin

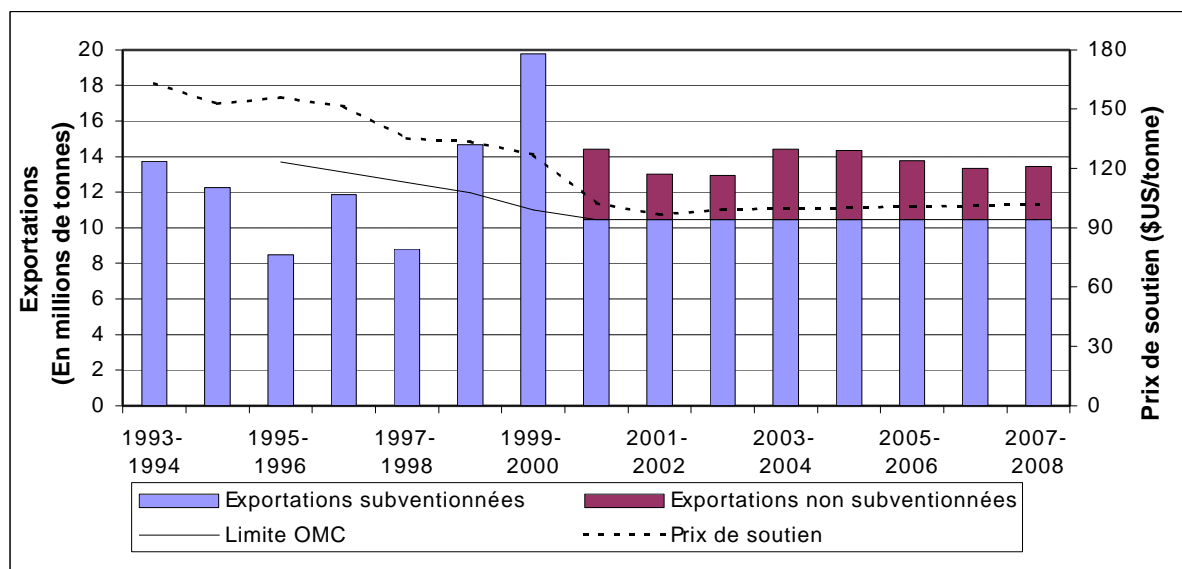
Les prévisions du scénario de référence tiennent compte de l'Accord de Berlin signé par l'UE en mars 1999 et des trois principaux instruments stratégiques qui influent directement sur la production de céréales et d'oléagineux qui sont : le soutien des prix, les paiements directs et la gestion des approvisionnements. Si l'on se fonde sur les niveaux de 1999-2000, en vertu de l'Accord, le prix d'intervention des céréales baisse de 18 euros/tonne pour atteindre 101 euros/tonne en 2001-2002, alors que les paiements directs augmentent de 9 euros/tonne (63 euros/tonne en 2001-2002). Les paiements directs au titre du retrait obligatoire des terres en culture et de la superficie affectée aux oléagineux baissent respectivement de 6 et de 31 euros/tonne, de sorte que les paiements directs qui se rattachent aux céréales, aux oléagineux et aux terres en culture mises de côté seront au même niveau d'ici 2002. L'Accord prévoit le retrait obligatoire de 10 p. cent des terres en culture. À ceci, il faut rajouter les retraits facultatifs estimés à environ 4 p. cent des terres en culture. Un euro relativement faible, un prix de soutien plus faible et un raffermissement des prix mondiaux des céréales permettront à l'UE d'exporter du blé et de l'orge de brasserie sans subvention durant la période de référence. Selon le scénario de référence, les exportations de blé de l'UE ne devraient pas dépasser 26 million de tonnes ce qui constitue tout de même environ 10 million de tonnes de plus que les limites de l'OMC relativement aux exportations subventionnées et de l'aide alimentaire (AA). Cette situation se traduit par des prix intérieurs dans l'UE supérieurs au prix de soutien et à des liens plus étroits avec les prix mondiaux du blé et de l'orge de brasserie.

Graphique 6 : Exportations de blé de l'Union européenne



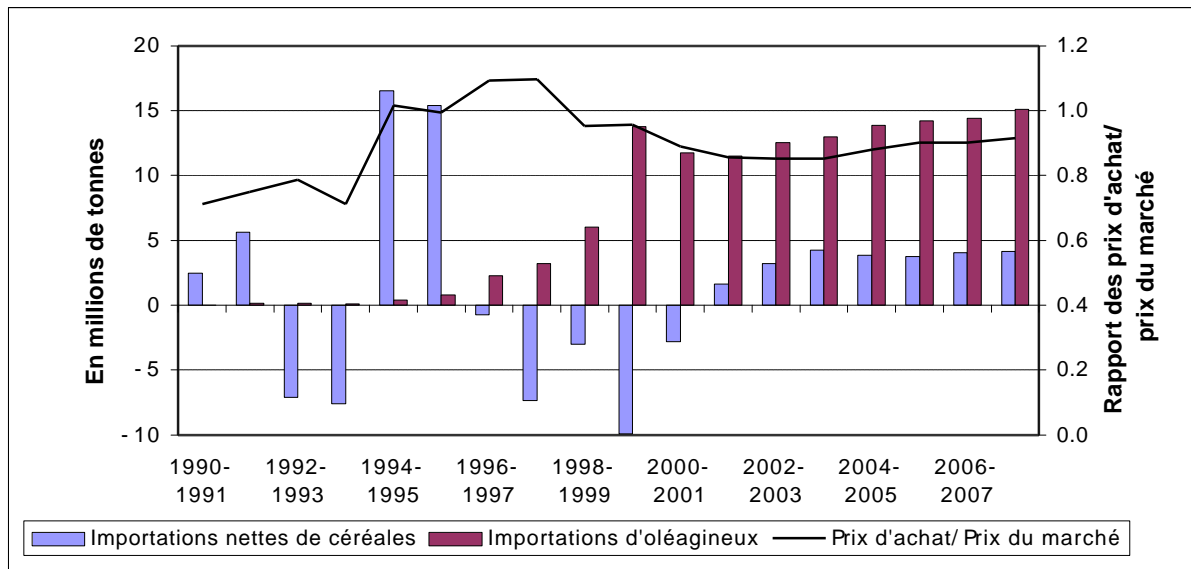
Ce développement jumelé à l'égalisation des paiements directs avec les oléagineux entraîneront une augmentation appréciable des terres affectées à la culture du blé dans l'UE aux dépens des superficies affectées à la culture des oléagineux.

Selon notre analyse, l'impact le plus important de la crise de la vache folle sur les marchés des cultures provient de l'interdiction d'utiliser les farines animales dans l'alimentation du bétail. Selon des experts de la commission européenne cette interdiction, si elle est maintenue, pourrait entraîner une hausse de la demande de tourteau d'oléagineux d'environ deux million de tonnes à chaque année. C'est l'hypothèse que nous avons émise. Cette quantité est suffisamment importante pour avoir un impact sur les prix mondiaux des tourteaux.

Graphique 7 : Exportations de céréales secondaires de l'Union européenne***Chine : autosuffisance et accord bilatéral avec les États-Unis***

La Chine est un important producteur et consommateur de céréales et d'oléagineux. Avant 1994, la réforme de la politique agricole nationale encourageait le secteur céréalier à s'orienter vers un régime davantage axé sur le marché, ce qui aurait rendu la spécialisation dans les cultures de plus grande valeur, comme les fruits et légumes, plus attrayante aux yeux des producteurs que l'expansion continue de la production des cultures céréalières de plus faible valeur. Or, devant l'augmentation rapide des importations de céréales au milieu des années 1990, sans oublier l'escalade des prix des céréales et les préoccupations internationales (qui alimentera la Chine?), la politique du gouvernement chinois a amorcé un revirement grâce auquel la Chine a retrouvé son autosuffisance céréalière (blé, céréales secondaires et riz), ce qui a réduit de beaucoup le besoin d'importer des céréales.

La politique chinoise connue sous l'appellation de "système de responsabilité du sac à grains des gouverneurs" est en place depuis la fin de 1994. Il semble que cette politique, associée à des conditions météorologiques favorables, ait permis à la Chine de parvenir à l'autosuffisance en 1997. Selon cette politique du "sac à grains", ce sont les gouverneurs des différentes régions qui sont responsables de l'augmentation de la production céréalière. Les gouverneurs se sont attelés à la tâche en stimulant la production de céréales; pour ce faire ils ont fixé des prix élevés pour les contingents de livraison obligatoires et facilité l'accès des agriculteurs à des intrants, comme les engrais, par le biais de subventions. Le graphique 8 démontre le changement survenu dans les prix d'achat gouvernementaux en Chine, qui sont passés d'environ 80 p. cent en moyenne dans la première moitié des années 1990 (équivalent donc à une taxe prélevée sur les céréaliculteurs) à 102 p. cent des prix du marché intérieur dans la seconde moitié.

Graphique 8 : Changement de la politique céréalière chinoise

Le succès de la politique du sac à grains et les conditions météorologiques favorables se sont traduits par un accroissement spectaculaire des réserves de céréales chinoises, qui ont atteint des niveaux records (nous n'avons pas tenu compte des plus récentes révisions substantielles du niveau de stock). Les réserves chinoises sont devenues encombrantes, et ont obligé la Chine à engager de gros investissements dans de nouvelles installations de stockage afin de prévenir les pertes de qualité et d'atténuer les risques de gaspillage. Étant donné que les prix d'achat gouvernementaux des céréales ne faisaient état d'aucun critère de qualité, les agriculteurs ont décidé de se concentrer sur l'amélioration du rendement plutôt que sur l'amélioration de la qualité, ce qui a abouti à l'arrivée d'un volume élevé de céréales de basse qualité dans les stocks gouvernementaux. Pour remédier à ce problème, le gouvernement chinois a décidé d'acheter différentes qualités de céréales à différents prix, ce qui pourrait provoquer une réduction modeste de la production céréalière. En outre, on a supposé que les prix d'achat se maintiendront en moyenne à environ 88 p. cent des prix de marché au cours de la période à l'étude, ce qui réduira les incitatifs à la production céréalière. À moyen terme, on prévoit que le gouvernement continuera de maintenir un haut niveau d'autosuffisance et que les prix d'achat gouvernementaux des céréales se rapprocheront à nouveau des prix du marché [Graphique 8].

Si l'on se base sur la politique d'autosuffisance dans le secteur céréalière qui existe actuellement en Chine et du haut niveau des stocks de l'État, les perspectives d'une forte hausse des importations de céréales par la Chine sont limitées. Les importations de céréales devraient progresser de façon modérée à l'avenir, poussées à la hausse par l'augmentation de la population, la croissance soutenue du revenu et la spécialisation accrue dans la production de produits dotés d'un avantage comparatif. Par contre, en tenant compte de tous ces facteurs, il apparaît évident que le potentiel d'importation, à court et à moyen termes est nettement inférieur aux niveaux anticipés par plusieurs il y a quelques années. D'ici 2007-2008, on s'attend à ce que les importations nettes de céréales (incluant le riz) par la Chine atteignent environ quatre million de tonnes (soit seulement le quart des niveaux records enregistrés au milieu des années 1990) [Graphique 8].

La Chine est un gros producteur et importateur d'oléagineux et de leurs sous-produits (tourteau et huile). Depuis l'adoption de la politique du "sac à grains", une hausse des prix d'achat gouvernementaux des céréales a créé une conjoncture moins défavorable à la culture des céréales en

comparaison des oléagineux. Bien que la Chine continue d'être un très gros producteur d'oléagineux, l'augmentation de la population des villes et la hausse des revenus ont entraîné une hausse de la demande d'huile végétale et de viande (demande dérivée pour les tourteaux de protéines). Cette situation obligera de plus en plus la Chine à accroître ses importations d'oléagineux.

Jusqu'à récemment, les importations de soja étaient assujetties à une taxe à la valeur ajoutée (TVA), contrairement au tourteau de soja, ce qui explique la préférence accordée aux importations de tourteau. L'imposition récente de la même TVA de 13 p. cent sur le tourteau a neutralisé l'effet de distorsion affectant l'industrie chinoise de la trituration, conduisant à une hausse des importations de soja brut et de la production de tourteaux. Cette hausse de production de tourteaux a permis à la Chine de redevenir exportatrice nette de tourteaux d'oléagineux (soja, canola et tournesol) en 1999-2000 et 2000-2001. En raison de la forte croissance de la demande, la Chine devrait redevenir importatrice nette de tourteaux au cours de la période à l'étude, mais à des niveaux relativement faibles par rapport à ceux atteints en 1996-1997 et 1997-1998.

Les importations d'huile végétale font l'objet de contrôles beaucoup plus stricts en Chine. Étant donné que les six entreprises commerciales appartenant à l'État contrôlent les importations d'huiles végétales, sans oublier l'imposition d'une taxe d'importation de 20 p. cent et d'une TVA de 13 p. cent, on comprend qu'il soit tentant de se livrer à la contrebande de l'huile végétale. Grâce aux récentes mesures de répression, il y a aujourd'hui un écart plus important entre les prix de l'huile végétale chinoise et les prix mondiaux, ce qui incite à importer et à transformer sur place du soja brut et du canola. En vertu de cette politique et étant donné que les prix d'achat gouvernementaux n'agissent plus comme une taxe sur la production céréalière et que le tourteau de soja est maintenant assujéti aux mêmes taxes que le soja, on peut anticiper à moyen terme que les importations d'oléagineux (soja et canola) resteront à des niveaux élevés [Graphique 8]. Les importations d'huiles végétales quant à elles ne devraient pas dépasser quatre million de tonnes.

Nous avons incorporé les changements survenus dans la politique commerciale à l'égard des restrictions quantitatives et des niveaux tarifaires touchant les céréales et les oléagineux qui sont le fruit de la signature de l'accord bilatéral entre la Chine et les États-Unis, le 15 novembre 1999. Il faut signaler que, dans le scénario de référence, les contingents tarifaires ne sont pas contraignants en ce qui concerne le blé et les céréales secondaires vu que les importations n'atteignent jamais la limite fixée. Ce résultat repose essentiellement sur l'hypothèse selon laquelle la Chine continuera de poursuivre ses objectifs d'autosuffisance. Étant donné que les huiles végétales sont facilement substituables, on peut prévoir que, même si les importations d'huile de soja atteignent le maximum de leurs contingents, les importations d'autres huiles végétales, notamment d'huile de canola et d'huile de palme, vont augmenter afin de limiter l'impact du tarif douanier hors contingent.

L'hypothèse concernant le taux de change entre le yuan chinois et le dollar américain est un autre élément important du scénario de référence. Depuis 1995, le yuan a été très stable. Dans le scénario de référence nous émettons l'hypothèse que les autorités chinoises ont décidé de laisser le yuan se déprécier lentement à sa valeur de marché afin d'offrir une protection aux secteurs manufacturiers et à l'agriculture contre les importations peu coûteuses. Nous avons repris l'hypothèse émise par l'OCDE selon laquelle le yuan connaîtra une dévaluation en termes réels de 1,8 p. cent en moyenne à chaque année au cours de la période 2001 à 2006.

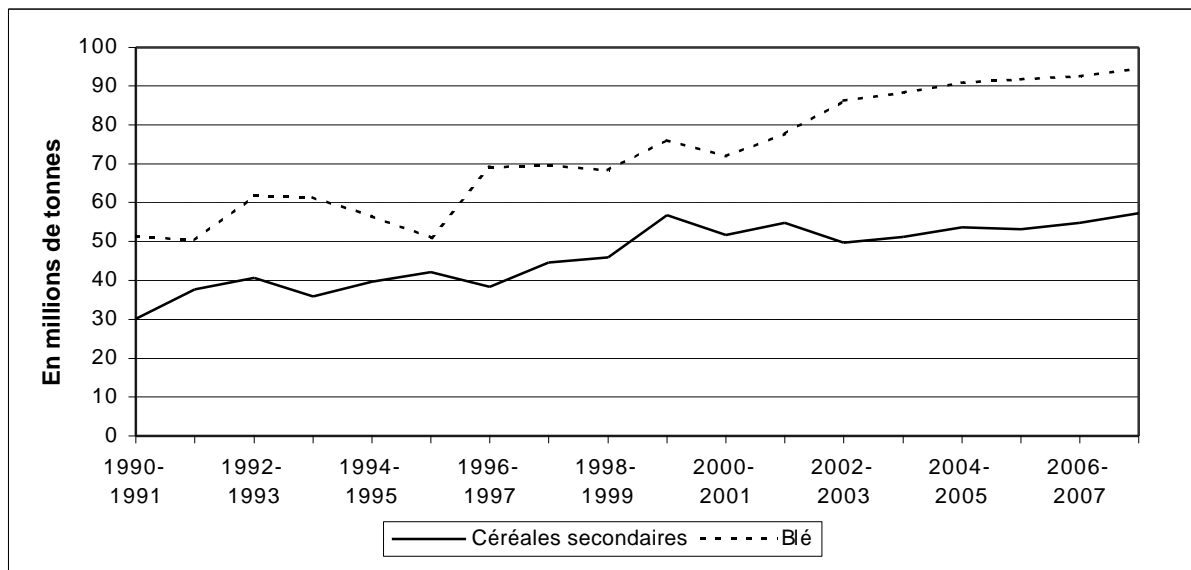
En tenant compte de tous ces facteurs, les importations nettes chinoises pour l'ensemble des céréales, oléagineux et tourteau (en équivalent soja) devraient atteindre 21 million de tonnes en 2007-2008, soit environ quatre million de tonnes de plus que le niveau atteint en 1995-1996.

Reste du monde : l'offre et la demande

Le reste du monde, qui est défini dans notre système d'analyse comme le monde moins les pays de l'OCDE, l'ex-URSS, la Chine et l'Argentine, constitue la principale source de croissance de la demande de produits agroalimentaires dans notre scénario à moyen terme. On s'attend à ce que la population de ces pays augmente de 445 millions d'habitants entre 2000 et 2007. Selon l'OCDE, le taux de croissance du produit intérieur brut de ces pays retrouve rapidement ses niveaux d'avant la crise et devrait se situer en moyenne à 4,7 p. cent entre 2001 et 2007. Il n'est pas rare en effet d'observer une longue période de croissance économique dans ces pays.

À court terme, le pouvoir d'achat des pays qui ont été le plus durement touchés par la crise continuera de s'affaiblir, mais, dans l'ensemble, on s'attend à une augmentation de la demande de céréales et d'oléagineux. L'augmentation de la population et du revenu, la poursuite des migrations des régions rurales vers les grands centres urbains et la modification des régimes alimentaires nationaux, qui se traduira par une désaffection à l'égard des denrées de consommation courantes au profit des céréales et des produits d'origine animale, auront pour effet de stimuler la demande. On prévoit que la consommation globale de céréales secondaires, de blé et d'oléagineux dans ces pays augmentera respectivement de 53,4, 44,7 et 7,5 millions de tonnes entre 2000 et 2007.

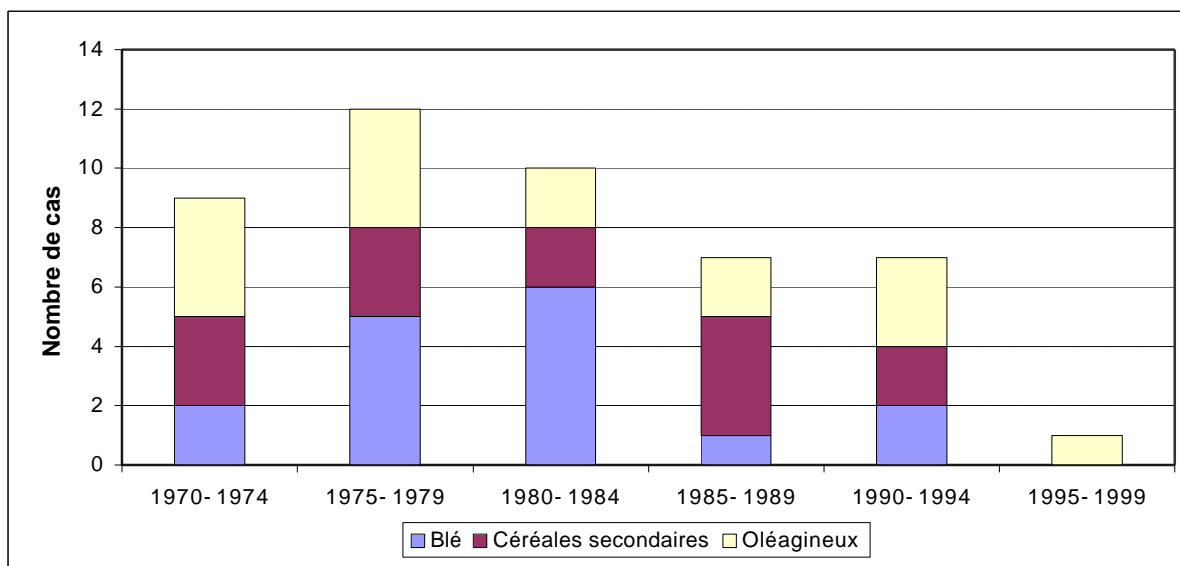
Graphique 9 : Importations nettes du reste du monde



Cette hausse de la consommation ne se traduira pas automatiquement par une augmentation des importations, vu que la production devrait progresser respectivement de 52,8, 17,5 et 6,4 millions de tonnes en ce qui concerne les céréales secondaires, le blé et les oléagineux. La superficie totale affectée à ces trois cultures dans ces pays devrait augmenter de près de 19 millions d'hectares durant la même période. C'est le blé qui devrait afficher la plus faible augmentation des rendements et de la superficie en culture à moyen terme, suivi des oléagineux et des céréales secondaires. Cela explique que les besoins nets de blé dans ces pays connaissent une forte hausse au cours de la période de perspectives [Graphique 9]. La hausse des besoins nets de céréales secondaires n'est pas très importante. En ce qui a trait aux oléagineux, le reste du monde est un exportateur net d'oléagineux et de leurs sous-produits et on s'attend à ce qu'il le demeure sur toute la période du scénario de référence. Cette situation est essentiellement attribuable à la situation de l'offre brésilienne analysée plus haut.

Conditions climatiques : risques de sécheresse?

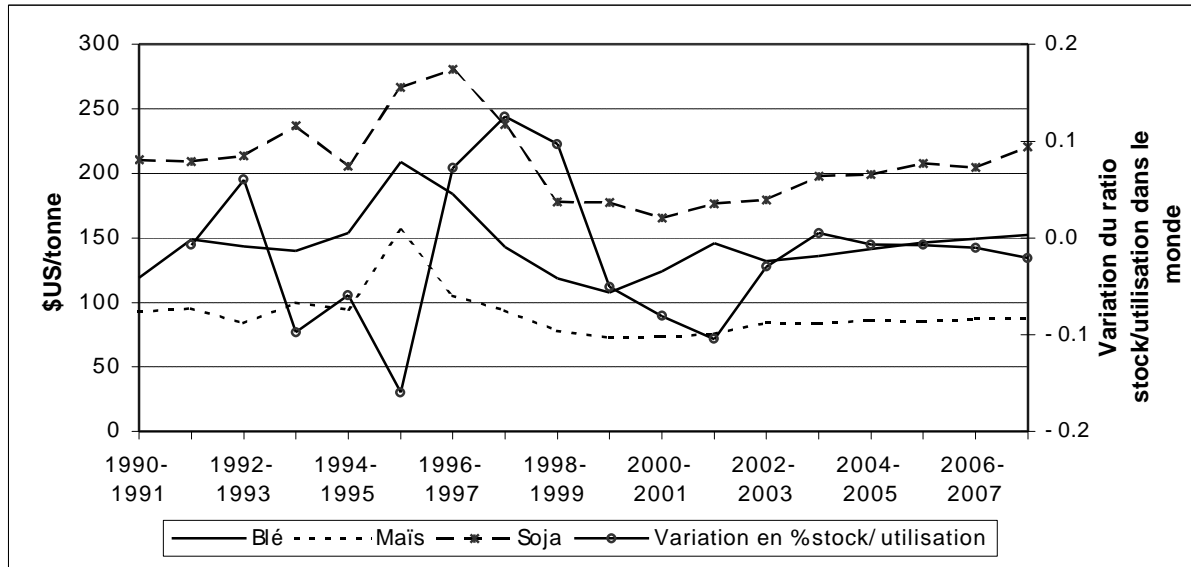
Comme dans la plupart des scénarios de référence, on prévoit des conditions météorologiques normales et, par conséquent, des rendements à tendance linéaire. Il faut mentionner qu'une seule sécheresse a été enregistrée entre 1995 et 1999 dans un important pays producteur de céréales et d'oléagineux [Graphique 10]. Si on examine les chiffres relatifs au blé, aux céréales secondaires et aux oléagineux et qu'on compare le rendement de la période courante à la tendance historique (en prenant pour acquis qu'un rendement de 15 p. cent inférieur à la tendance est indicateur d'une sécheresse), on remarque que le nombre de sécheresses enregistrées durant la période 1995-1999 a été nettement inférieur à la moyenne du nombre de sécheresses enregistrées au cours de chacune des périodes quinquennales précédentes, (minimum de 7 et maximum de 12). L'avenir nous dira combien il y aura de sécheresses au cours de l'actuelle période quinquennale. Nous savons déjà que le Canada en connaîtra une en 2001-2002 qui affectera la production de blé, de céréales secondaires et d'oléagineux. Selon une simulation effectuée avec le modèle AGLINK de l'OCDE, les prix mondiaux des céréales secondaires, du blé et des oléagineux auraient été respectivement 3,2, 4,1 et 5,2 p. cent inférieurs en 2001-2002 si le Canada n'avait pas connu cette sécheresse.

Graphique 10 : Cas de sécheresse dans le monde par intervalle de cinq ans**Prix internationaux**

Pour la campagne agricole courante (2001-2002), une nouvelle augmentation significative du prix du blé est attendue. Ce n'est pas le cas des céréales secondaires. On s'attend à ce que les prix mondiaux du blé augmentent par rapport au faible niveau observé en 1999-2000 puisque la consommation mondiale de blé dépassera la production pour la quatrième année d'affilée. La réduction des disponibilités entraîne une baisse des réserves mondiales, qui régressent sous les 100 millions de tonnes (rapport stock-utilisation de 17 p. cent). Cette augmentation du prix relatif du blé par rapport aux autres cultures devraient provoquer, dans une majorité de pays, une substitution des terres en culture en faveur du blé lors de la prochaine campagne agricole. Associé au retour à des rendements selon la tendance historique aux États-Unis et au Canada, ceci permettra à la production mondiale de dépasser la consommation pour la première fois depuis 1997-1998. C'est pourquoi le prix du blé devrait afficher un repli en 2002-2003.

Le rapport stock-utilisation des réserves de blé mondiales est voisin au niveau observé au milieu des années 1990 lorsque les prix ont connu une véritable flambée. Cela ne devrait pas se reproduire cette fois en raison de la composition des pays qui détiennent les stocks et des stocks encore relativement élevés de céréales secondaires. En particulier, l'accumulation des stocks disponibles des principaux pays exportateurs de blé (principalement les États-Unis) a eu un effet néfaste sur les prix du blé depuis quelques années.

Graphique 11 : Prix mondiaux des céréales et des oléagineux



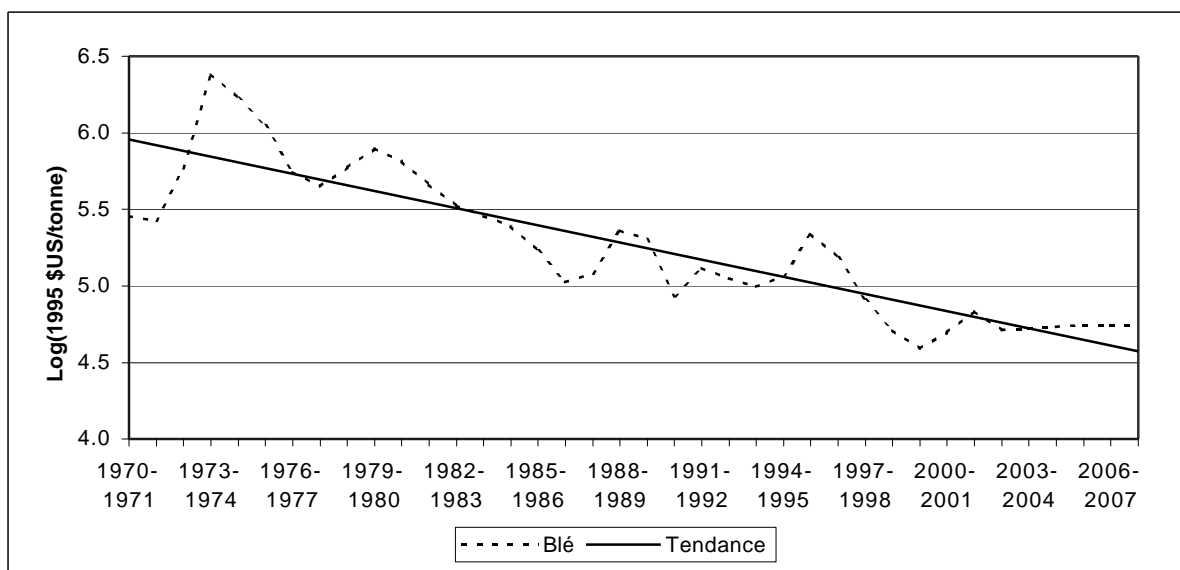
En ce qui concerne les prix mondiaux des céréales secondaires, la situation à court terme (2001-2002) permet d'anticiper des prix analogues à ceux des dernières années. Le rapport stock-utilisation des céréales secondaires continuera de baisser mais demeurera tout de même à des niveaux suffisamment élevés pour empêcher une forte hausse des prix. La réduction anticipée des superficies à l'échelle mondiale en 2002-2003 provoquera une nouvelle réduction importante des stocks et conduira cette fois à une hausse de prix appréciable. Cependant tant et aussi longtemps que les États-Unis continueront de soutenir leur agriculture et d'avoir de bonnes conditions climatiques on ne peut pas s'attendre à une flambée des prix mondiaux à moyen terme [Tableau B.5 à la page B-8].

On s'attend à ce que le prix du soja se redresse légèrement en 2001-2002 puisque, contrairement aux dernières années où la production d'oléagineux avait largement dépassé la consommation et conduit à une accumulation des stocks, ceux-ci ne devraient pas augmenter cette année. Cette tendance des dernières années se renversera véritablement qu'en 2003-2004 puisque nous anticipons une réduction des superficies cultivées d'oléagineux. On prévoit que les sous-produits des oléagineux, notamment l'huile végétale et les tourteaux, afficheront des prix plus élevés en 2001-2002 et conduiront à une amélioration de la marge des tritrateurs, particulièrement celle des tritrateurs de soja.

Une augmentation des prix mondiaux du blé est anticipée à moyen terme puisque l'offre n'augmentera jamais suffisamment pour modifier significativement l'état anticipé du marché en 2002-2003. Selon le scénario de référence, le taux de croissance annuel du prix mondial passera de 3,2 p. cent en 2003-2004 à seulement 1,9 p. cent en 2007-2008 [Graphique 11]. Les risques d'une nette hausse des prix du blé sont atténués par l'augmentation des exportations de l'UE. En effet, un euro relativement faible, un prix de soutien céréalier en déclin, et l'amélioration des prix mondiaux du blé permettent à l'UE d'exporter sans subvention sur l'ensemble de la période à l'étude. En termes réels, les prix

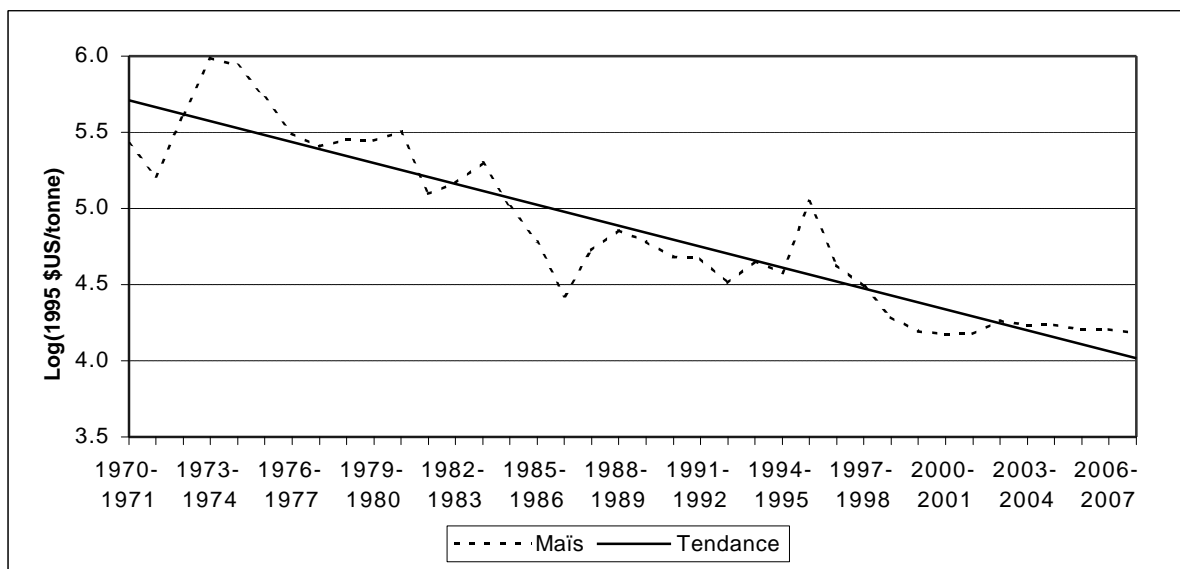
mondiaux du blé progressent modérément par rapport aux bas niveaux observés de la fin des années 1990 et demeurent ensuite relativement stables à la fin de la période étudiée [Graphique 12].

Graphique 12 : Prix réel du blé à long terme



La production et la consommation de céréales secondaires devrait croître en parallèle à compter de 2004-2005 laissant les stocks pratiquement inchangés. Cependant, le rapport stock/utilisation diminuera, ce qui devrait permettre une légère hausse du prix à moyen terme. Malgré tout en 2007-2008 le prix du maïs demeurera encore 44 p. cent plus faible que le niveau record établi en 1995-1996 [Tableau B.5].

Graphique 13 : Prix réel du maïs à long terme



La situation à moyen terme des oléagineux, de l'huile végétale et du tourteau de protéines devient plus complexe en raison de l'effet soutenu que les taux de prêt sur le soja américain devraient exercer sur les marchés mondiaux. Puisque les producteurs américains prennent leurs décisions de plantation en fonction de prix planchers plus élevés que les prix mondiaux, le soja restera surabondant, et les prix

demeureront en deçà de 200 \$US/tonne (marché de l'Illinois) jusqu'en 2004-2005. Les distorsions attribuables aux taux de prêt américains seront appréciables jusqu'en 2004-2005, et il faudra attendre 2007-2008 pour que les prix intérieurs américains aux producteurs atteignent un niveau supérieur au taux de prêt, éliminant du même coup l'incitatif à produire plus de soja que ce que justifie la conjoncture mondiale. Une hausse des prix mondiaux du tourteau et de l'huile de soja est anticipée au cours de la période de perspectives en raison d'une augmentation généralisée de la demande pour ces produits, dont le tourteau en Amérique du Nord, en Chine et dans l'UE et les huiles en Chine et dans les autres pays en développement.

Alors que les facteurs agissant sur la demande devraient commencer à améliorer la situation des oléagineux, l'expansion soutenue de la production d'oléagineux et de leurs dérivés en Argentine, au Brésil et aux États-Unis, ainsi que l'augmentation des disponibilités d'huile de palme en provenance d'Indonésie et de Malaisie à la fin de la période à l'étude, auront pour effet de limiter la hausse des prix du soja entre 2003 et 2006. Les prix seront tout de même largement supérieurs au niveau actuel.

Au Canada

Principales hypothèses

- Des conditions météorologiques normales et une amélioration des rendements tendanciels sont prévues pendant la période de perspectives, sauf en 2001-2002. Au moment d'écrire ces lignes, l'ampleur de la baisse des rendements causée par la sécheresse dans l'Ouest canadien n'était pas connue avec certitude. Un rapport publié par Statistique Canada suggère une diminution de rendement de 10, 20, 16, 18 et 10 p. cent par rapport à la tendance pour le canola, le blé, l'orge, le soja et le maïs respectivement.
- Le Canada n'imposera pas de droits compensateurs contre les importations de maïs américain.
- La réforme du système de transport du grain annoncée le 10 mai 2000 et le projet de loi déposé devant le Parlement le 29 mai 2000 a entraîné une baisse des coûts de transport ferroviaire dans les prairies canadiennes. Alors que les répercussions à plus long terme de cette réforme se traduiront sans doute par une modification en profondeur du barème des tarifs, il a fallu adopter une approche relativement simplifiée pour ce scénario de référence. Si l'on se fie à l'annonce qui fixe le plafond des recettes à 27 \$/tonne au cours de la campagne 2000-2001, la baisse se chiffre à 5,92 \$ par rapport au taux en vigueur de 32,92 \$. Puisque le scénario de référence à moyen terme utilise le groupe de distances de 976 à 1000 km comme taux représentatif, il a fallu procéder à un calcul légèrement différent pour obtenir la déduction appropriée à appliquer au maximum réglementaire légiféré de 34,65 \$ en 2000-2001, qui se traduit par un taux de 27,53 \$/tonne. Nous avons ensuite émis l'hypothèse que ce taux augmentera de 3,5 p. cent en 2001-2002 et d'un taux égal au taux d'inflation de 2002 à 2007.

Situation canadienne

Prix

L'impact de la sécheresse sur les prix domestiques dépend principalement de l'importance du Canada sur le marché mondial des produits concernés et si la baisse de production qui en découle provoque un revirement dans la balance commerciale. Le Canada est un joueur important sur le marché mondial de plusieurs cultures spéciales dont l'alginate des Canaries et les graines de moutarde. Une réduction importante de la production canadienne se traduit automatiquement par une hausse importante du prix de ces produits. Le Canada est également un joueur non négligeable sur le marché du canola et du blé

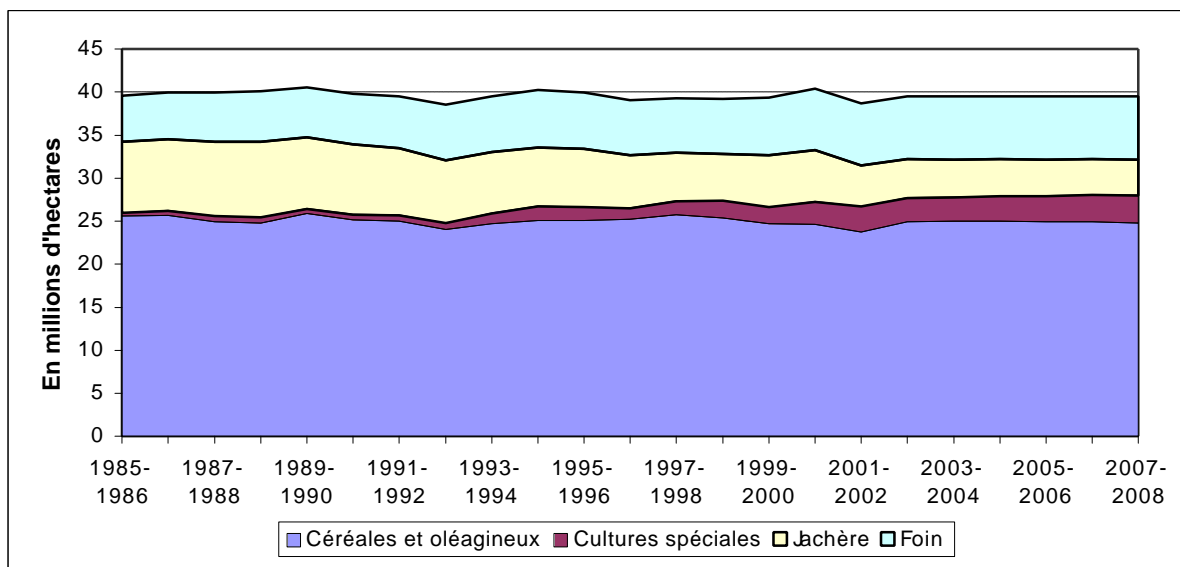
dur. Par conséquent une baisse importante de la production canadienne de ces produits provoque habituellement une augmentation significative des prix mondiaux. Dans le cas des céréales secondaires, la sécheresse de 2001-2002 provoquera un revirement de la balance commerciale, en particulier pour l'orge fourrager et le maïs. Les prix canadiens de ces produits ne seront donc pas déterminés par le prix plancher à l'exportation mais par le prix plafond à l'importation. C'est pourquoi nous nous attendons à ce que les prix canadiens de ces produits augmentent beaucoup plus que les prix mondiaux en 2001-2002. Ce n'est pas le cas du blé tendre, mais les producteurs profiteront de l'augmentation importante des prix mondiaux. À partir de 2002-2003, en général, les prix canadiens à l'exportation augmenteront à un rythme inférieur à celui des prix indicateurs pratiqués sur le marché mondial, essentiellement en raison de l'appréciation attendue de la devise canadienne par rapport à la devise américaine.

Avec le retour des rendements pour l'orge à la tendance dans l'Ouest du Canada, les stocks remontent graduellement et le rapport entre le prix de l'orge et du maïs revient à des niveaux normaux vers la fin de la période de référence. Par contre, en raison de la croissance attendue de l'élevage de bétail et de la consommation d'orge dans l'Ouest, les exportations canadiennes d'orge sont limitées à l'orge de brasserie.

Répartition de la superficie

Les prix des cultures, qui affichent généralement une hausse très légère ne devraient pas entraîner d'augmentation de la superficie totale affectée aux cultures pendant la période à l'étude. La superficie totale (superficie affectée à la culture des céréales, des oléagineux et des cultures spéciales, superficie ensemencée de fourrages et terres en jachère), demeurera pratiquement inchangée sur l'ensemble de la période analysée (augmentation de 0,3 p. cent par an).

Graphique 14 : Superficie des cultures au Canada



Pour ce qui est des principaux oléagineux et céréales, la superficie cultivée demeurera pratiquement inchangée. Les superficies ensemencées pour la campagne agricole 2001-2002 présentent une hausse de la superficie affectée à la culture du blé (3,1 p. cent) et des céréales secondaires (2,6 p. cent) et une importante baisse de la superficie affectée à la culture des oléagineux (-13 p. cent). En raison de la sécheresse qui sévit dans certaines parties du Canada, il est à noter que les taux de croissance des

superficiés cultivées sont fort différents de ceux des superficies ensemencées, comme en font foi les récents chiffres publiés par Statistique Canada (0,1, 0,3 et -14 p. cent respectivement pour le blé, les céréales secondaires et les oléagineux). Au cours de la période à l'étude, les plus fortes hausses des prix toucheront le canola ce qui provoquera une augmentation des superficies affectées à cette culture particulièrement à la fin de la période analysée. À court terme, en raison de la hausse de prix en 2001-2002 causée par la sécheresse au Canada, la superficie vouée à la culture du blé dur, du canola et de l'orge devrait augmenter par rapport aux plantations en 2000-2001 et celle du blé tendre devrait diminuer. Ce phénomène est contraire à ce qui se passe sur la scène mondiale et s'explique par l'évolution différente des prix relatifs pour les raisons mentionnées auparavant.

La superficie vouée aux cultures spéciales ne devrait pas poursuivre sa forte tendance à la hausse à court terme en raison de la forte hausse du prix du canola, du blé dur et de l'orge. La superficie affectée à la culture de cinq des principales cultures spéciales dans l'Ouest du Canada, soit les pois, les lentilles, les graines de moutarde, les graines d'alpiste des Canaries et les graines de tournesol, devrait demeurer inférieure au niveau record atteint cette année et ce, au cours des trois prochaines années. À moyen terme, on s'attend à ce que la hausse des prix des céréales et des oléagineux ait un effet limité sur la croissance de la production des cultures spéciales. La superficie vouée aux cultures spéciales devrait augmenter pour atteindre 3,24 millions d'hectares en 2007-2008 [Graphique 15].

À moyen terme, la superficie totale ensemencée de fourrage devrait retrouver un niveau légèrement supérieur à la moyenne enregistrée entre les campagnes 1996-1997 à 1999-2000 (6,52 millions d'hectares). Dans l'Ouest du Canada, le recul de la superficie ensemencée de fourrage observé en 1996-1997 et en 1997-1998 a cessé et cette superficie a augmenté en parallèle avec le prix des bovins d'engraissement pour atteindre 4,83 million d'hectares en 2000-2001. Compte tenu de la croissance attendue des inventaires de bovins dans l'Ouest canadien, cette superficie devrait se maintenir autour de 5 million d'hectares à compter de 2003-2004. Dans l'Est du Canada, la superficie ensemencée de fourrage a poursuivi sa tendance à la baisse. Au cours de la campagne 2001-2002, les données préliminaires d'ensemencement de maïs et de soja permettent d'entrevoir un autre recul de la superficie ensemencée de fourrage. Elle devrait cependant se stabiliser au cours des années subséquentes en raison de la croissance du cheptel bovin.

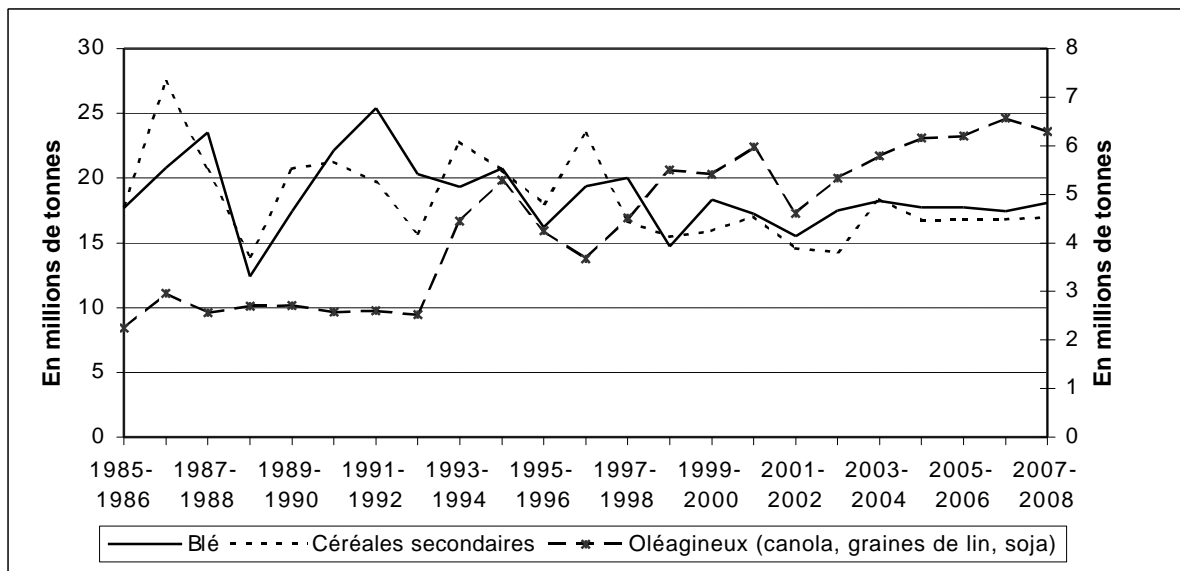
La diminution presque ininterrompue de la superficie laissée en jachère dans l'Ouest du Canada a permis l'agrandissement de la superficie que l'on peut affecter aux cultures. Depuis 1980, la superficie en jachère est passée de 10,5 millions d'hectares à un plancher de 5,4 millions d'hectares en 1998-1999. La campagne 1999-2000 a été compromise par des conditions météorologiques très humides qui ont entraîné une hausse de la superficie en jachère, qui a atteint 6,1 millions d'hectares. À moyen terme, la superficie en jachère devrait poursuivre sa tendance à la baisse. En 2001-2002, la superficie en jachère devrait être de l'ordre de 4,7 millions d'hectares et, si l'on se base sur une diminution moyenne de 1,6 p. cent par an, la superficie en jachère devrait diminuer à 4,2 millions d'hectares d'ici 2007-2008. La baisse du taux de diminution de jachère à moins de 2 p. cent par an dépend de la relative stabilité des prix réels des céréales et de l'adaptabilité plus limitée du reste de la superficie en jachère à d'autres cultures.

Production, exportations et utilisation

Compte tenu de l'évolution attendue des prix relatifs, la production de blé au Canada ne retournera pas aux sommets historiques enregistrés au début des années 1990. Elle se maintiendra entre 26 et 27 millions de tonnes. La hausse de la consommation du blé destiné à l'alimentation humaine et animale entraînera une baisse du volume de blé susceptible d'être exporté. Cette hausse de la consommation du blé destiné à l'alimentation humaine s'explique en partie par le fait que la balance commerciale (en

volume) du Canada en produits de boulangerie et de pâtisserie, qui était devenue positive pour la première fois en 1999, devrait continuer de s'accroître à moyen terme. Les exportations de blé ne dépasseront pas 18,25 millions de tonnes au cours des prochaines années, soit environ 7 millions de tonnes de moins que le sommet historique atteint il y a une décennie [Graphique 15].

Graphique 15 : Principales récoltes exportées au Canada



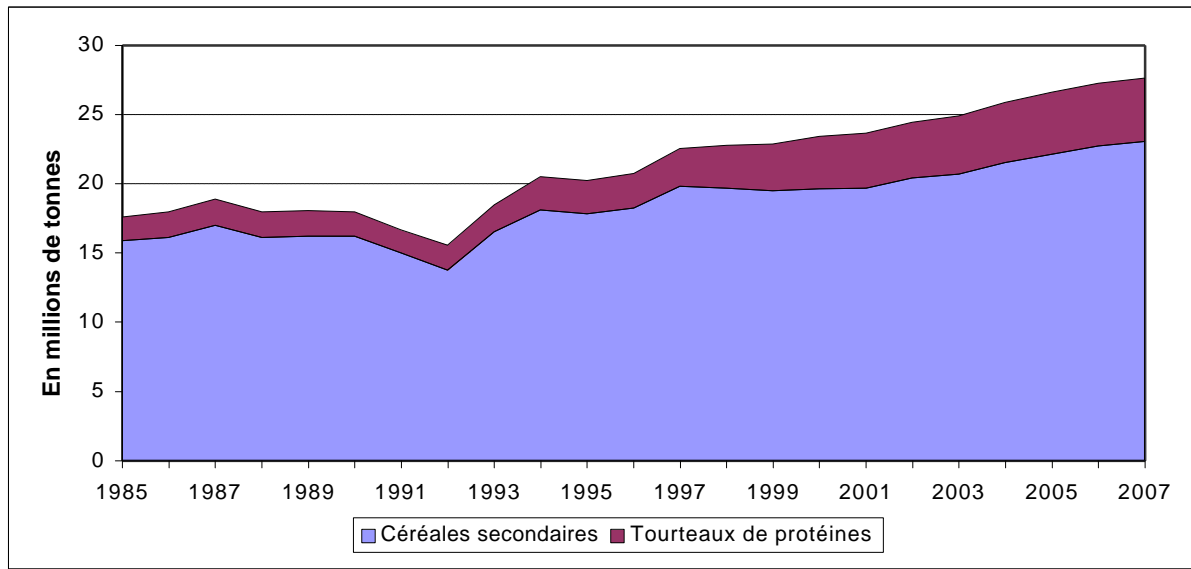
La superficie affectée à la culture des céréales secondaires n'atteindra pas les hauts niveaux enregistrés au cours des années 1980. Les prix relatifs favoriseront la culture des oléagineux à moyen terme. Une faible croissance des superficies est tout de même attendue et, associée à une hausse des rendements, elle permettra une augmentation de la production à 29,5 million de tonnes en 2007-2008. La consommation accrue de céréales secondaires pour l'alimentation du bétail et les usages industriels limitera le volume de céréales secondaires disponible pour l'exportation [Graphique 15]. Cette situation est principalement conséquente d'une baisse récurrente des exportations d'orge fourragère. La forte croissance de la production de bétail et de la demande d'orge fourragère dans les prairies canadiennes, associée à des prix internationaux relativement faibles en raison des surplus américains de maïs, poussera inévitablement cette région du Canada vers un déficit commercial des deux principales céréales fourragères (maïs et orge) à la fin de la période à l'étude.

La superficie affectée à la culture de canola, qui est très faible en 2001/2002, connaîtra la plus forte croissance mais ne retournera pas au niveau record enregistré en 1999-2000. La production d'oléagineux atteindra un creux de 8,12 millions de tonnes en 2001-2002. En raison de la forte diminution du prix de l'huile, les marges de trituration du canola ont fortement diminué en 2000-2001 et devraient baisser à nouveau en 2001-2002 en raison de la forte hausse du prix du canola. Par conséquent, on s'attend à une réduction relativement importante des triturations en 2001-2002. La hausse attendue du prix des huiles à moyen terme permettra un retour des quantités triturées à des niveaux similaires à ceux des années 1990. Ce niveau de trituration permettra de maintenir les exportations à des niveaux relativement élevés à l'exception de 2001-2002 [Graphique 15].

Pour ce qui est de toutes les principales céréales, l'augmentation du cheptel se traduit par une augmentation des besoins intérieurs d'aliments du bétail qui aboutit en définitive à une stagnation des exportations de céréales en vrac. Sur le plan de la composition des aliments du bétail, on s'attend à ce que le niveau relativement faible des prix du tourteau de protéines aboutisse à une hausse significative

du volume de tourteau qui entrera dans les rations des aliments du bétail. La forte croissance de la production de pois secs favorisera son utilisation dans les rations des aliments du bétail dans l'Ouest du Canada. L'augmentation de l'élevage de bétail se traduira par une utilisation accrue de l'orge fourragère d'environ 2,25 millions de tonnes pour atteindre 12,34 millions de tonnes en 2007-2008 [Graphique 16]. La consommation de maïs par les animaux, qui a dépassé 7 millions de tonnes, connaîtra également une croissance rapide de l'ordre de 1,7 p. cent par année en moyenne sur la période à l'étude.

Graphique 16 : Consommation d'aliments pour animaux au Canada



Viandes rouges

Scène internationale : D'une crise à l'autre

Les marchés internationaux de la viande ont été perturbés par une succession de crises d'ordre sanitaire ou d'inocuité des aliments et de l'eau au cours des cinq dernières années. Il y a tout d'abord eu la première crise de la vache folle (ou encéphalite spongiforme bovine (ESB)) dans l'UE en 1996. La fièvre aphteuse a ensuite atteint le Taïpeh chinois l'année suivante et a réduit à néant les exportations de porc de ce pays. L'UE a eu droit à une autre crise en 1999 avec de la dioxine dans le poulet. En 2000, la fièvre aphteuse est apparue en Corée et au Japon. À l'automne 2000, l'UE a été confrontée à une deuxième crise de la vache folle, plus sérieuse cette fois puisqu'elle ne se limitait plus qu'au Royaume-Uni. Les crises se sont poursuivies en 2001 avec une épidémie de fièvre aphteuse à grande échelle au Royaume-Uni accompagnée de quelques foyers chez certains autres pays membres de l'UE. L'Uruguay, qui avait obtenu récemment le statut de pays exempt de fièvre aphteuse de l'Office international des épizooties (OIE), est actuellement confronté à une épidémie importante qui mettra probablement temporairement un terme aux négociations en vue d'un accès aux marchés japonais et coréens. L'Argentine, qui venait tout juste d'obtenir le même statut, s'est retrouvée avec une épidémie importante de fièvre aphteuse. À tout cela s'est ajouté des crises graves reliées à la bactérie E.coli dont la tragédie de Walkerton au Canada.

Afin de bien comprendre les conséquences économiques de ces crises il est préférable de distinguer celles qui, en plus de perturber les relations commerciales entre les pays, affectent la demande et la

confiance des consommateurs. Tout ce qui concerne l'innocuité des aliments affectent la demande des consommateurs du pays concerné (et parfois d'ailleurs puisque ce genre d'information fait rapidement le tour de la planète) et peut également entraîner la perte des marchés d'exportation. Les conséquences économiques dépendront de la structure de marché, de la gravité de la crise et de la réaction des partenaires commerciaux du pays touché.

La fièvre aphteuse est différente : en principe, elle ne devrait pas avoir d'effet sur la demande des consommateurs puisqu'elle ne présente pas de risques pour les humains. Mais elle présente beaucoup de risques pour les animaux à sabots fendus (bovins, ovins, caprins et porcins) puisque cette maladie est extrêmement contagieuse. Elle se caractérise par la formation d'aphtes sur la bouche (réduisant l'appétit des animaux) et les pieds. Elle est causée par un virus qui peut se retrouver dans le sang, la salive et le lait des animaux. Ce virus se propage de différentes façons, à savoir les hommes, les insectes, la plupart des produits à base de viande, les déjections, les aliments, l'eau ou le sol. Compte tenu de la forte contagiosité de cette maladie, les animaux infectés dans un pays sont généralement détruits et les autres pays mettent un embargo aux importations d'animaux vivants, de viande fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance des pays infectés. Seules les viandes cuites en conserve, fumées, salées ou séchées sont susceptibles d'être importées puisque ces méthodes de transformation tuent le virus. De plus, en raison de la contagion possible entre les différents types d'animaux à sabots fendus, quand la fièvre aphteuse apparaît dans un pays chez un de ces types d'animaux, ce sont les exportations de viande des quatre types d'animaux qui sont affectées.

La segmentation des marchés mondiaux des viandes est le résultat direct des barrières commerciales utilisées par les pays pour empêcher l'infection de leurs troupeaux par la fièvre aphteuse. L'O.I.E. définit trois types de zones⁴ vis-à-vis de la fièvre aphteuse :

- Les zones indemnes de fièvre aphteuse où n'est pas pratiquée la vaccination. Ces zones doivent pouvoir attester de l'absence de foyer de fièvre aphteuse et de toute vaccination contre cette maladie depuis 12 mois au moins.
- Les zones indemnes de fièvre aphteuse où est pratiquée la vaccination. Ces zones doivent pouvoir attester de l'absence de foyer de fièvre aphteuse au cours des deux dernières années après le début de la vaccination.
- Les zones infectées par la maladie.

La segmentation des marchés s'est créée parce que les pays de la première zone refusent d'importer des animaux et de la viande fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance des pays appartenant aux deux autres zones. Puisque la majorité des pays de l'OCDE (les pays les plus riches) font habituellement parties de cette première zone, les prix des viandes bovines et porcines sont plus élevés dans ces marchés que dans ceux des deux autres zones. C'est pourquoi une épidémie de fièvre aphteuse peut avoir des conséquences économiques désastreuses lorsqu'un pays exporte une forte proportion de sa production de viande vers les pays de la première zone comme c'était le cas du Taïpeh chinois. Ce pays qui exportait plus de viande porcine que le Canada (si on exclue les animaux vivants) avant la crise affiche maintenant une balance commerciale déficitaire en viande porcine, et cela devrait se poursuivre au cours des prochaines années.

⁴ Ces zones peuvent correspondre à des pays entiers ou à des régions seulement de ces pays. Dans ce dernier cas, des zones de surveillance, des zones tampons ou des barrières physiques ou géographiques doivent séparer les différents types de zones.

Trois options s'offrent aux pays de la première zone quand des cas de fièvre aphteuse sont déclarés. La première option consiste à ne rien faire. Cette option est rarement retenue puisque même pour un pays qui n'exporte pas de viande fraîche, réfrigérée ou congelée, les pertes économiques dues à la diminution de la production de viande peuvent devenir importante si l'épidémie se répand sur une grande partie du territoire. Pour un pays qui n'exporte pas (ou exporte peu) de viande fraîche, réfrigérée ou congelée, la vaccination peut constituer un choix plus économique que l'abattage sanitaire systématique des animaux infectés et ayant été en contact avec des animaux infectés. Selon les règles de l'O.I.E., un pays qui décide de vacciner pour arrêter la propagation de la maladie devra attendre 12 mois après la dernière vaccination avant d'être classé à nouveau dans la première zone si aucun cas n'a été déclaré pendant cette période. Donc, pour un pays qui n'exporte pas, il est plus économique de minimiser les pertes de production. Les pays qui exportent une forte proportion de leur production de viande préféreront habituellement la troisième option qui consiste en l'abattage sanitaire systématique des animaux infectés et ayant été en contact avec des animaux infectés puisque dans ce cas le délai avant d'être reclassifié dans la première zone n'est que de trois mois après le dernier cas.

Scène internationale : Perspectives à moyen terme

Pour combattre l'épidémie de fièvre aphteuse, le gouvernement coréen a entrepris l'abattage sanitaire des bêtes infectées et a fait procéder à une campagne de vaccination qui a pris fin en juillet 2000. Puisqu'à ce jour la Corée n'a pas eu de nouveaux cas, ce pays devrait avoir réintégré la première zone telle que définie par l'O.I.E à l'été 2001. Une fois cette étape franchie, le gouvernement coréen devra renégocier un accès aux marchés japonais. Une fois cette autre étape franchie, les exportateurs coréens devront récupérer les clients perdus au profit des autres pays exportateurs sur le marché japonais soit le Canada, les États-Unis et le Danemark. C'est pourquoi nous avons émis l'hypothèse que les exportations coréennes de viande porcine n'atteindront pas des niveaux significatifs avant 2003. Puisque la Corée est à la fois importateur et exportateur de viande porcine, l'impact sur les marchés intérieurs et internationaux n'a pas été aussi important que lors de l'épidémie au Taïpeh chinois. Selon « Perspectives agricoles de l'OCDE » la perte du marché japonais aurait provoqué une diminution de 15 p. cent du prix intérieur coréen, ce qui aurait entraîné une diminution des importations d'environ 5 000 tonnes. L'effet net pour les autres exportateurs sur ces marchés ne sera donc pas exactement égal au montant des exportations coréennes vers le Japon.

Historiquement, on n'a signalé aucune pénétration importante de l'Uruguay et de l'Argentine sur le marché du bœuf du Pacifique exempt de la fièvre aphteuse mais cela était en train de changer avant les épidémies signalées en 2001. Ces deux pays, qui avaient le statut de pays exempts de la fièvre aphteuse, sont maintenant aux prises avec une épidémie importante. C'est pourquoi il est encore réaliste d'émettre l'hypothèse qu'ils ne réussiront pas à percer les marchés lucratifs de l'Asie, en particulier à court terme. En plus de ne pas avoir accès à ces nouveaux marchés, l'Argentine et l'Uruguay ont perdu les marchés lucratifs (obtenus par l'entremise de contingents tarifaires) du Canada, des États-Unis et de l'UE. Compte tenu qu'ils ont décidé de vacciner, le retour à la situation d'avant la crise pourrait être relativement long. C'est pourquoi nous avons émis l'hypothèse que leurs exportations de viande fraîche, réfrigérée ou congelée vers le Canada, les États-Unis et l'UE ne reprendront pas avant 2003.

Le marché de la viande bovine du Mercosur a également été perturbé par la perte du marché de l'UE par les États du sud du Brésil. Grâce au principe de régionalisation de l'*Uruguay Round Agreement on Agriculture* (URAA), ces États du sud du Brésil avaient réussi à percer le marché communautaire. Mais l'épidémie de fièvre aphteuse dans les pays voisins s'est répandue au Rio Grande Do Sul. L'UE a rapidement suspendu les importations en provenance du Brésil. En raison de ces nombreuses pertes

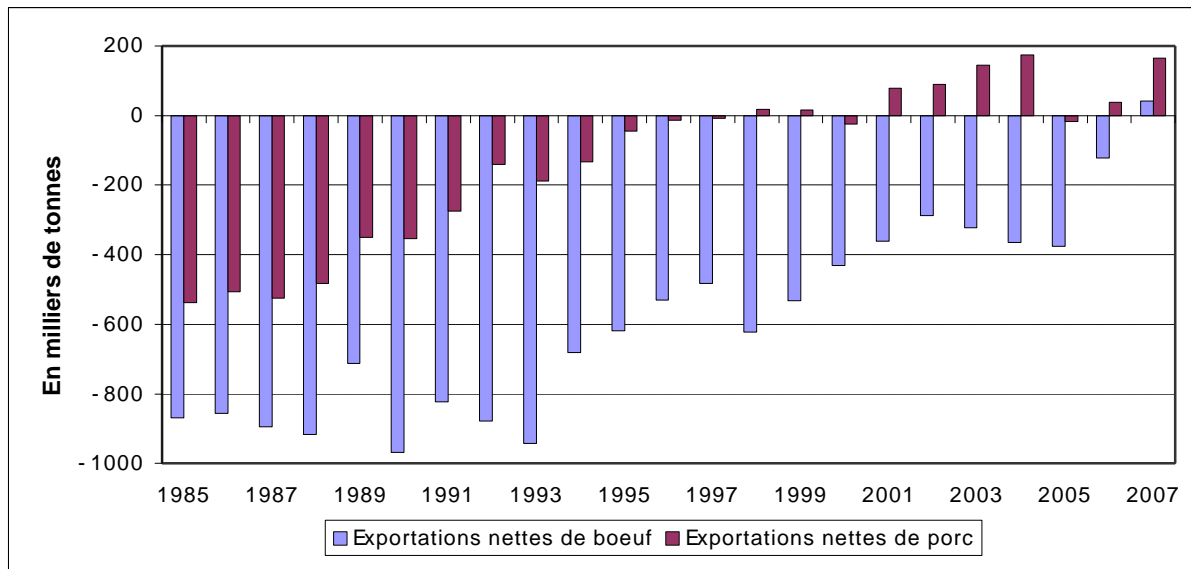
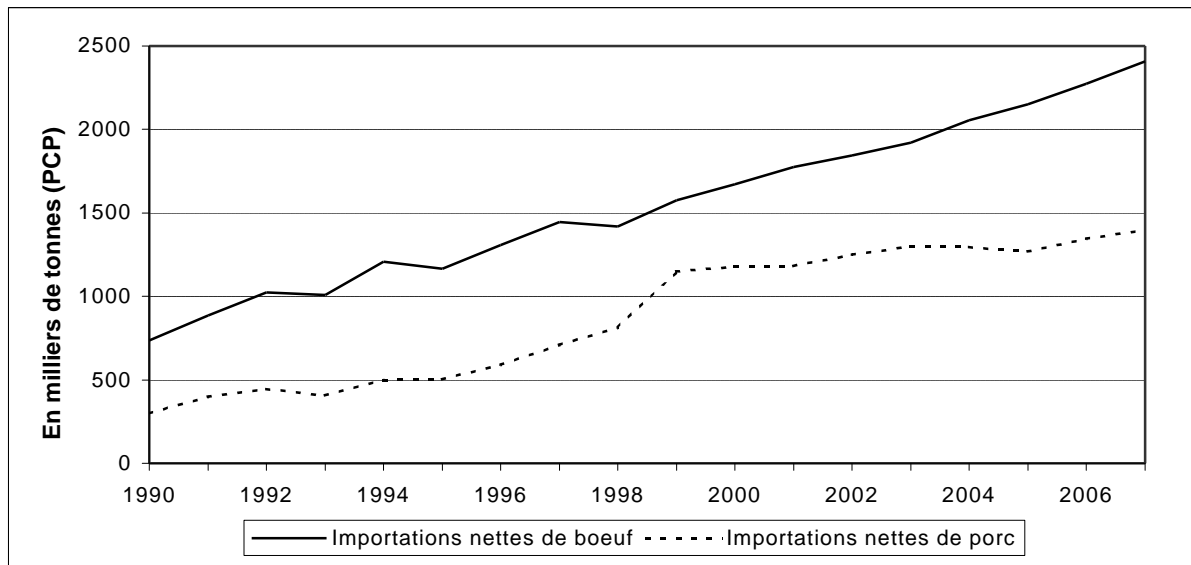
de marchés, les prix du boeuf dans le pays du Mercosur ont rapidement baissé, particulièrement au Brésil réduisant ainsi l'allocation des sols en faveur de l'élevage au profit des grandes cultures.

L'UE est au prise avec une crise double. La deuxième crise de la vache folle a énormément perturbé la demande de viande et conduit à une perte de plusieurs marchés à l'exportation. Mais cela ne devrait pas sensiblement favoriser les producteurs bovins du Canada puisque l'UE ne pouvait déjà pas exporter de la viande bovine avec subvention sur les marchés du Pacifique en raison de l'entente d'Andriessen. Le Canada sera par contre favorisé de façon indirecte. Premièrement, par la hausse de la demande de viande alternative, comme le porc dans l'UE, qui provoquera une hausse de prix, ce qui incitera le Danemark à exporter une plus grande part de sa production vers ses voisins plutôt que vers le Japon. Le Canada sera également favorisé du fait que la concurrence sera plus faible sur les marchés asiatiques de la viande bovine puisque l'Australie a redirigé une partie de ses exportations de viande bovine vers des anciens clients de l'UE.

Ayant déjà perdu des marchés à l'exportation de viande bovine en raison de l'ESB, l'UE s'exposait à perdre ses marchés d'exportation de viande porcine avec la fièvre aphteuse. Le Japon a suspendu les importations de viande porcine en provenance du Danemark pendant environ un mois en 2001. Le Canada et les États-Unis ont imposé un embargo contre tous les pays de l'UE au début de l'épidémie de fièvre aphteuse. Depuis, des pays exportateurs importants comme le Danemark ont eu de nouveau accès aux marchés nord-américains. Toutes ces mesures ont eu des effets bénéfiques à court terme sur la rentabilité des producteurs de bovins et de porcs au Canada. À plus long terme, toutes ces crises ont contribué à préserver ou même à augmenter la segmentation des marchés mondiaux de la viande. Ceci est favorable au Canada puisqu'il exporte sur les marchés les plus lucratifs.

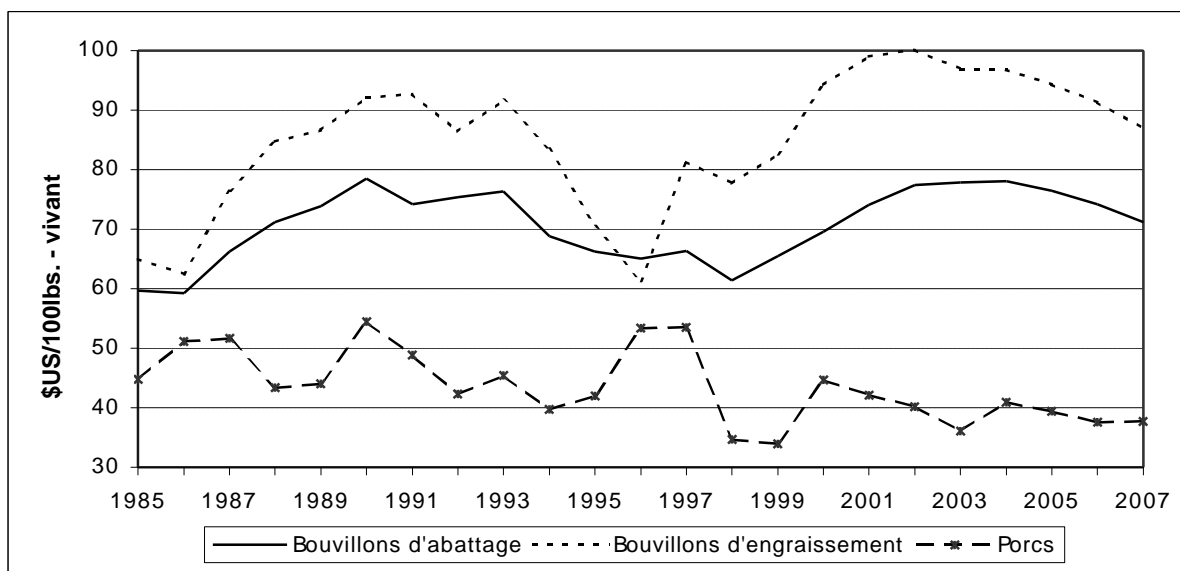
Ces marchés lucratifs se retrouvent en Asie et dans une moindre mesure au Mexique. Le Japon, la Corée du Sud, le Taïpeh chinois et le Mexique ont connu une croissance phénoménale de leurs importations nettes (importations moins exportations) de viandes rouges au cours des douze dernières années. En ce qui a trait à la viande bovine, elles sont passées d'environ 650 000 tonnes⁵ en 1990 à 1,6 million de tonnes en 2000 et devraient atteindre 2,3 million de tonnes d'ici 2007 [Graphique 18]. Les importations nettes de viande porcine de ces mêmes pays sont passées de 300 000 tonnes à 1,2 million de tonnes en 2000 et devraient atteindre 1,4 million de tonnes d'ici 2007 [Graphique 18]. Selon le scénario de référence, le Canada et les États-Unis seront les deux pays qui profiteront le plus de l'ouverture de ces marchés. La balance commerciale des États-Unis en viande rouge (incluant les animaux en équivalent poids carcasse parée) deviendrait positive en 2007 pour la première fois depuis très longtemps, atteignant 200 000 tonnes contre un déficit de 1,3 million de tonnes en 1990. Quant au Canada, la balance commerciale passerait de 465 000 tonnes en 1990 à 2,1 million de tonnes en 2007.

⁵ Toutes les quantités mentionnées dans le texte sont en poids carcasse parée et comprennent les animaux en équivalent poids carcasse parée.

Graphique 17 : L'industrie américaine des viandes rouges**Graphique 18 : Expansion des marchés d'importation des viandes (y compris les animaux vivants)**

Malgré ces développements, les cycles nord-américains des prix du bœuf et du porc se poursuivront au cours de la période à l'étude. Les prix de bovins d'abattage aux États-Unis seront relativement élevés en 2001 et continueront à grimper jusqu'en 2004, année du sommet du présent cycle. Ils seront à ce moment 27 p. cent supérieur au faible niveau observé en 1998. Ils redescendront pour atteindre 71,2 dollars américains le 100 livres poids vif en 2007, soit environ 10 p. cent moins que le sommet de 2004 [Graphique 19].

Graphique 19 : Prix du bétail aux États-Unis



Les prix des bovins d'engraissement atteindront des niveaux inégalés en 2001 en raison de la forte demande causée par les prix élevés des bovins d'abattage et les prix faibles de l'alimentation du bétail. Les producteurs de bovins d'engraissement devraient profiter de prix très avantageux au cours des quatre prochaines années. Ils connaîtront par après une baisse importante de prix suite à la baisse attendue du prix des bovins d'abattage et à la hausse prévue des prix de l'alimentation du bétail.

Les creux du cycle nord-américain des prix des porcs surviendront en 1999, 2003 et 2006 et les sommets, en 2000-2001 et 2004. À moyen terme, des changements structurels dans la production en Amérique du Nord vont maintenir les prix à des niveaux relativement faibles par rapport aux prix des aliments du bétail.

Au Canada

Principales hypothèses

- On prévoit qu'il n'y aura pas de droit compensateur ou "antidumping" sur les exportations canadiennes de bovins et de porc pendant la période du scénario de référence.
- La formule des prix de soutien prévue par le programme de stabilisation des prix des porcs du Québec ne sera pas modifiée, et le programme demeurera sain sur le plan actuariel.
- Dans l'industrie de l'abattage du Canada et des États-Unis, les salaires seront stables en termes réels.

Boeuf

Selon le cycle nord-américain des prix des bovins, les prix canadiens des bovins d'engraissement demeureront élevés entre 2000 et 2005, mais diminueront par la suite en raison de la hausse du prix des aliments du bétail et de la réduction du prix des bovins d'abattage. Les prix des bovins d'abattage demeureront également élevés entre 2000 et 2005 pour diminuer après cette période, et ce, jusqu'en 2007.

Après avoir atteint un sommet en 1996, le cheptel bovin canadien a régressé de façon soutenue au cours des dernières années, à l'exception d'une légère hausse en 2000. Il devrait toutefois augmenter dès le début de la période à l'étude et maintenir cette augmentation jusqu'en 2006, date à laquelle on prévoit le prochain sommet du cycle. À la suite du mouvement dans le cheptel bovin, les ventes de bovins ont reculé de 8,5 p. cent entre 1998 et 2000. De plus, elles continueront à diminuer en 2001, car les producteurs conservent les femelles pour la reproduction plutôt que l'abattage. Pendant la période des perspectives, les ventes augmenteront rapidement à compter de 2003 pour atteindre près de 5,5 millions de têtes d'ici 2007.

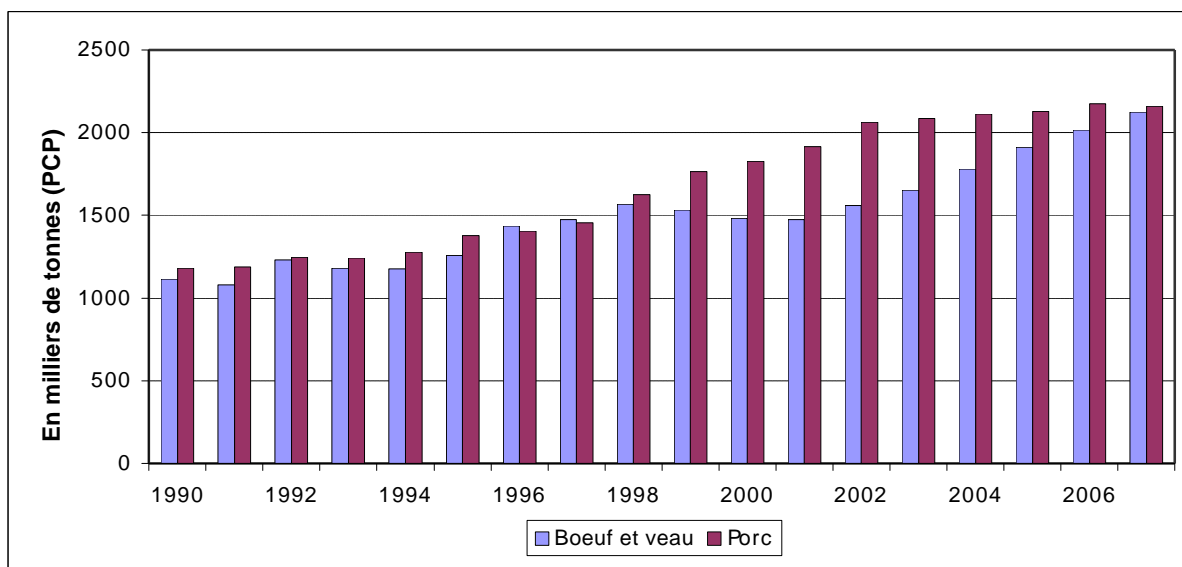
La plus forte augmentation des ventes de bovins comparativement à celle des abattages contribue à la hausse des exportations nettes de bovins d'abattage tout au long de la période à l'étude. Les exportations nettes devraient augmenter de 118,1 p. cent entre 2000 et 2007, passant de 0,8 millions de têtes à 1,65 millions de têtes durant cette période.

La reconstitution du cheptel bovin national fait en sorte que le Canada sera un importateur net de bovins d'engraissement jusqu'en 2005. Cette situation est rendue possible grâce au Projet des bovins du Nord-Ouest qui facilite les importations de bovins d'engraissement des États-Unis. Alors que le Canada se rapprochera du sommet du cycle des bovins, les exportations nettes canadiennes de bovins d'engraissement redeviendront positives au cours des deux dernières années de la période à l'étude.

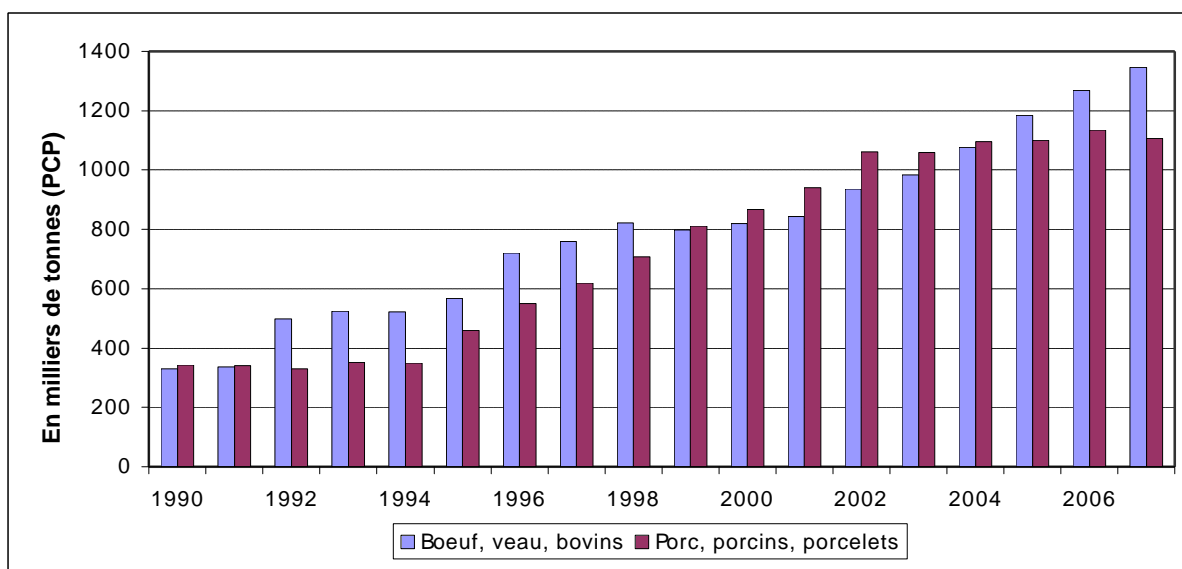
En réponse au cycle des prix des bovins, les abattages de bovins diminueront de 6,7 p. cent entre 2000 et 2003 pour ensuite s'accroître jusqu'à la fin de la période à l'étude. Les abattoirs canadiens atteindront un débit de 3,8 millions de têtes par an en 2007. Plus de 70 p. cent de la production supplémentaire de boeuf (258 000 tonnes) entre 2000 et 2007 devraient être exportée. Les exportations de boeuf devrait faire un bond de 36 p. cent, passant de 513 000 tonnes en 2000 à 701 000 tonnes en 2007.

Dans l'ensemble, les perspectives indiquent que d'ici 2007, la production de bovins et de veau dans les fermes canadiennes (en équivalent viande) sera de 70 p. cent supérieure au niveau observé en 1995, avant l'élimination de la subvention au transport du grain de l'Ouest [Encadré 2; Graphique 20]. Les exportations canadiennes de l'industrie bovine, quant à elles, seront de 64 p. cent supérieures au niveau élevé observé en 2000 et de 137 p. cent supérieures au niveau constaté en 1995 [Graphique 21].

Graphique 20 : Production à la ferme de bovins et de porcs au Canada



Graphique 21 : Exportations de viande rouge au Canada



Encadré 2 : Expansion de l'industrie de l'élevage au Canada

Il existe plusieurs facteurs ayant contribué à l'expansion de l'industrie de l'élevage au Canada. Parmi ceux-ci, on compte:

- *Dans l'Ouest canadien, l'abolition de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO) qui subventionnait les exportations de grains des Prairies, a eu un effet positif sur l'industrie canadienne de l'élevage. L'abolition de la LTGO en 1995 a provoqué une hausse significative des taux maximums de transport pour le grain, qui, pour un point de départ au milieu des Prairies (976-1000 milles de Vancouver), ont plus que doublé de 14.72\$US/tonne à 30.63\$US/tonne.*
- *La dévaluation du dollar canadien par rapport au dollar américain de 0,73\$US en 1995 à 0,67\$US en 2000 a amélioré la compétitivité des exportations canadiennes de viandes sur les marchés internationaux.*
- *Dans le but d'améliorer l'efficacité de la production et tirer profit de la conjoncture sur les marchés des viandes rouges, de forts investissements ont été entrepris dans les Prairies pour la construction de nouvelles et plus grandes fermes ainsi que d'usines à la fine pointe de la technologie bénéficiant d'une capacité de production accrue.*
- *Des ententes internationales, régionales et bilatérales sur les échanges ont libéralisé les marchés de la viande au Mexique, au Japon et en Corée du Sud au cours des douze dernières années. Elles ont contribué à la forte hausse des importations de viandes de ces trois pays.*
- *Plusieurs pays qui concurrençaient le Canada sur les marchés internationaux ont subi des revers importants suite à des épidémies de fièvre aphteuse [voir page 30-32].*

En 2000, la production domestique de porc et de bovins en équivalent viande était d'environ 26 p. cent supérieure au niveau observé en 1995, au moment où la LTGO fut abolie. Selon le scénario de référence, cette tendance se poursuivra et la production en 2007 sera 63 p. cent supérieure au niveau observé en 1995.

Porc

Selon le cycle nord-américain des prix des porcs, des prix élevés au Canada devraient survenir en 2000-2001 et en 2004 et des prix faibles, en 2003, 2006 et 2007. Les années 2000 et 2001 sont les années les plus profitables depuis 1993, conséquemment aux prix élevés du porc et aux prix faibles des céréales fourragères (particulièrement dans la première moitié de 2001), et ce, après les conditions très difficiles des deux années précédentes. De plus, la diminution des prix du porc entre 2001 et 2003 devrait être relativement modérée comparativement à celle vécue en 1998, puisque la reconstitution du cheptel porcin aux États-Unis s'effectue à un rythme modeste. Par conséquent, on ne s'attend pas à un effondrement des prix du porc en 2002.

Les préoccupations croissantes pour l'environnement et un marché serré pour l'orge fourragère devraient ralentir l'expansion de la production porcine dans l'Ouest du Canada à la fin de la période du scénario de référence. Les ventes de porcs dans l'Ouest du pays continueront à augmenter jusqu'à atteindre 11,3 millions de têtes en 2004, pour ensuite décroître de façon modérée. En 2004, les ventes seront de 65 p. cent supérieures à celles de 1995 lorsque la subvention au transport du grain a été abolie. Comme c'est le cas normalement, les ventes de porcs dans l'Est du Canada devraient demeurer plus stables que celles de l'Ouest du pays pendant la période du scénario de référence, et elles oscilleront entre 13 et 13,9 millions de têtes.

En l'absence de toute grève ou *lock-out* dans ce secteur de l'industrie canadienne, les abattages de porcs devraient augmenter sur la période à l'étude. Par exemple, l'abattoir Brandon de *Maple Leaf Food* approche de sa capacité annuelle d'abattage de 2,3 millions de têtes. De plus, à la fin de 1999,

Schneider a annoncé son intention de tripler la capacité de son abattoir de Winnipeg âgé de deux ans seulement, la faisant passer de 30 000 à 90 000 têtes par semaine d'ici 2003. Par conséquent, les exportations de porcs d'abattage devraient chuter de 25 p. cent en 2003, comparativement au niveau record atteint en 1998. À moyen terme, les exportations de porcs d'abattage atteindront en moyenne 2,3 million de têtes et celles de porcelets sevrés seront en moyenne près de 2,2 millions de têtes.

Par suite de l'augmentation de la capacité d'abattage, et donc, de la production porcine, les exportations canadiennes de porc augmenteront pendant la période à l'étude, passant de 655 000 tonnes en 2000 à 895 000 tonnes en 2007. Plus de 70 p. cent de la production porcine supplémentaire entre 2000 et 2007 sera exportée.

Dans l'ensemble, la production canadienne de porc à la ferme à la fin de la période à l'étude devrait être de 57 p. cent supérieure au niveau observé en 1995, avant l'élimination de la subvention au transport du grain de l'Ouest [Encadré 2, Graphique 20]. Les exportations canadiennes pour ce groupe de produits, quant à elles, devraient être d'environ 141 p. cent supérieures au niveau relevé en 1995 lors de l'abolition de la subvention au transport du grain de l'Ouest [Graphique 21].

Volaille et oeufs

Scène internationale

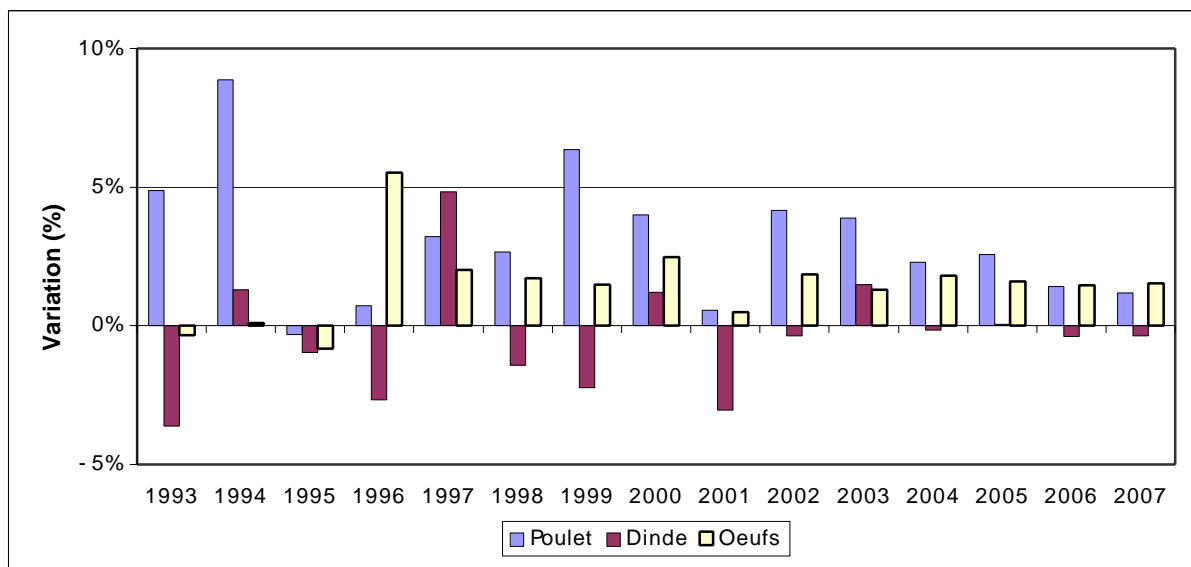
Aux États-Unis, la forte demande intérieure de viande de volaille, stimulée entre autre par les prix élevés du boeuf à court terme, pousse les producteurs à augmenter leur production, ce qui fait également augmenter les disponibilités à l'exportation des morceaux qui sont moins demandés sur le marché intérieur comme la viande brune. Les exportations américaines de volaille devraient donc s'accroître au rythme de 2 p. cent par an en moyenne sur la période de projection. Selon le USDA, les États-Unis se classaient au premier rang des exportateurs mondiaux de volaille en 1999 avec près du tiers des volumes exportés, soit 2.6 million de tonnes. Cependant, les exportations américaines sont très dépendantes de marchés volatiles tel que la Russie et la République de Lettonie. Les perspectives à moyen terme sont très incertaines comme en témoigne la décision du gouvernement russe de modifier les droits de douane à l'importation de viande de volaille et d'ajouter des contraintes supplémentaires en termes de procédures d'importation.

Dans l'EU, qui se classait au deuxième rang des exportateurs mondiaux en 1999 (excluant le commerce intracommunautaire) juste devant le Brésil, les perspectives de croissance des exportations de viande de volaille restent modérées. En effet, des pays ayant des coûts de production plus faibles, à savoir les États-Unis, la Thaïlande, la Chine et surtout le Brésil dont les exportations sont passées de 300 à 800 kt entre 1990 et 1999, offrent une forte concurrence. De plus, le renforcement probable des réglementations en matière de bien-être des poulets de chair dans certains pays membre de l'UE pourrait faire augmenter davantage les coûts de production. Par ailleurs, la crise financière russe a apporté des facteurs d'incertitudes considérables quant au potentiel d'importations de ce pays. Étant donné tous ces facteurs, il est probable qu'à l'avenir la croissance des exportations de volaille dans l'Union européenne s'effectue davantage par l'augmentation de la valeur ajoutée des produits transformés que par l'augmentation des volumes transigés.

Au Canada

Au Canada, la demande de viande de volaille devrait augmenter fortement tout au long de la période à l'étude [Graphique 22]. La consommation de poulet par habitant devrait s'accroître de 5 kg en 2007 par rapport au niveau actuel. La production, quant à elle, devrait s'accroître également en raison du faible coût de l'alimentation animale et des gains de productivité. Cette production accrue devrait stimuler les exportations de poulet qui passeront de 68 kt en 2000 à plus de 92 kt en 2007. Tout au long de la période à l'étude, la consommation par habitant et les exportations de dinde devraient demeurer stable autour de 4,2 kg et 19 kt respectivement. En raison de la forte demande stimulée entre autre par le prix élevé du boeuf, les prix de la volaille devraient augmenter à court terme. À moyen terme, les prix devraient se maintenir légèrement au-dessus de la moyenne 1997-2000, suite à la hausse anticipée des coûts de l'alimentation animale.

Graphique 22 : Croissance de la consommation de volaille



En ce qui concerne les oeufs, la production totale annuelle devrait s'accroître de 11 p. cent d'ici la fin de la période à l'étude par rapport à la moyenne de la période 1997-2000. Cette croissance est le résultat d'une forte demande anticipée provenant de l'industrie de la transformation agroalimentaire. En 1990, les oeufs de transformation représentaient environ 17 p. cent de tous les oeufs produits au Canada. En 2000, ce pourcentage a augmenté à plus de 23 p. cent et devrait s'accroître à près du tiers à la fin du scénario de référence.

Cette forte demande pour les oeufs de transformation s'explique en partie du fait que le prix des oeufs de transformation est fortement lié au prix américain qui est sensiblement inférieur au prix canadien des oeufs de consommation. Suite à la signature de l'ALENA qui ne prévoit aucun tarif prohibitif sur les produits importés qui contiennent moins de 50 p. cent de produits à base d'oeufs, cette mesure a été instaurée pour permettre aux transformateurs canadiens qui utilisent des oeufs dans la fabrication de leurs produits de demeurer compétitifs avec les transformateurs américains. Les pertes encourues par les producteurs lors de la vente d'oeufs de transformation sont compensées par un prélèvement qui est compris dans le coût de production et, conséquemment, dans le prix des oeufs de consommation. Ce prélèvement sur les oeufs de transformation devrait s'accroître de façon marquée au cours de la période à l'étude en raison du fait que la part des oeufs de transformation dans la consommation totale augmente. Donc, le prix des oeufs de consommation devrait être sensiblement supérieur à celui des

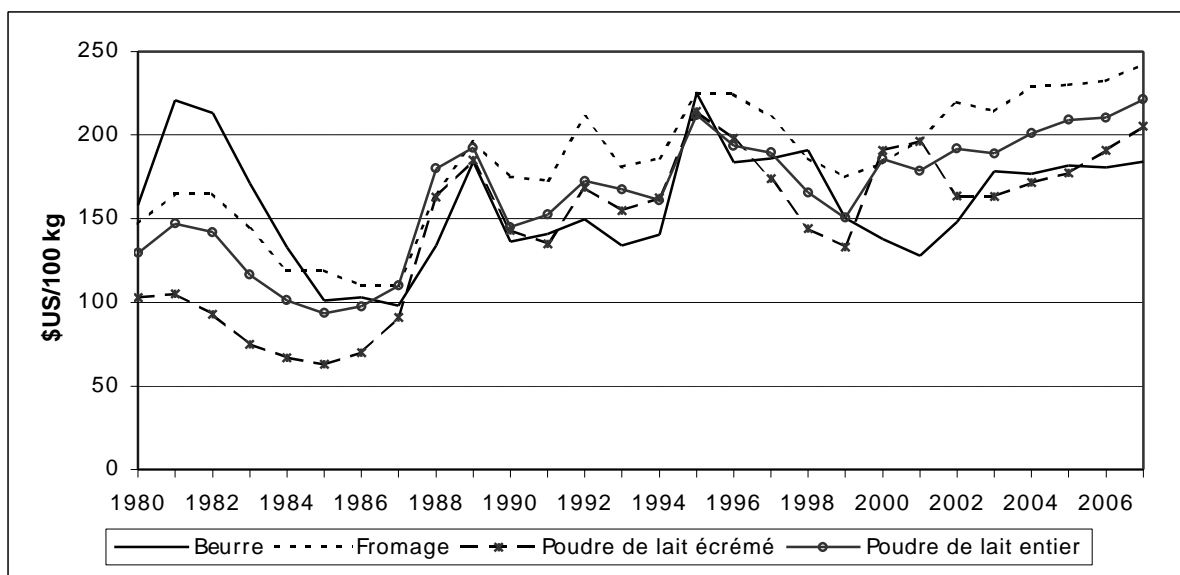
oeufs de transformation, ce qui explique la croissance modérée de la consommation de ce type d'oeufs sur la période couverte par le scénario de référence.

Produits laitiers

Scène internationale

Les perspectives internationales du secteur laitier sont caractérisées par le raffermissement des prix de la plupart des produits résultant d'une forte demande anticipée suite à la hausse attendue des revenus des consommateurs. La croissance économique devenant plus largement fondée dans les pays de l'OCDE et continuant à rebondir en Asie, en Russie et en Amérique latine aura pour conséquence de stimuler la demande de la plupart des produits laitiers et, en 2007, les prix devraient par conséquent être au-dessus de leur niveau moyen de 1997-2000 [Graphique 23]. Cependant, la demande irrégulière anticipée provenant de la Russie, qui était le plus grand importateur de beurre de la zone non OCDE avant la dévaluation du rouble en 1998, devrait avoir un impact important sur le prix mondial de ce produit à court terme. Un autre facteur important est la hausse attendue du prix des huiles végétales qui devrait contribuer à la croissance de la demande d'importation de beurre à moyen terme. Quant au fromage, la demande mondiale devrait rester forte. Dans la zone OCDE, qui consomme 80 p. cent de la production mondiale de fromage, la consommation augmente dans tous les secteurs, que se soit les ménages, la restauration hors foyer ou les produits transformés.

Graphique 23 : Prix mondiaux des produits laitiers



La production de poudre de lactosérum devrait augmenter en parallèle avec la production de fromage et de caséine puisque le lactosérum en est un sous-produit. En raison des pressions d'ordre environnementales qui limitent les déversements dans la nature, l'offre de lactosérum devrait augmenter et, par conséquent, garder les prix à des niveaux relativement bas, ce qui entraînera une hausse de la consommation de poudre de lactosérum. La poudre de lait écrémé (PLÉ) quant à elle devrait subir la concurrence de la poudre de lactosérum, mais l'interdiction de l'utilisation de farines animales dans l'alimentation pour bétail et la crainte qu'a suscitée la maladie de la vache folle pourraient stimuler la demande mondiale de tous les types de poudre. De plus, la demande mondiale de PLÉ devrait augmenter dans la zone non OCDE en raison d'une hausse anticipée des revenus. Tous

ces facteurs devraient maintenir le prix mondial de la PLÉ au-dessus de la moyenne 1997-2000 durant toute la période à l'étude.

Un certain nombre de pays ont récemment décidé d'apporter des modifications à leur politique laitière. Il s'agissait de faire en sorte que leur secteur laitier réponde mieux aux signaux des marchés et soit ainsi plus efficace. C'est le cas en particulier de l'Australie, de l'Union européenne et du Japon. Ce dernier a décidé de remplacer son système de soutien des prix par des paiements directs, ce qui devrait augmenter l'efficacité tout au long de la filière laitière. Cependant, bien que le Japon soit un importateur net de produits laitiers, les effets de cette réforme sur les marchés internationaux devraient être très faibles en raison du maintien de niveaux élevés de protection aux frontières qui empêche la transmission des prix mondiaux.

Dans l'Union européenne, à partir de 2005, la baisse des prix de soutien du beurre, de la PLÉ et du lait (15 p. cent en 3 ans) prévue dans l'Accord de Berlin devrait entraîner à long terme une diminution de l'intervention sur les marchés des produits laitiers sous forme d'une baisse des subventions aux exportations et des stocks publics. Par contre, cette réduction ne sera toutefois pas suffisante pour permettre à l'Union européenne d'exporter des quantités importantes de produits laitiers sans subvention. Selon le scénario de référence, cela se produirait que pour la PLÉ en 2007. Pour la période de prévision, les limites aux exportations subventionnées de produits laitiers vont enregistrer leur dernière diminution en 2000-2001, tel que prévue dans l'Accord de l'Uruguay. À partir de 2002, et jusqu'en 2007, les limites affectant les exportations subventionnées devraient rester au niveau de 2001.

Aux États-Unis, le prolongement du programme de prix de soutien ne devrait guère modifier la compétitivité des États-Unis sur les marchés à l'exportation à moyen terme. En effet, les prix d'équilibre devraient, comme par le passé, se maintenir au-dessus des prix de soutien tout au long du scénario de référence.

En Australie, la réforme du secteur laitier du 1^{er} juillet 2000 devrait avoir des impacts limités. En effet, la déréglementation a supprimé toutes les mesures qui permettaient au secteur d'obtenir des revenus plus élevés des ventes de produits laitiers sur le marché intérieur. La suppression des réglementations relatives au lait de consommation dans tous les États a réduit de manière significative les prix du lait frais tandis que l'arrêt du programme *Domestic Market Support (DMS)* a réduit les profits provenant des ventes de produits laitiers transformés sur le marché intérieur. L'impact le plus important de cette réforme s'est produit sur le prix perçu sur les ventes de lait de consommation puisqu'il était majoré à un niveau bien au-dessus du prix du lait destiné à la transformation. Par conséquent, les impacts des changements de la politique laitière australienne sur les marchés internationaux des produits laitiers dépendront fortement du niveau de la subvention croisée qui existait auparavant.

Au Canada

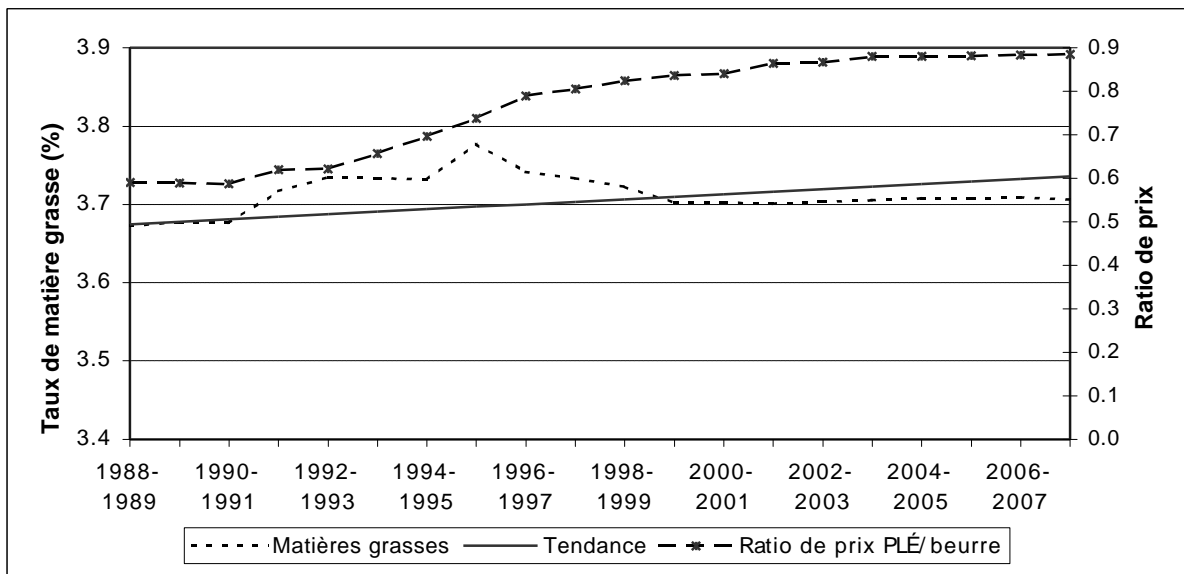
L'industrie laitière canadienne a été marquée par plusieurs changements importants apportés à ses politiques domestique et commerciale aux cours des deux dernières années. Suite à la décision de l'OMC selon laquelle le Canada exportait des produits laitiers subventionnés au-delà de ses limites permises, des modifications aux classes spéciales 5(d) et 5(e) ont été apportées. À partir d'août 2000, la classe 5(e), qui comprenait le lait hors-contingent destiné à l'exportation, a été éliminée. Désormais le lait hors-contingent devra être soit exporté en classe 5(d) à l'intérieur des limites de l'OMC, soit être écoulées sur le marché canadien dans la classe 4(m) à un prix beaucoup plus faible que le prix de la classe 5(e) que les producteurs obtenaient auparavant. Les permis de la classe 4(m) sont utilisés

surtout pour la vente de produits laitiers pour l'alimentation animale à un prix concurrentiel avec le tourteau de soja. Selon notre scénario de référence, la quantité de PLÉ vendue dans cette classe sera en moyenne de 2 kt pour la période 2001-2007.

Suite à la décision de l'OMC, les gouvernements fédéral et provinciaux ont aussi déréglementer pour permettre aux producteurs et aux transformateurs de développer un marché de lait d'exportation commercial (LÉC). Cette production se fait sur une base volontaire à l'extérieur du contrôle gouvernemental et les transactions se font par contrats privés entre le producteur et le transformateur. Tous les produits résultant de ces contrats doivent être exportés. Cependant, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont contesté cette pratique devant l'OMC qui a statué que le LÉC constitue une subvention à l'exportation et devrait donc être inclus dans les limites canadiennes de subvention à l'exportation. Ces limites ont été établies lors des négociations de l'Uruguay Round et sont sujettes à des réductions respectives de 21 et 36 p. cent de la quantité exportée et de la valeur agrégée de la subvention pour la période 1995/96 à 2000/01 en comparaison aux niveaux historiques. Puisque les contingents de production sont émis sur une base de matière grasse, la production de matière solide non grasse a toujours été au-delà des besoins domestiques, créant ainsi un surplus structurel. Par conséquent, les exportations antérieures de PLÉ ont été beaucoup plus élevées que les exportations de beurre. Donc, les limites à l'exportation de la PLÉ ont été fixées à des niveaux beaucoup plus élevés que celles du beurre.

Dans le présent scénario de référence, nous avons fait l'hypothèse que le Canada allait remporter l'appel lancé suivant la décision de l'OMC de juillet 2001 et par conséquent les exportations de fromages sous contrats d'exportation (LÉC) se poursuivront tout au long de la période à l'étude. Cependant, dans l'éventualité que le Canada perde l'appel, les exportations canadiennes de produits laitiers devront vraisemblablement être réduites de façon importante à partir de 2002, particulièrement le fromage.

Graphique 24 : Matière grasse du lait au Canada

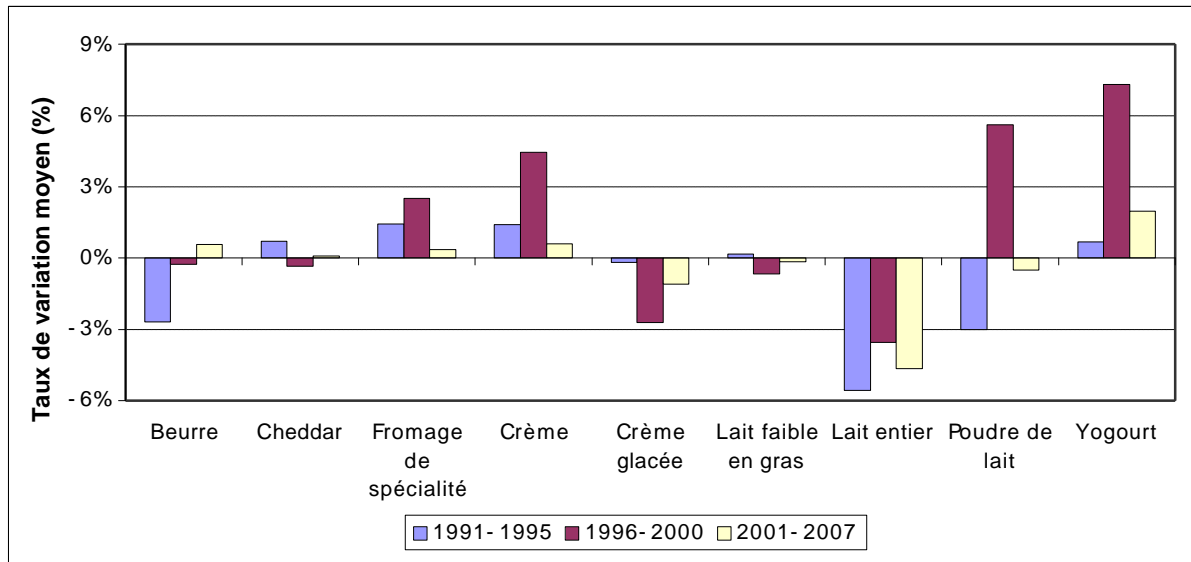


Pendant les années 1990, suite à l'évolution des habitudes alimentaires des canadiens vers un régime plus faible en gras, il est devenu évident, qu'en l'absence d'un réalignement du ratio des prix de soutien du beurre et de la PLÉ, l'effet de croisement, qui aurait fait basculer le système de contingentements vers une base de matières solides non grasses, était devenu inévitable. C'est

pourquoi les autorités ont maintenu le prix de soutien du beurre à un niveau stable entre 1993 et 1996 pour stimuler la demande de matière grasse. Autrement, cet effet de croisement aurait créé un surplus structurel de matière grasse, dont seulement une faible partie aurait pu être exporté. Par contre, suite à ce changement des prix relatifs, les producteurs ont réduit la teneur en gras de leur lait, produisant ainsi davantage de lait pour la même quantité de matière grasse allouée par leur contingent. Les prix relatifs ont donc un impact direct sur la composition du lait et, par conséquent, sur la production résiduelle de matière solide non grasse, cette dernière n'étant soumise à aucun contingent de production.

Étant donné l'augmentation anticipée des prix de l'alimentation animale à moyen terme, le coût de production du lait devrait également augmenter. Donc, cette augmentation du coût de production devraient faire passer le prix cible du lait industriel de 57,84 \$ l'hectolitre en 2000-2001 à 61,53 \$ l'hectolitre en 2007-2008. De plus, la subvention directe accordée aux producteurs est réduite graduellement et sera complètement éliminée à partir de l'année laitière 2002-2003. La hausse du prix de soutien au Canada fera augmenter les prix du fromage sur la période à l'étude. Toutefois, la forte demande devrait maintenir la consommation de fromage de spécialité et de à des niveaux élevés tout au long de la période à l'étude. De tous les produits laitiers, le yogourt est celui qui a connu la plus forte croissance de la consommation par habitant au cours des dernières années [Graphique 25]. Entre 1997 et 2000, la consommation par habitant de yogourt s'est accrue de plus de 1,0 kg. Pour la période des projections, la consommation par habitant de yogourt devrait se situer en moyenne autour de 5,3 kg comparativement à 4,2 kg pendant la période 1997-2000, c'est-à-dire une augmentation de 13 p. cent.

Graphique 25 : Variation en pourcentage de la consommation de produits laitiers par habitant



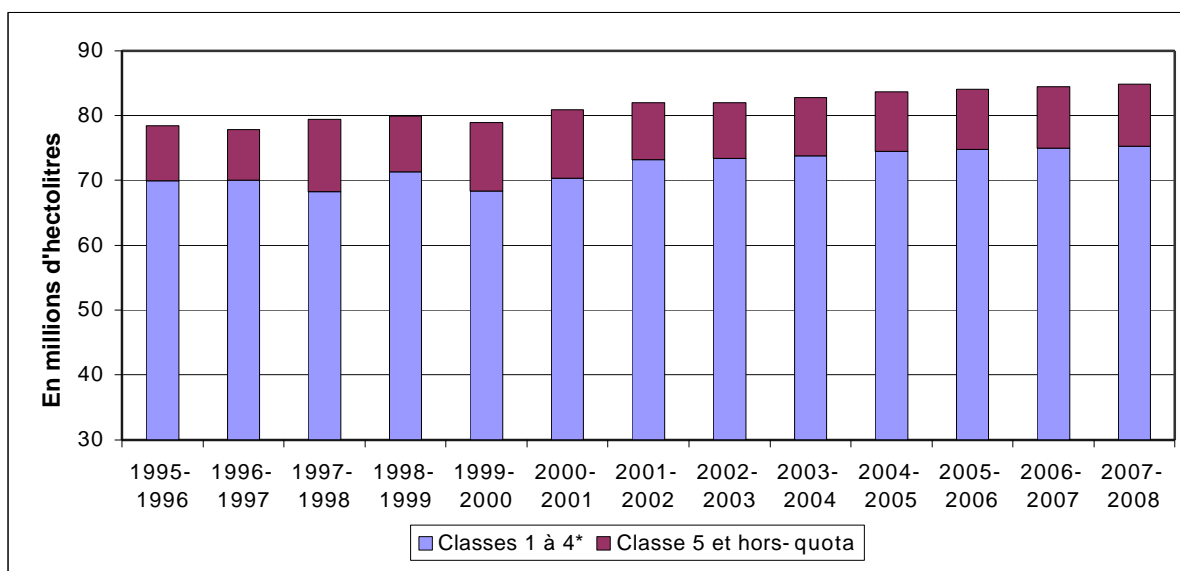
En ce qui concerne le beurre, l'augmentation de la consommation devrait se poursuivre à moyen terme en raison d'une demande accrue, provenant à la fois du secteur du détail et celui de la transformation, causée, entre autre, par la hausse prévue du prix des huiles végétales. Toutefois, la PLÉ, qui est un sous-produit de la production de beurre, est sujette à des quantités limites pouvant être exportées avec subvention. Donc pour éviter un trop grande production de PLÉ, les exportations de beurre devraient se maintenir bien en deçà de la limite permise par l'OMC qui s'établie à 3 500 tonnes à partir de 2000-

2001. Pendant la période de projection, le Canada devrait exporter en moyenne 0,4 kt de beurre comparé à 4,4 kt sur la période 1997-2000.

Cette situation se traduira par une demande soutenue pour le lait de transformation et une hausse du contingent de mise en marché à près de 46,6 millions d'hectolitres pour l'année laitière 2001-2002, soit une augmentation de 2,4 p. cent. Cette croissance se maintiendra à moyen terme si la production sous contrats privés destinée aux marchés d'exportation est maintenue, puisqu'un raffermissement des prix mondiaux des produits laitiers est attendu. En effet, certains producteurs et transformateurs ont signé des contrats qui leur permettent d'exporter des produits laitiers sans subvention ni intervention gouvernementale. Il est à noter que ce mécanisme d'exportation privé a été contesté devant l'OMC par les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, qui ont gagné leur cause. Le Canada a décidé d'en appeler de cette décision. Nous avons donc fait l'hypothèse que la décision de l'organe d'appel de l'OMC sera en faveur du Canada, ce qui implique que le lait d'exportation commerciale (principalement du fromage) se poursuivront tout au long de la période à l'étude.

Quant au lait de consommation, la production totale ne devrait croître que très légèrement pendant la période de prévisions puisque la diminution anticipée de la demande de lait entier atténuera en partie la croissance prévue de la crème et du lait faible en gras. La production totale de lait (industriel et de consommation) devrait augmenter légèrement pour atteindre environ 85 millions d'hectolitres en 2007-2008.

Graphique 26 : Production du lait au Canada



Valeur du commerce international des produits agroalimentaires

Évolution générale

L'analyse des perspectives d'évolution du commerce international des produits agroalimentaires pour la période 2001-2007 indiquent qu'en général (1) les exportations connaîtront une croissance annuelle moyenne d'environ 4,3 p. cent, une progression égale à celle anticipée pour le PIB canadien en dollars courants et (2) les importations croîtront à un rythme inférieur aux exportations, soit une progression

moyenne par année de 3,6 p. cent. Le niveau élevé et la croissance plus forte des exportations par rapport aux importations permettront au secteur agroalimentaire d'accroître davantage l'excédent de la balance commerciale. En effet, les exportations nettes afficheront une amélioration moyenne de 6 p. cent par année. En 2007, il est prévu que l'excédent commercial atteindra un sommet de 8,9 milliards \$, en hausse de 56 p. cent par rapport aux données observées de 2000.

L'augmentation des exportations durant la période sera principalement le fait de la vigueur des exportations des produits tels que : produits oléagineux (6,8 p. cent); animaux vivants sauf volaille (6,3 p. cent); produits céréaliers (5 p. cent); pomme de terre et produits de pomme de terre (6,6 p. cent); légumes sauf pommes de terre (7,1 p. cent); etc.

On notera au passage que la performance des céréales (premier produit d'exportation avec 20 p. cent de la valeur totale des exportations du secteur) sera fort modeste avec, en moyenne, 1,9 p. cent par année. En raison d'une baisse importante de prix à la fin de la période à l'étude, la viande rouge ne fera pas beaucoup mieux avec un maigre 2,7 p. cent.

L'évolution générale décrite ci-dessus dépend des facteurs liés, entre autres, à la conjoncture internationale, à l'environnement macroéconomique au Canada et aux conditions microéconomiques propres à chaque secteur agroalimentaire. Il est évident que chaque facteur ou groupe de facteurs agira avec divers degrés d'importance selon le type de produit concerné. C'est ce dernier aspect que tente de cerner l'analyse suivante des tendances de certains produits.

Céréales et produits céréaliers

Les prévisions sur la valeur des exportations des céréales tablent sur une faible progression de 1,9 p. cent par an. Ceci, en raison notamment des facteurs relatifs à l'offre et à la demande.

En effet, d'une part, les surfaces ensemencées augmenteront très modérément pour le blé (0,9 p. cent), pour le maïs (0,9 p. cent) et pour l'orge (0,7 p. cent). Ceci se traduit par une croissance globale plutôt moyenne de la production. On note également une réallocation de la demande des céréales au profit du marché intérieur. L'abrogation de la LTGO a eu pour effet de réduire le prix des aliments du bétail. Par conséquent, la consommation intérieure des céréales par le bétail, par exemple, est appelée à croître à un rythme de 2,5 p. cent .

La combinaison des facteurs précédents mène aux prévisions suivantes à moyen terme pour les exportations des principales céréales : maïs (-4,7 p. cent); orge (demeure stable), avoine (7,6 p. cent) et blé (2,6 p. cent). Malgré des meilleures perspectives de croissance de la demande de l'orge de brasserie, les exportations d'orge dans leur ensemble seront stationnaires, en raison, en effet, du repli des exportations d'orge fourragère.

En ce qui a trait aux produits céréaliers, ces derniers vont connaître une augmentation de la valeur de leurs exportations au-dessus de la moyenne, soit de 5 p. cent par an en raison de l'accroissement des quantités exportées de l'ordre de 4,5 p. cent. Les prix augmenteront que de 0,5 p. cent sur la période à l'étude. L'accroissement des exportations des produits céréaliers se traduira par une utilisation accrue des céréales et, par le fait même, à une disponibilité réduite de céréales pour l'exportation.

Oléagineux et produits oléagineux

Les prévisions sur la valeur des exportations des oléagineux tablent sur une progression 6,8 p. cent, ce qui est au-dessus de la moyenne de l'ensemble des produits agroalimentaires. Par contre, les produits oléagineux enregistreront une croissance de 2,8 p. cent.

Les prix des oléagineux connaîtront une progression de 2,5 p. cent. On s'attend à ce que la production augmente de 2,2 p. cent en raison, d'une part, de la croissance des superficies ensemencées, et d'autre part, de l'augmentation probable des rendements. Les exportations sont donc appelées à augmenter par suite de disponibilités plus grandes et de prix plus élevés à la fin de la période à l'étude.

Animaux vivants et viandes

La valeur des expéditions vers l'étranger des animaux vivants augmentera d'environ 6,3 p. cent par an comparativement à 2,7 p. cent pour la viande rouge, deuxième produit d'exportation du secteur agroalimentaire.

On s'attend à ce que les ventes de porc et bovin au Canada augmentent au rythme de 1,5 p. cent et 4,8 p. cent, respectivement, par an de 2001 à 2007 en raison, entre autres, de la baisse des prix des aliments de bétail et de l'augmentation de la production de bétail suite à l'abolition du LTGO et de la position du cycle des bovins en 2001 et 2007. En effet, on constate un creux en 2001 et un sommet en 2007 dans la vente des bovins.

Au chapitre des viandes, les prévisions de croissance de 2,7 p. cent sont plutôt faibles. Cette faible croissance est essentiellement due à l'influence de facteurs cycliques propres à ce secteur. En effet, l'année 2001 correspond à la période de reconstitution du cheptel. La forte demande entraîne des prix élevés pour les bovins d'engraissement en début de période et incite les producteurs à retarder le moment d'abattage des femelles nécessaires à la reproduction. De par cette dynamique, la faiblesse de la croissance de la valeur des exportations s'explique par le mouvement des prix de la viandes qui sont à leur sommet en 2001 et à leur plus bas niveau en 2007, tant pour les bovins que pour les porcs.

Un tournant historique est prévu en 2002. En effet, à partir de cette date, la valeur des exportations d'animaux (vivants et viandes) dépassera celle des céréales (incluant les produits céréaliers). La valeur des exportations des animaux et viandes rouges sera de 6,59 milliards de dollars comparativement à 6,22 milliards de dollars pour les céréales et produits céréaliers.

Légumes et produits dérivés

La valeur des expéditions vers l'étranger de légume augmentera d'environ 7,1 p. cent sur la période à l'étude.

La valeur des exportations canadiennes de pommes de terre et de produits dérivés s'élevaient à 852 millions de \$ en l'an 2000. Elle comptait pour environ 53 p. cent de la valeur des exportations de légumes frais et transformés. La valeur des exportations a grimpé de 10 p. cent en l'an 2000 à cause de l'augmentation de la production et d'une légère amélioration des prix. La moitié de la quantité exportée de pommes de terre et produits dérivés est sous forme transformée, principalement en frites, ce qui

correspond à 77 p. cent sur le plan de la valeur. La consommation de frites est en progression dans le monde. En avril 2001, le Canada et les États-Unis se sont entendus sur une série de conditions pour autoriser l'expédition des pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard aux États-Unis. Un nouvel accord conclu, en avril 2000, entre le Canada et la Chine fait du Canada le seul pays au monde autorisé à exporter des pommes de terre de semence vers la Chine.

Intrants de l'industrie agricole et prix à la consommation des produits alimentaires

Intrants de l'industrie agricole

Étant donné le contexte macroéconomique général et l'évolution prévue de la production du secteur agricole, les changements dans les prix des matières et services (intrants) utilisés par le secteur agricole au Canada devraient être modérés. En effet, les prix des intrants agricoles n'augmenteront que d'environ 0,5 p. cent en moyenne par an sur la période à l'étude. Toutefois, ce résultat n'est pas représentatif de la situation en l'an 2001, où l'inflation dans les prix des intrants est de 3,1 p. cent, en raison surtout de l'augmentation des prix des bovins d'engraissement, des aliments pour animaux, des engrais et des semences. Pendant la période à l'étude, on prévoit une tendance à la baisse des taux annuels d'inflation des intrants de 3,1 p. cent en 2001 à 0,1 p. cent en 2007. Cette chute est principalement causée la baisse des prix des porcelets et des bovins d'engraissement à compter de 2002.

Pendant la période de perspectives, les prix des produits pétroliers demeureront à des niveaux élevés comparable au sommet de l'an 2000. Cependant, les des indices des produits industriels pétroliers observés au cours des premiers mois de cette année permettent d'envisager un léger recul des prix pour 2001, conséquence d'une augmentation des niveaux de stocks.

Les catégories reliées à la main-d'oeuvre afficheront des hausses moyennes modérées: les soins vétérinaires (2,8 p. cent); la réparation de la machinerie (2,3 p. cent); la main-d'oeuvre salariée (2,1 p. cent) et les travaux à forfait (1,5 p. cent). Ces hausses sont associées au coût croissant de la main-d'oeuvre dans l'économie en général.

Ainsi, les coûts de production dans le secteur agricole au Canada pourraient augmenter pendant la période à l'étude. Toutefois, même si les prix peuvent augmenter quelque peu, les gains de productivité devraient compenser en partie la croissance des coûts de production. Si la hausse de productivité se poursuit comme par le passé, les coûts de production pourraient demeurer stables. De tel gains de productivité reflètent une nouvelle technologie, mais aussi la restructuration et la rationalisation de l'industrie, qui sont des caractéristiques du secteur depuis un certain temps.

Prix à la consommation des produits alimentaires

Les projections du scénario de référence font état d'un indice agrégatif des prix à la consommation en croissance à un rythme annuel moyen de 2 p. cent sur la période 2001-2007. On peut également noter une croissance plus élevée pour les produits autres qu'alimentaires que pour les aliments, (respectivement de 2,3 p. cent et de 1,5 p. cent par an en moyenne) au cours de la période. Même si la consommation alimentaire continue d'augmenter sur la période à l'étude, la hausse du rapport des prix des produits non alimentaires par rapport aux produits alimentaires signale que ces derniers constitueront une part plus petite du budget total des ménages d'ici la fin de la période. Le même

phénomène se produit en ce qui concerne les aliments consommés à l'extérieur du foyer, dont l'indice progresse plus rapidement que celui des repas pris à la maison (2,1 p. cent et 1,2 p. cent respectivement).

Pour le secteur des viandes, la croissance devrait être très faible sur l'horizon de la période à l'étude étant donné que le cycle de l'industrie des viandes sera dans sa période d'expansion au cours de la première partie de cet horizon et qu'il commencera à régresser en 2006 et 2007. L'inflation dans ce secteur ne sera donc en moyenne que de 0,2 p. cent par an entre 2001 et 2007. De plus, l'IPC des oeufs progresse à un rythme plus rapide que celui des viandes avec un taux annuel moyen de 1,9 p. cent entre 2001 et 2007.

Les prix pour le secteur des produits laitiers devraient être sujet à une croissance plus marquée que ceux du secteur des viandes. Pendant la période à l'étude, la croissance annuelle moyenne prévue pour l'IPC général de ce groupe de produits est de 3,1 p. cent.

L'IPC général des produits céréaliers est en croissance en moyenne de 0,9 p. cent par an entre 2001 et 2007. La croissance de l'indice a surtout lieu sur la première année de la période à l'étude, soit entre 2000 et 2001, où l'indice progresse de 4,4 p. cent.

En ce qui concerne les fruits, l'IPC devrait grimper en moyenne de 2,5 p. cent par an grâce à une prévision favorable du prix américain. Pour les légumes, la croissance se fait sentir au cours de la première année de la période à l'étude (5,0 p. cent entre 2000 et 2001) mais elle stagne par la suite (moyenne de 0,2 p. cent entre 2002 et 2007). Ce ralentissement est causé, d'une part par une faible croissance du prix des légumes aux États-Unis et, d'autre part, par la diminution du prix des pommes de terre sur la période à l'étude.

L'IPC des autres produits alimentaires croît en moyenne de 1,6 p. cent par an pendant la période à l'étude (2001-2007). Pour le sucre, les perspectives annoncent que l'IPC restera relativement stable pendant la période à l'étude. En effet, ce dernier subira une baisse de l'ordre de 0,7 p. cent entre 2000 et 2004 et une hausse de 0,4 p. cent de 2004 à 2007. Finalement, l'IPC des graisses et huiles progressera en moyenne de 1,7 p. cent par an entre 2001 et 2007. Le présent scénario de référence prévoit tout de même une baisse de 3,4 p. cent de ce même indice de prix entre 2000 et 2001 résultant de la chute des prix mondiaux des huiles végétales durant cette période.

Bibliographie

Food and Agricultural Policy Research Institute. « *U.S. World Agricultural Outlook* ». Ames (Iowa) : FAPRI, janvier 2001.

Organisation de coopération et de développement économique. « Les perspectives agricoles 1998-2003 », mars 1998.

Organisation de coopération et de développement économique. « Perspectives agricoles de l'OCDE », mai 2001.

Ministère de l'agriculture des États-Unis. « *USDA Agricultural baseline projections to 2010* ». Washington : USDA, février 2001.

Annexe A

Comparaison des prévisions des prix mondiaux

Les graphiques suivants donnent l'aperçu des perspectives des prix mondiaux du blé, du maïs et du soja prévus par quatre organismes (AAC, OCDE, USDA et FAPRI).

Ces projections sont tirées des publications suivantes:

- *Food and Agricultural Policy Research Institute. « U.S. World Agricultural Outlook », Ames (Iowa) : FAPRI, janvier 2001.*
- Organisation de coopération et de développement économique. « Perspectives agricoles de l'OCDE », OCDE, mai 2001.
- Ministère de l'agriculture des États-Unis. « *USDA Agricultural baseline projections to 2010* », Washington : USDA, février 2001.

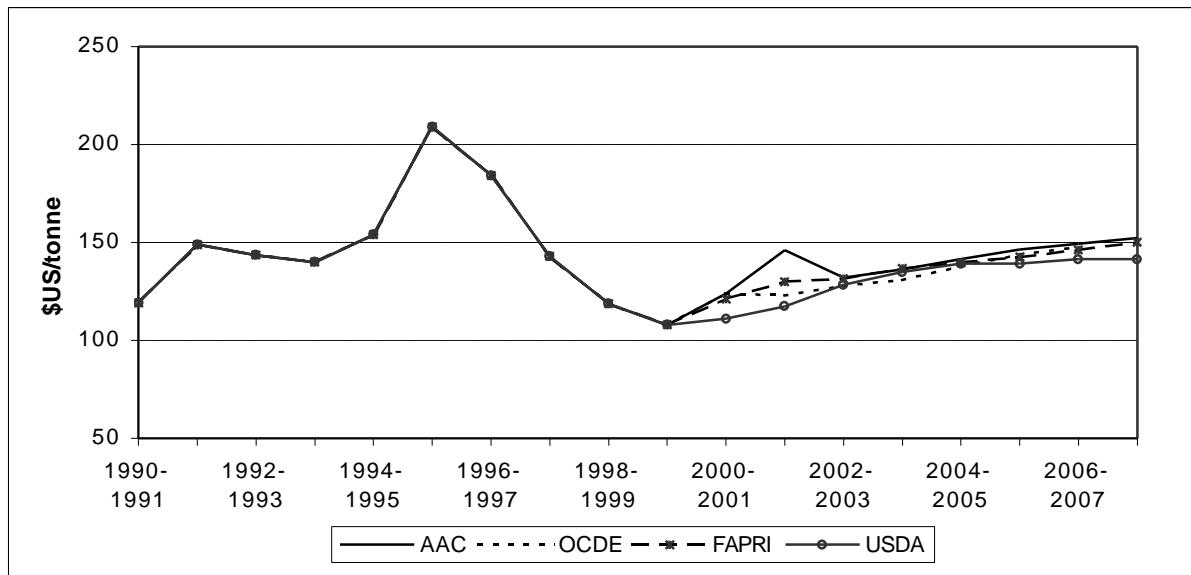
Pour de multiples raisons, il n'est pas facile de comparer les prix internationaux prévus par différents organismes. En effet, ces quatre organismes ont établi leurs prévisions à différentes périodes de l'année et, par conséquent, à partir de données différentes. De plus, les différents organismes font état de prix différents. Ainsi, les prix de la plupart des denrées ne concordent pas. Pour régler ce problème, un prix indicateur a été établi pour chaque denrée. Les comparaisons ont par la suite été faites en appliquant les variations annuelles exprimées en pourcentage des prévisions de prix à la valeur de 2000 du prix indicateur.

L'augmentation des prix (en termes nominaux) constitue un élément commun des prévisions des différents organismes. Le niveau des prix varie entre les divers organismes. Les prévisions de l'OCDE se fondent sur les données fournies par les pays membres. Par conséquent, les prévisions de l'OCDE représentent davantage une moyenne pondérée des perspectives de ses membres.

Les points suivants se dégagent des prévisions à long terme:

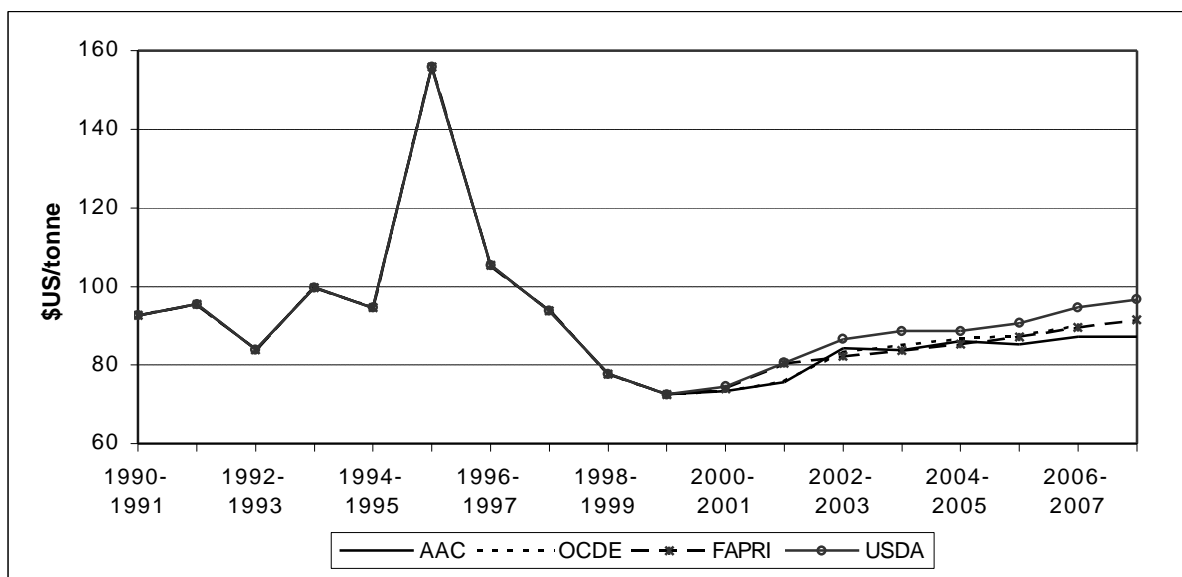
- les écarts des prévisions de prix reflètent essentiellement un équilibre différent entre les hypothèses utilisées pour prévoir l'offre et la demande mondiales (p. ex. taux de croissance du PIB, gel des terres dans l'UE, demande de produits importés en Chine);
- l'augmentation des prix des céréales et oléagineux entraîne une augmentation des prix du bétail;
- les politiques spécifiques à certains produits qui causent une baisse de la production font augmenter les prix mondiaux.

Graphique A.1 : Prix du blé, États-Unis/Golfe



Comparaison des prix mondiaux du blé

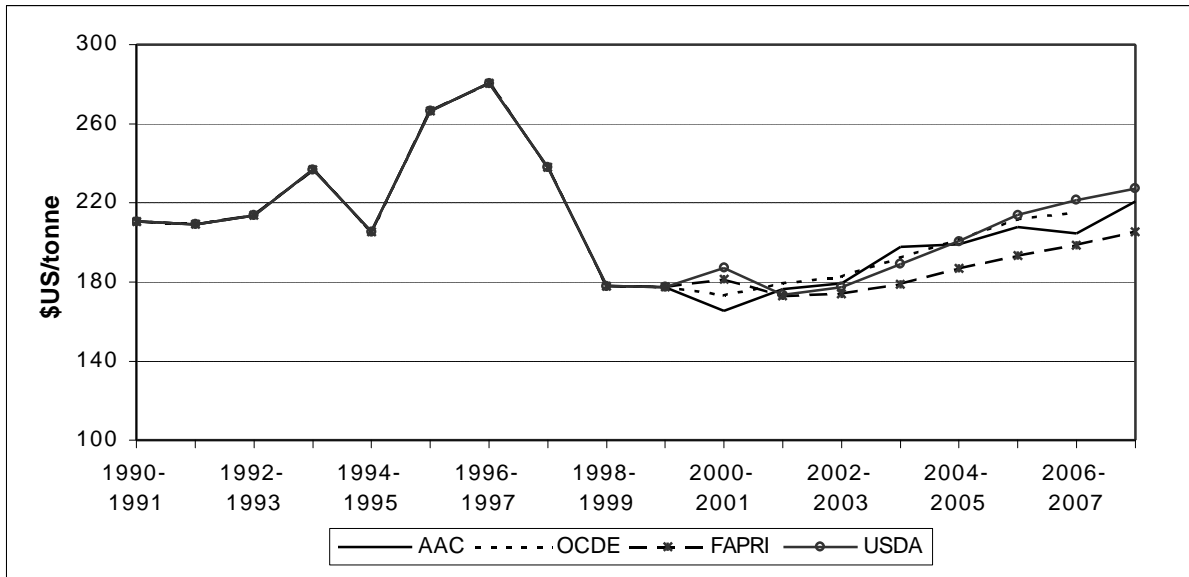
Le prix indicateur utilisé pour les comparaisons est le prix du blé roux vitreux, du golfe du Mexique (\$US/t). Ce prix est utilisé par tous les organismes sauf l'USDA. Pour les perspectives de l'USDA, on a calculé un prix du golfe en appliquant à la valeur du prix de 2000 du golfe du Mexique les variations annuelles du prix à la ferme aux États-Unis.

Graphique A.2 : Prix du maïs, États-Unis/Centre de l'Illinois

Comparaison des prix mondiaux du maïs

Le prix indicateur utilisé pour les comparaisons est le prix du maïs du centre de l'Illinois (\$US/t). Tous les organismes sauf AAC utilisent le prix du golfe plutôt que le prix du maïs du centre de l'Illinois. Les prévisions de ces organismes ont été établies en appliquant aux prix du maïs de 2000 du centre de l'Illinois les variations annuelles du prix du golfe exprimées en pourcentage.

Graphique A.3 : Prix du soja, États-Unis/Centre de l'Illinois



Comparaison des prix mondiaux du soja

Le prix indicateur utilisé pour les comparaisons est le prix du soja du centre de l'Illinois (\$US/t). Les autres organismes utilisent le prix du golfe et à la ferme plutôt que le prix du soja du centre de l'Illinois. Les prévisions de ces organismes ont été établies en appliquant aux prix du soja de 2000 du centre de l'Illinois les variations annuelles des prix précédents exprimées en pourcentage.

Annexe B

Tableaux

Tableau B.1 : Hypothèses économiques

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
PIB réel (variation en %)													
Australie	3.87	5.22	4.40	4.20	3.70	3.50	3.00	3.10	3.10	3.00	3.00	4.4	
UE-15	2.52	2.75	2.45	3.37	3.13	3.02	3.04	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	2.8
Japon	1.59	-2.51	0.20	1.91	2.33	2.01	1.89	1.86	1.82	1.84	1.84	0.3	
Corée du Sud	5.01	-6.69	10.66	8.94	5.84	5.64	6.07	5.63	5.61	5.56	5.56	4.5	
Mexique	6.78	4.82	3.65	7.00	5.02	4.82	4.65	4.69	4.82	4.95	3.95	5.6	
Pologne	6.84	4.87	4.04	9.59	5.70	5.50	5.30	5.40	5.40	5.40	5.40	6.3	
États-Unis	4.50	4.30	4.20	5.17	2.30	3.60	3.40	3.20	3.00	3.00	3.00	4.5	
Argentine	8.59	3.90	-3.08	2.67	3.10	4.38	4.08	4.12	4.12	4.08	4.08	3.0	
Chine	8.84	7.77	7.10	8.00	8.25	8.50	8.30	8.20	8.10	8.00	8.00	7.9	
Reste du monde ¹	3.96	1.26	2.83	5.18	4.82	4.70	4.70	4.63	4.66	4.69	4.69	3.3	
IPC (variation en %)													
Australie	0.25	0.85	1.47	2.90	2.70	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	1.4	
UE-15	2.05	1.73	1.20	2.10	2.04	1.74	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.8	
Japon	1.71	0.65	-0.33	-0.50	0.00	-0.10	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20	0.4	
Corée du Sud	4.44	7.51	0.81	2.50	3.50	2.80	2.89	3.00	3.00	3.00	3.00	3.8	
Mexique	15.93	16.59	9.49	9.30	7.20	5.50	4.50	4.00	3.80	3.50	3.50	12.8	
Pologne	14.88	11.58	7.30	9.10	6.10	4.90	3.90	3.50	3.50	3.50	3.50	10.7	
États-Unis	2.34	1.55	2.18	3.36	2.60	2.40	2.40	2.30	2.30	2.30	2.30	2.4	
Argentine	0.79	-1.44	-1.50	0.68	1.97	2.46	2.47	2.48	2.49	2.50	2.50	-0.4	
Chine	0.78	-1.06	-1.00	2.50	3.00	4.00	4.50	4.75	4.75	4.90	4.90	0.3	
POPULATION (Million)													
Monde	5808.7	5890.9	5972.6	6054.2	6136.3	6218.3	6299.8	6381.5	6462.5	6543.6	6626.0	5931.6	1.3%
OCDE	1098.4	1105.8	1113.6	1119.4	1126.4	1133.3	1140.2	1147.1	1153.5	1160.2	1166.8	1109.3	0.6%
Non OCDE	4710.2	4785.1	4859.0	4934.8	5009.9	5085.0	5159.7	5234.4	5308.9	5383.4	5459.2	4822.3	1.4%
TAUX DE CHANGE													
Australie - \$A/\$US	1.35	1.59	1.55	1.72	1.74	1.62	1.54	1.50	1.46	1.40	1.36	1.6	-4.0%
UE-15 - Euro/\$US	0.88	0.89	0.94	1.08	1.05	1.02	1.02	1.01	1.01	1.00	1.00	0.9	-0.8%
Japon - ¥/\$US	121.00	130.89	113.89	107.55	108.80	108.80	106.34	103.82	101.38	99.02	100.00	118.3	-1.4%
Corée du Sud - Won/\$US	950.51	1400.48	1186.71	1122.65	1137.40	1137.40	1135.45	1133.89	1132.59	1131.41	1130.23	1165.1	-0.1%
Mexique - \$NM/\$US	7.92	9.15	9.55	9.47	9.57	9.57	9.80	9.99	10.17	10.33	10.48	9.0	1.5%
Nouvelle-Zélande - \$NZ/\$US	1.51	1.87	1.89	2.20	2.27	1.94	1.86	1.90	1.90	1.90	1.90	1.9	-3.0%
Pologne - Zl/\$US	3.28	3.49	3.96	4.32	4.42	4.46	4.49	4.50	4.53	4.55	4.57	3.8	0.6%
Chine - Yuan/\$US	8.29	8.28	8.29	8.29	8.64	8.90	9.22	9.56	9.92	10.30	10.69	8.3	3.6%

Source des données : Perspectives agricoles de l'OCDE (sauf 2007).

Note : 1. Exclut la Chine, l'Argentine et les républiques de l'ex-URSS.

Tableau B.2 : Hypothèses concernant les marchés des céréales et des oléagineux

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
UE-15														
Céréales, prix de soutien ¹ (Euro/t)	119.2	119.2	119.2	110.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	117.0	-13.4%	0.0%
Céréales compensatoires ^{2,3} (Euro/t)	54.3	54.3	54.3	58.7	63.0	63.0	63.0	63.0	63.0	63.0	63.0	55.4	13.7%	0.0%
Taux de gel des terres ³ (%)	8.7	9.1	13.1	13.4	13.9	14.0	14.1	14.1	14.1	14.2	14.3	11.1	29.0%	0.5%
Paiement pour le gel des terres ³ (Euro/t)	68.8	68.8	68.8	58.7	63.0	63.0	63.0	63.0	63.0	63.0	63.0	68.8	-8.4%	0.0%
Limites aux subventions à l'exportation ⁴ (mt)														
blé	18.0	16.8	15.6	14.4	14.4	14.4	14.4	14.4	14.4	14.4	14.4	16.2	-11.1%	0.0%
céréales secondaires	12.6	12.0	11.0	10.4	10.4	10.4	10.4	10.4	10.4	10.4	10.4	11.5	-9.2%	0.0%
Compensation d'oléagineux ^{2,6} (Euro/t)	94	94	94	82	72	63	63	63	63	63	63	94.0	-33.0%	-2.2%
ÉTATS-UNIS														
Taux de prêt du blé (\$US/t)	94.8	94.8	94.8	94.8	94.8	94.8	94.8	94.8	94.8	94.8	94.8	94.8	0.0%	0.0%
Taux de prêt du maïs (\$US/t)	74.4	74.4	74.4	74.4	74.4	74.4	74.4	74.4	74.4	74.4	74.4	74.4	0.0%	0.0%
Taux de prêt du soja ⁷ (\$US/t)	193.3	193.3	193.3	193.3	193.3	193.3	193.3	193.3	193.3	193.3	193.3	193.3	0.0%	0.0%
CRP, superficies (Mha)														
blé	3.7	3.8	4.0	4.4	4.5	4.6	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	3.8	22.6%	2.7%
céréales secondaires ⁵	2.7	2.6	2.7	3	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	2.7	16.3%	2.3%
graines de soja	1.5	1.3	1.3	1.4	1.4	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.4	-4.9%	0.0%
CHINE														
Blé, prix d'achat gouv. (Yuan/t)	1217.0	1216.8	1259.7	1310.4	1376.5	1447.3	1531.2	1620.0	1700.8	1766.3	1834.3	1251.0	46.6%	4.9%
Céréales secondaires, prix d'achat gouv. (Yuan/t)	995.4	1035.3	1076.8	1125.9	1188.2	1260.4	1340.1	1425.0	1500.2	1558.1	1618.2	1058.3	52.9%	5.3%
JAPON														
Droits de douane ⁴														
huile de colza ("000¥/t)	14.0	12.9	11.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	12.4	-12.3%	0.0%
huile de soja ("000¥/t)	14.0	12.9	11.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	12.4	-12.3%	0.0%

Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE.

Notes : 1. Prix d'intervention commun au blé tendre, à l'orge, au maïs, au seigle et au sorgho.

2. Paiements compensatoires de surface.

3. Paiements réels faits par hectare, selon les rendements de référence.

4. Année débutant le 1^{er} avril.

5. Comprend l'orge, le maïs, l'avoine et le sorgho.

6. Paiements réels faits par hectare, selon les rendements de référence régionaux.

7. Pour avance sur récolte.

8. Obligatoire et volontaire.

Tableau B.3 : Hypothèses concernant les marchés du bétail et des produits laitiers

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
BÉTAIL														
UE-15														
Prix de soutien, boeuf ^{1, z} (Euro/kg pcp)	2.8	2.8	2.8	2.6	2.4	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.7	-18.6%	-1.3%
Prime spéciale, boeuf ³ (Euro/tête)	152.1	152.1	152.1	178.0	203.0	229.0	229.0	229.0	229.0	229.0	229.0	158.6	44.4%	2.0%
Prime à l'abattage, bovin adulte ⁴ (Euro/tête)	0.0	0.0	0.0	48.5	74.5	101.5	101.5	101.5	101.5	101.5	101.5	12.1	----	5.3%
Prime à l'abattage, veau (Euro/tête)	0.0	0.0	0.0	17.0	33.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	4.3	----	7.2%
Prime, vache allaitante (Euro/tête)	145.0	145.0	145.0	163.0	182.0	200.0	200.0	200.0	200.0	200.0	200.0	149.5	33.8%	1.6%
Limites aux subventions à l'exportation ^z (kt epc)														
viande porcine ^o	503.0	483.0	463.0	444.0	444.0	444.0	444.0	444.0	444.0	444.0	444.0	483.0	-8.1%	0.0%
boeuf ^p	1011.0	948.0	884.9	837.5	821.7	821.7	821.7	821.7	821.7	821.7	821.7	920.4	-10.7%	0.0%
viande de volaille	375.0	345.0	316.0	286.0	286.0	286.0	286.0	286.0	286.0	286.0	286.0	345.3	-17.2%	0.0%
JAPON⁶														
Droits de douane, boeuf ¹⁵ (%)	44.3	42.3	40.4	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	41.4	-6.9%	0.0%
Système d'importation, viande porcine														
droits de douane (%)	4.8	4.5	4.4	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.5	-4.4%	0.0%
prix à l'importation, entrée ¹⁹ (¥/kg pcp)	466.0	442.5	432.5	425.0	425.0	425.0	425.0	425.0	425.0	425.0	425.0	441.5	-3.7%	0.0%
Droits de douane, volaille ⁷ (%)	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	0.0%	0.0%
CORÉE DU SUD														
Droits de douane, boeuf (%)	42.8	42.4	42.0	41.6	41.2	40.8	40.4	40.0	40.0	40.0	40.0	42.2	-5.2%	-0.5%
Marge, boeuf (%)	40.0	20.0	10.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	17.5	-100.0%	----
Droits de douane, porc (%)	33.4	32.2	31.0	29.8	27.9	26.1	25.2	25.0	25.0	25.0	25.0	31.6	-20.9%	-1.8%
MEXIQUE⁸														
Contingent tarifaire, porc (kt pp)	76.0	79.0	81.0	84	87.0	90.0	94.0	94.0	94.0	94.0	94.0	78.7	19.5%	1.9%
droits de douane intracontingent (%)	12.0	10.0	8.0	6.0	4.0	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	9.0	-100.0%	-100.0%
Contingent tarifaire, volaille (kt pp)	104.0	107.0	110.0	113	116.0	120.0	123.0	123.0	123.0	123.0	123.0	107.0	15.0%	1.4%
ÉTATS-UNIS														
Contingent tarifaire, boeuf ⁹ (kt pp)	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	0.0%	0.0%
droits de douane, hors-contingent (%)	28.8	28.0	27.2	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	28.0	-5.7%	0.0%
CHINE														
Droits de douane, porc (%)	64.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	31.0	-35.5%	0.0%

Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE.

Notes : 1. Prix pour les bovins mâles de classe R3.

2. Année débutant le 1^{er} juillet.

3. Moyenne pondérée des paiements pour taureaux et bouvillons.

4. Comprend l'enveloppe nationale pour viande bovine.

5. Comprend le commerce d'animaux vivants.

6. Année débutant le 1^{er} avril.

7. Poulet désossé, taux effectif.

8. Contingents tarifaires de l'ALÉNA pour la viande porcine du

Canada et des E.-U. et pour la viande de volaille des E.-U.

9. Fournisseurs hors ALÉNA.

10. Contingent total.

11. Année se terminant le 30 juin.

12. Pour le lait destiné à la transformation.

13. Prix payé aux producteurs.

14. Différence entre prix de transaction et prix garanti jusqu'en 2000, nouveaux paiements directs à compter de 2001.

15. Exclut le fromage transformé.

16. Année débutant le 1^{er} janvier.

17. En équivalent lait entier.

18. Déclenchement en août 1995 et août 1996 de procédures d'importation d'urgence pour le boeuf congelé.

19. Importation de carcasses de porc.

Déclenchement des procédures d'importation d'urgence de novembre 1995 à mars 1996 et de juillet 1996 à juin 1997.

Tableau B.3 : Hypothèses concernant les marchés du bétail et des produits laitiers (suite)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
PRODUITS LAITIERS														
UE-156														
Contingent laitier ¹⁰ (mt pp)	117	117	117	118	119	119	119	119	119	120	120	117.0	2.6%	0.3%
Prix indicatif, lait (Euro/litre)	0.32	0.32	0.32	0.32	0.32	0.32	0.32	0.32	0.31	0.29	0.27	0.32	-13.8%	-2.4%
Prix d'intervention, beurre (Euro/t)	3282.0	3282.0	3282.0	3282.0	3282.0	3282.0	3282.0	3282.0	3200.0	3036.0	2800.0	3282.0	-14.7%	-2.6%
Prix d'intervention, lait écr. en poudre (Euro/t)	2055.2	2055.2	2055.2	2055.2	2055.2	2055.2	2055.2	2055.2	2003.8	1901.2	1750.0	2055.2	-14.9%	-2.6%
Limites aux subventions à l'exportation ¹¹ (kt pp)														
beurre	452.3	434.8	417.0	403.5	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	426.9	-6.5%	0.0%
fromage	384.0	363.0	342.0	326.3	321.0	321.0	321.0	321.0	321.0	321.0	321.0	353.8	-9.3%	0.0%
lait écrémé en poudre	310.3	297.8	285.3	276.0	273.0	273.0	273.0	273.0	273.0	273.0	273.0	292.3	-6.6%	0.0%
autres produits laitiers	1094.5	1049.0	1003.6	969.5	958.1	958.1	958.1	958.1	958.1	958.1	958.0	1029.1	-6.9%	0.0%
JAPON⁹														
Prix garanti, lait ¹² (¥/litre)	76.5	76.1	75.6	74.3	...	...	...	...	...	...	...	75.6		
prix standard de transaction ¹³ (¥/litre)	65.3	64.9	64.4	63.1	...	...	...	...	...	...	...	64.4		
compensation ¹⁴ (¥/litre)	11.2	11.2	11.1	10.6	10.6	10.6	10.6	10.6	10.6	10.6	10.6	11.0	-3.8%	0.0%
Droits de douane, fromage ¹⁵ (%)	32.4	31.5	30.7	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	29.8	31.1	-4.2%	0.0%
Contingent tarifaire (kt pp)														
lait écrémé en poudre	93	93	93	93	93	93	93	93	93	93	93	93.0	0.0%	0.0%
produits désignés ¹⁷	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137.0	0.0%	0.0%
autres produits ¹⁷	128	130	132	134	134	134	134	134	134	134	134	130.0	3.1%	0.0%
MEXIQUE²														
Contingent tarifaire (kt pp)														
laits en poudre	124	125	126	128	129	131	132	134	134	134	134	125.0	7.2%	0.8%
dont : ALÉNA	43.7	45.0	46.4	47.8	49.2	50.7	52.2	52.2	52.2	52.2	52.2	45.0	15.9%	1.5%
ÉTATS-UNIS¹⁰														
Prix de soutien, lait ¹² (c\$US/litre)	23.2	22.8	22.5	22.5	22.5	0	0	0	0	0	0	22.8	-100.0%	-100.0%
Prix de soutien, beurre (\$US/t)	1411	1391	1433	1433	1433	0	0	0	0	0	0	1411.7	-100.0%	-100.0%
Prix de soutien, lait écr. en poudre (\$US/t)	2297	2264	2229	2227	2227	0	0	0	0	0	0	2263.3	-100.0%	-100.0%
Contingent tarifaire, fromage (kt pp)	124	128	132	136	136	136	136	136	136	136	136	128.0	6.3%	0.0%
Limites aux subventions à l'exportation ¹¹														
beurre (kt pp)	34	30	25	21	21	21	21	21	21	21	21	29.7	-29.2%	0.0%
lait écrémé en poudre (kt pp)	92	84	76	68	68	68	68	68	68	68	68	84.0	-19.0%	0.0%

Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE.

Notes : 1. Prix pour les bovins mâles de classe R3.

2. Année débutant le 1^{er} juillet.

3. Moyenne pondérée des paiements pour taureaux et bouvillons.

4. Comprend l'enveloppe nationale pour viande bovine.

5. Comprend le commerce d'animaux vivants.

6. Année débutant le 1^{er} avril.

7. Poulet désossé, taux effectif.

8. Contingents tarifaires de l'ALÉNA pour la viande porcine du Canada et des E.-U. et pour la viande de volaille des E.-U.

9. Fournisseurs hors ALÉNA.

10. Contingent total.

11. Année se terminant le 30 juin.

12. Pour le lait destiné à la transformation.

13. Prix payé aux producteurs.

14. Différence entre prix de transaction et prix garanti jusqu'en 2000, nouveaux paiements directs à compter de 2001.

15. Exclut le fromage transformé.

16. Année débutant le 1^{er} janvier.

17. En équivalent lait entier.

18. Déclenchement en août 1995 et août 1996 de procédures d'importation d'urgence pour le boeuf congelé.

19. Importation de carcasses de porc. Déclenchement des procédures d'importation d'urgence de novembre 1995 à mars 1996 et de juillet 1996 à juin 1997.

Tableau B.4 : Marché international du blé

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation mondiales de blé (Mt)¹														
Superficies cultivées (Mha)	228.8	225.5	217.1	213.8	217.5	226.7	226.0	224.0	225.4	226.7	227.7	221.3	2.9%	0.8%
Rendement (t/ha)	2.66	2.60	2.68	2.70	2.64	2.73	2.75	2.80	2.83	2.84	2.85	2.66	7.3%	1.3%
Production	608.4	587.3	582.4	576.6	575.1	619.4	621.6	626.3	637.8	644.9	649.9	588.7	10.4%	2.1%
Consommation	582.9	587.7	594.6	588.1	589.4	610.8	615.2	626.7	635.9	643.5	650.2	588.3	10.5%	1.7%
alimentation animale	99.1	103.5	99.4	94.9	93.1	100.8	100.6	102.5	102.8	103.4	103.3	99.2	4.1%	1.7%
Stock de fermeture ⁵	135.9	135.4	123.2	111.7	97.5	106.1	112.5	112.2	114.1	115.5	115.1	126.6	-9.0%	2.8%
Rapport stock/utilisation	0.23	0.23	0.21	0.19	0.17	0.17	0.18	0.18	0.18	0.18	0.18	0.22	-17.7%	1.1%
Prix du blé RVH n° 1, golfe du Mexique (\$US/t)	142.9	118.8	107.9	123.9	146.1	132.0	136.2	141.5	146.4	149.3	152.2	123.4	23.4%	0.7%
Prix du blé HAD n° 1, Minneapolis (\$US/t)	219.5	149.1	155.3	143.9	169.7	153.4	158.1	164.4	170.0	173.4	176.8	167.0	5.9%	0.7%
IPP de la farine, É.-U. (1982 = 100)	120.0	116.0	114.1	115.8	115.4	112.7	111.8	112.2	113.3	114.6	115.9	116.5	-0.5%	0.1%
IPP des produits de boulangerie et des pâtes alimentaires, É.-U. (1982 = 100) ⁶	173.9	175.8	178.0	182.4	187.0	190.2	193.2	197.1	201.6	206.4	211.3	177.5	19.1%	2.1%
Principaux exportateurs nets (Mt)²														
Argentine	10.2	6.9	10.6	11.0	11.9	12.4	12.1	12.1	12.2	12.6	13.7	9.7	41.6%	2.3%
Australie	15.7	16.4	17.5	18.9	20.0	19.6	19.9	19.7	19.1	19.0	18.5	17.1	8.1%	-1.3%
Canada	19.9	14.6	18.3	17.2	15.5	17.3	18.2	17.7	17.7	17.4	18.0	17.5	2.9%	2.6%
UE-15	11.1	12.0	13.6	12.0	15.0	20.5	19.7	22.7	21.1	19.4	18.0	12.2	47.4%	3.1%
États-Unis	25.7	25.6	27.1	28.2	24.7	25.1	28.2	28.1	30.9	32.7	34.4	26.7	28.9%	5.6%
Part canadienne (%)	24.1	19.4	21.0	19.7	17.8	18.3	18.5	17.6	17.5	17.2	17.6	21.1	-16.5%	-0.2%
Principaux importateurs nets (Mt)³														
Chine	0.8	0.3	0.5	1.3	1.2	2.4	3.4	3.0	2.3	2.1	2.0	0.7	186.1%	9.0%
Japon	6.0	5.7	5.6	5.6	5.5	5.6	5.6	5.6	5.6	5.7	5.7	5.7	-1.3%	0.3%
Corée du Sud	4.2	4.3	3.3	4.8	3.4	4.3	4.1	4.4	4.4	4.3	3.8	4.1	-9.5%	1.9%
Reste du monde ⁴	69.5	68.4	76.1	71.9	77.7	86.2	88.2	90.8	91.7	92.5	94.4	71.4	32.1%	3.3%

Sources des données historiques : Statistique Canada - La revue des céréales et des graines oléagineuses; Perspectives agricoles de l'OCDE.

Notes : 1. Les données ont été établies selon les campagnes agricoles des pays.

5. Exclut les inventaires révisés de la Chine.

2. << Exportations nettes >> correspond aux exportations moins les importations.

6. Selon une année civile.

3. << Importations nettes >> correspond aux importations moins les exportations.

4. Tous les pays sauf ceux de l'OCDE, l'Argentine, la Chine et les républiques de l'ex-URSS.

Tableau B.5 : Marché international des céréales secondaires

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation mondiales de céréales secondaires (Mt)¹														
Superficies cultivées (Mha)	311.9	306.5	300.6	304.7	314.4	311.7	314.7	314.4	316.1	316.4	318.6	305.9	4.1%	0.2%
Rendement (t/ha)	2.85	2.91	2.91	2.79	2.84	2.90	2.98	3.02	3.06	3.09	3.13	2.87	9.3%	1.7%
Production	888.6	892.7	875.7	851.4	892.1	905.0	937.3	950.0	966.2	977.8	998.1	877.1	13.8%	1.9%
Consommation	879.4	868.1	885.2	870.7	901.2	912.2	934.5	946.7	964.5	978.5	998.4	875.9	14.0%	1.7%
alimentation animale	584.4	572.3	585.8	575.4	600.1	608.7	629.6	639.7	656.3	666.5	681.5	579.5	17.6%	2.1%
Stock de fermeture ⁵	154.0	178.5	169.0	149.6	140.5	133.3	136.1	139.4	141.2	140.5	140.2	162.8	-13.9%	0.0%
Rapport stock/utilisation	0.18	0.21	0.19	0.17	0.16	0.15	0.15	0.15	0.15	0.14	0.14	0.19	-24.4%	-1.7%
Prix du maïs jaune n°2, centre de l'Illinois (\$US/t)	93.8	77.8	72.5	73.4	75.7	84.4	83.9	86.1	85.3	87.3	87.2	79.4	9.9%	2.4%
Prix de l'orge fourragère n° 2, Portland (\$US/t)	114.4	89.9	97.0	103.8	108.5	114.5	114.9	117.3	117.9	119.8	119.6	101.3	18.1%	1.6%
Principaux exportateurs nets (Mt)²														
Argentine	15.4	8.6	11.4	9.7	10.1	10.2	10.9	11.3	12.0	12.4	12.7	11.3	12.7%	3.9%
Australie	3.8	5.5	4.1	4.3	3.8	4.5	4.7	4.8	5.2	5.1	5.2	4.4	16.0%	5.2%
Canada	2.9	3.2	3.2	2.3	2.2	3.0	3.7	3.2	3.1	3.0	3.2	2.9	9.4%	6.4%
UE-15	6.9	11.2	17.5	11.7	9.7	9.6	11.1	11.0	10.5	10.0	10.1	11.8	-14.5%	0.7%
États-Unis	42.7	53.2	53.7	62.2	70.4	65.9	65.4	69.2	69.9	71.6	73.1	52.9	38.2%	0.6%
Part canadienne (%)	4.1	3.9	3.5	2.5	2.3	3.2	3.8	3.2	3.1	2.9	3.0	3.5	-13.6%	5.0%
Principaux importateurs nets (Mt)³														
Chine	-4.6	-0.7	-7.4	-1.0	2.6	3.0	3.2	3.3	4.3	5.0	5.4	-3.4	-258.2%	13.4%
Japon	21.8	22.0	21.9	21.3	21.4	21.8	21.7	21.9	21.8	22.0	21.9	21.8	0.5%	0.3%
Corée du Sud	7.5	7.5	7.9	8.1	8.6	8.6	8.6	8.5	8.4	8.6	8.8	7.7	14.1%	0.5%
Mexique	4.9	8.5	10.4	10.4	9.7	10.6	10.4	11.5	12.6	12.3	12.1	8.5	41.3%	3.7%
Reste du monde ⁴	44.6	45.9	56.9	51.7	54.8	49.6	51.2	53.7	53.1	54.8	57.3	49.8	15.1%	0.7%

Sources des données historiques : Statistique Canada - La revue des céréales et des graines oléagineuses; Perspectives agricoles de l'OCDE.

Notes : 1. Les céréales secondaires sont le maïs, l'orge, le sorgho, l'avoine, le seigle, les céréales mélangées et le millet. Les données ont été établies selon les campagnes agricoles des pays.

2. << Exportations nettes >> correspond aux exportations moins les importations.

3. << Importations nettes >> correspond aux importations moins les exportations.

4. Tous les pays sauf ceux de l'OCDE, l'Argentine, la Chine et les républiques de l'ex-URSS.

5. Exclut les inventaires révisés de la Chine.

Tableau B.6 : Marché international des oléagineux

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation mondiales d'oléagineux (Mt)¹														
Superficies cultivées (Mha)	112.0	118.5	123.1	124.3	122.4	122.4	122.1	124.5	125.0	126.3	125.6	119.5	5.2%	0.4%
Rendement (t/ha)	1.91	1.88	1.85	1.87	1.91	1.94	1.96	1.99	2.01	2.04	2.07	1.88	10.5%	1.4%
Production	214.3	222.8	227.3	232.2	233.8	237.2	239.7	247.6	251.7	257.3	260.6	224.2	16.3%	1.8%
Consommation	210.4	219.0	225.6	230.8	233.7	237.3	242.1	248.7	252.7	257.2	261.6	221.4	18.1%	1.9%
pour trituration	181.0	190.0	196.2	196.0	198.3	202.9	207.0	212.5	216.5	220.0	224.0	190.8	17.4%	2.1%
Stock de fermeture	14.3	18.1	19.9	21.3	21.3	21.2	18.7	17.7	16.7	16.7	15.7	18.4	-14.7%	-5.0%
Rapport stock/utilisation	0.07	0.08	0.09	0.09	0.09	0.09	0.08	0.07	0.07	0.06	0.06	0.08	-27.5%	-6.7%
Prix du soja, centre de l'Illinois (\$US/t)	237.9	178.0	177.6	165.4	176.5	179.4	197.8	199.0	207.8	204.5	220.6	189.7	16.3%	3.8%
Principaux exportateurs nets (Mt)²														
Argentine	3.1	4.2	4.2	5.6	4.8	4.5	5.2	4.9	4.9	4.9	5.0	4.3	16.2%	0.5%
Australie	0.5	1.3	1.9	1.2	1.0	1.2	1.2	1.4	1.5	1.6	1.5	1.2	20.2%	6.6%
Canada	3.4	4.4	4.3	4.7	3.4	3.9	4.4	4.8	4.8	5.1	5.0	4.2	18.0%	6.7%
États-Unis	23.6	21.9	26.3	21.9	26.7	27.6	28.5	27.2	27.3	26.2	27.3	23.4	16.6%	0.4%
Reste du monde ⁴	2.9	4.5	6.0	7.4	6.9	7.7	7.5	9.8	8.6	8.7	6.8	5.2	31.2%	-0.3%
Principaux importateurs nets (Mt)³														
Chine	3.1	5.8	13.6	11.6	11.4	12.4	12.9	13.7	14.1	14.2	14.9	8.5	75.3%	4.6%
Japon	7.2	6.9	7.1	7.2	7.1	7.3	7.3	7.4	7.5	7.5	7.5	7.1	5.3%	1.0%
UE-15	18.4	18.5	16.9	17.5	18.7	19.9	20.3	21.0	19.3	17.9	15.9	17.8	-10.7%	-2.6%
Corée du Sud	1.4	1.4	1.8	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.6	15.3%	0.0%
Mexique	4.2	4.3	5.0	4.8	5.1	5.3	5.6	5.9	6.2	6.5	6.9	4.6	50.4%	5.0%

Sources des données historiques : Statistique Canada - La revue des céréales et des graines oléagineuses; Perspectives agricoles de l'OCDE.

Notes : 1. Les oléagineux sont le soja, le colza/canola et le tournesol. Les données ont été établies selon les campagnes agricoles des pays.

2. << Exportations nettes >> correspond aux exportations moins les importations.

3. << Importations nettes >> correspond aux importations moins les exportations.

4. Tous les pays sauf ceux de l'OCDE, l'Argentine, la Chine et les républiques de l'ex-URSS.

Tableau B.7 : Marché international des huiles végétales

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation mondiales des huiles végétales (Mt)¹														
Trituration	181.0	190.0	196.2	196.0	198.3	202.9	207.0	212.5	216.5	220.0	224.0	190.8	17.4%	2.1%
Rendement (t huile/t grain)	0.240	0.241	0.242	0.237	0.236	0.236	0.236	0.235	0.236	0.236	0.235	0.24	-1.9%	0.0%
Production d'huile d'oléagineux	43.4	45.7	47.5	46.5	46.8	47.8	48.8	50.0	51.1	51.8	52.7	45.8	15.1%	2.0%
Production d'huile de palme	17.0	19.2	21.1	22.4	24.3	25.1	25.7	26.7	28.0	28.5	29.1	19.9	46.1%	3.0%
Consommation	60.6	63.9	67.8	68.5	70.9	73.2	74.5	76.7	79.0	79.8	82.2	65.2	26.1%	2.5%
Stock de fermeture	6.1	7.2	7.9	8.3	8.5	8.2	8.1	8.1	8.2	8.7	8.3	7.3	13.4%	-0.3%
Rapport stock/utilisation	0.10	0.11	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.10	0.11	0.10	0.11	-9.7%	-2.7%
Prix de l'huile de soja, Decatur (\$US/t)	569.6	438.2	343.7	317.3	350.1	393.7	440.6	467.6	506.8	479.1	512.0	417.2	22.7%	6.5%
Principaux exportateurs nets (Mt)²														
Argentine	4.2	4.6	4.5	4.0	3.6	3.8	4.0	4.2	4.3	4.3	4.4	4.4	1.5%	3.4%
États-Unis	1.3	0.9	0.3	0.5	0.7	0.9	1.1	1.2	1.3	1.0	1.1	0.8	40.2%	7.4%
Reste du monde ⁴	-0.4	-1.3	-1.3	-0.4	1.8	1.9	1.8	2.2	2.1	1.2	1.5	-0.9	-279.3%	-2.4%
Principaux importateurs nets (Mt)³														
Chine	3.2	2.3	1.7	1.6	3.0	3.3	3.4	4.0	4.0	1.8	2.6	2.2	17.2%	-2.7%
Japon	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.4	0.3	0.3	4.0%	-0.6%
UE-15	0.1	0.3	0.7	1.1	0.9	1.0	1.2	1.4	1.5	2.2	2.2	0.5	327.5%	15.7%
Corée du Sud	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.2	19.8%	3.0%
Mexique	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.7	0.6	0.5	20.3%	2.4%

Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE.

Notes : 1. Les huiles végétales sont le soja, le colza/canola, le tournesol et l'huile de palme. Les données ont été établies selon les campagnes agricoles des pays.

2. << Exportations nettes >> correspond aux exportations moins les importations.

3. << Importations nettes >> correspond aux importations moins les exportations.

4. Tous les pays sauf ceux de l'OCDE, l'Argentine, la Chine et les républiques de l'ex-URSS.

Tableau B.8 : Marché international de tourteaux d'oléagineux

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation mondiales de tourteaux d'oléagineux (Mt)¹														
Trituration	181.0	190.0	196.2	196.0	198.3	202.9	207.0	212.5	216.5	220.0	224.0	190.8	17.4%	2.1%
Rendement (t tourteaux/t grain)	0.724	0.718	0.715	0.724	0.725	0.724	0.724	0.724	0.723	0.723	0.723	0.72	0.4%	0.0%
Production	131.1	136.4	140.4	142.0	143.7	147.0	150.0	153.8	156.6	159.1	162.0	137.5	17.9%	2.0%
Consommation	130.1	136.5	140.3	142.0	143.8	146.8	150.2	153.7	156.6	158.8	162.0	137.2	18.0%	2.0%
Stock de fermeture	5.5	5.4	5.5	5.5	5.4	5.6	5.4	5.4	5.5	5.8	5.8	5.5	6.2%	1.3%
Rapport stock/utilisation	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.03	0.04	0.04	0.04	-10.2%	-0.7%
Prix du tourteau de soja, Decatur (\$US/t)	204.2	152.7	184.9	176.6	194.7	188.9	194.7	193.5	191.0	197.4	200.7	179.6	11.7%	0.5%
Principaux exportateurs nets (Mt)²														
Argentine	14.2	14.5	14.4	15.6	15.9	16.1	16.3	16.6	16.8	16.9	17.2	14.6	17.8%	1.4%
États-Unis	7.2	5.3	5.2	3.7	4.8	5.8	6.0	6.4	6.5	7.2	7.0	5.4	30.4%	6.3%
Reste du monde ⁴	1.6	4.2	3.6	3.6	3.0	2.0	1.4	0.6	0.6	0.1	0.6	3.2	-80.8%	-23.1%
Principaux importateurs nets (Mt)³														
Japon	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	-18.9%	-3.6%
UE-15	14.4	17.9	18.4	17.6	16.4	17.0	16.2	16.6	17.0	17.1	17.2	17.1	0.8%	0.8%
Corée du Sud	1.8	1.5	1.7	1.9	1.9	2.0	2.0	2.1	2.1	2.2	2.2	1.7	28.8%	2.3%
Mexique	0.1	0.1	0.2	0.4	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.2	-51.3%	-14.1%

Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE.

Notes : 1. Les oléagineux sont le soja, le colza/canola et le tournesol. Les données ont été établies selon les campagnes agricoles des pays.

2. << Exportations nettes >> correspond aux exportations moins les importations.

3. << Importations nettes >> correspond aux importations moins les exportations.

4. Tous les pays sauf ceux de l'OCDE, l'Argentine, la Chine et les républiques de l'ex-URSS.

Tableau B.9 : Marché international du boeuf

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation du boeuf sur le marché du Pacifique (kt)¹														
Production	17712.6	17922.7	18259.3	18651.3	18168.1	18322.9	18392.2	18516.2	18737.7	18965.5	19448.5	18136.5	7.2%	1.1%
Consommation	17195.1	17528.8	17935.9	18007.7	17602.5	17711.6	17778.8	17929.0	18168.7	18413.6	18916.6	17666.9	7.1%	1.2%
Exportations - comprend bovin vivant	3766.4	3891.2	4050.4	4498.1	4517.8	4561.4	4714.5	4902.0	5036.5	4995.0	5101.3	4051.5	25.9%	2.0%
Importations - comprend bovin vivant	3332.4	3463.8	3751.1	3863.8	3930.7	3941.3	4097.5	4315.9	4469.1	4444.6	4551.1	3602.8	26.3%	2.5%
Stock de fermeture	580.7	542.1	560.4	570.2	550.4	543.3	541.5	544.5	547.9	551.3	535.2	563.4	-5.0%	-0.5%
Prix														
Bouvillons, Nebraska (\$US/100 lb pv)	66.3	61.5	65.6	69.7	74.1	77.4	77.8	78.1	76.5	74.2	71.2	65.8	8.2%	-0.7%
Veaux d'engraissement, Oklahoma (\$US/100 lb pv)	81.3	77.8	82.6	94.3	99.1	100.1	96.9	96.8	94.4	91.4	87.0	84.0	3.5%	-2.1%
Vaches, Sioux Falls (\$US/100 lb pv)	38.2	36.5	38.4	41.7	44.6	46.1	45.0	45.3	44.1	42.8	40.6	38.7	4.9%	-1.6%
Vente en gros, des peaux, centre des É.-U. (\$US/100 lb)	21.0	16.7	16.6	19.1	20.3	21.2	21.3	21.4	20.9	20.3	19.5	18.4	6.2%	-0.7%
Vente en gros, boeuf en carton, centre des É.-U. (\$US/100 lb)	103.2	99.9	111.1	117.5	123.1	128.4	129.1	129.5	127.2	123.8	119.3	107.9	10.6%	-0.5%
Vente en gros, vaches de conserverie, centre des É.-U. (\$US/100 lb)	64.3	61.5	66.5	72.6	77.2	79.1	77.7	79.6	78.9	77.7	75.0	66.2	13.3%	-0.5%
Rapport entre les prix bouvillon/maïs	0.65	0.69	0.86	0.96	1.00	0.99	0.92	0.92	0.89	0.86	0.82	0.8	3.0%	-3.3%
Jeunes taureaux, à Buenos Aires (\$US/100 kg pv)	91.0	105.6	95.4	92.6	91.8	96.0	96.8	89.6	76.5	79.1	83.3	96.2	-13.3%	-1.6%
Bovins adultes mâles R3, UE-15 (Euro/100 kg pcp)	162.6	181.0	202.1	219.9	262.8	272.2	269.8	267.9	257.1	248.9	244.2	191.4	27.6%	-1.2%
Principaux exportateurs (comprend bovin vivant) (kt)														
Australie	1360.0	1404.0	1462.0	1736.7	1675.7	1667.8	1651.3	1716.1	1758.8	1750.2	1748.4	1490.7	17.3%	0.7%
Nouvelle-Zélande	508.1	510.8	444.2	458.1	533.1	552.3	569.9	558.5	538.3	515.2	486.4	480.3	1.3%	-1.5%
Canada	759.8	821.5	797.9	819.9	844.1	934.7	984.1	1077.0	1182.9	1267.9	1343.1	799.8	67.9%	8.0%
UE-15	1059.9	778.2	969.8	653.2	342.1	410.9	409.1	362.4	396.4	410.9	425.9	865.3	-50.8%	3.7%
États-Unis	1058.4	1078.3	1202.6	1338.3	1370.4	1384.3	1427.9	1465.9	1508.4	1612.2	1750.6	1169.4	49.7%	4.2%
Argentine	461.4	297.0	349.0	355.1	336.8	363.1	425.4	432.7	489.1	499.4	534.1	365.6	46.1%	8.0%
Uruguay	297.6	291.2	252.8	270.0	274.8	254.4	245.5	257.2	259.5	260.8	261.9	277.9	-5.8%	-0.8%
Principaux importateurs (comprend bovin vivant) (kt)														
Japon	923.7	951.3	968.5	1018.7	1072.2	1135.1	1160.8	1196.3	1236.4	1283.5	1340.5	965.6	38.8%	3.8%
Corée du Sud	240.4	110.0	232.0	261.8	298.2	328.5	381.0	424.6	486.8	558.8	649.4	211.1	207.7%	13.8%
États-Unis	1540.3	1701.3	1735.1	1769.1	1732.1	1672.2	1751.2	1831.3	1885.2	1734.5	1709.3	1686.4	1.4%	-0.2%
Mexique	203.7	268.0	294.0	305.4	321.2	296.1	283.0	331.4	317.6	316.0	290.2	267.8	8.4%	-1.7%

Sources des données historiques : Statistique Canada; Perspectives agricoles de l'OCDE.

Note : 1. Le marché de boeuf du Pacifique comprend les pays suivants : l'Australie, le Canada, Hong-Kong, la Corée du Sud, le Mexique, Taïwan, Singapour, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Japon.

Tableau B.10 : Marché international du porc

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Production de la Chine	35963.0	38837.0	39596.7	40464.6	41405.8	43013.6	43869.3	44964.6	46653.3	47931.2	49262.7	38715.3	27.2%	2.9%
Offre et utilisation sur le marché du Pacifique Nord (kt)¹														
Production	13239.0	14071.7	14291.9	14274.2	14533.5	14898.5	15715.6	15117.2	15320.1	15488.3	15442.0	13969.2	10.5%	1.0%
Consommation	13192.7	14114.9	14583.3	14417.7	14665.0	15026.2	15722.5	15277.5	15465.7	15680.1	15584.0	14077.2	10.7%	1.0%
Exportations - comprend animaux vivants	1255.9	1441.6	1571.3	1557.6	1607.9	1647.2	1735.0	1754.6	1733.9	1827.7	1954.1	1456.6	34.2%	3.3%
Importations - comprend animaux vivants	1413.0	1574.7	1927.6	1925.5	1888.2	1940.7	2014.3	2024.6	2101.9	2205.4	2268.0	1710.2	32.6%	3.1%
Importations nettes en provenance des autres marchés	157.1	133.1	356.4	368.2	280.6	293.8	279.6	270.3	368.3	378.0	314.2	253.7	23.8%	1.9%
Stock de fermeture	516.9	467.8	376.7	435.7	414.6	399.2	482.4	414.4	447.2	443.5	427.2	449.3	-4.9%	0.5%
Prix														
Castrats et jeunes truies, Iowa (\$US/100 lbs pv)	53.6	34.7	34.0	44.7	42.1	40.2	36.1	40.9	39.4	37.6	37.8	41.7	-9.6%	-1.8%
Vente en gros, du porc, É.-U. (\$US/100 lbs)	81.1	65.4	67.5	81.2	76.3	74.2	69.4	75.8	74.2	72.2	72.8	73.8	-1.4%	-0.8%
Rapport entre les prix porc/maïs	0.53	0.39	0.45	0.61	0.57	0.51	0.43	0.48	0.46	0.44	0.43	0.5	-12.6%	-4.4%
De référence des porcs, UE-15 (Euro/100 kg pcp)	164.0	164.0	119.0	121.0	119.8	104.2	110.5	110.1	111.0	114.9	117.0	142.0	-17.6%	-0.4%
Principaux exportateurs (comprend animaux vivants) (kt)														
Canada	619.8	708.0	810.0	867.1	940.1	1063.4	1062.3	1095.3	1098.7	1133.1	1104.1	751.2	47.0%	2.7%
États-Unis	478.2	577.0	602.2	616.9	682.8	673.5	710.2	729.5	602.6	672.6	800.6	568.6	40.8%	2.7%
Pologne	39.8	17.0	93.0	56.3	37.4	45.5	43.3	42.7	45.4	53.2	62.9	51.5	22.0%	9.0%
Chine	162.0	89.0	100.6	98.3	97.1	103.0	85.9	88.8	84.3	80.1	78.5	112.5	-30.2%	-3.5%
UE-15	906.6	1050.1	1448.2	1203.2	1070.6	1085.3	1094.9	1117.9	1138.2	1135.9	1157.3	1152.0	0.5%	1.3%
Principaux importateurs (comprend animaux vivants) (kt)														
Japon	730.7	720.8	856.9	915.3	954.7	974.9	1016.6	1013.0	1036.7	1067.3	1099.7	805.9	36.5%	2.4%
Corée du Sud	83.4	71.5	182.1	123.1	91.8	96.5	121.7	122.4	125.4	152.9	179.2	115.0	55.8%	11.8%
Mexique	53.0	137.1	151.3	155.4	158.6	171.9	194.1	180.4	179.9	189.4	186.9	124.2	50.5%	2.8%
États-Unis	486.0	559.1	586.5	641.6	605.0	583.7	565.5	555.2	621.0	634.1	636.9	568.3	12.1%	0.9%

Sources des données historiques : Statistique Canada; Perspectives agricoles de l'OCDE.

Note : 1. Le marché du Pacifique comprend les pays suivants : le Canada, la Corée du Sud, le Mexique, Taiwan, les États-Unis et le Japon.

Tableau B.11 : Marché international des produits laitiers

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation mondiales de beurre (kt)¹														
Production	6672.2	6843.0	6987.1	7050.5	7283.6	7480.5	7635.6	7871.4	8033.7	8211.5	8331.5	6888.2	21.0%	2.3%
Consommation	6709.6	6835.6	6922.7	7030.2	7294.2	7488.2	7643.3	7873.5	8035.2	8213.6	8334.2	6874.5	21.2%	2.2%
Stock de fermeture	248.2	262.0	345.9	367.6	356.3	347.8	343.1	342.2	342.3	342.4	342.4	305.9	11.9%	-0.7%
Prix du beurre, FAB, Europe du Nord (\$US/100 kg)	186.1	190.8	150.6	138.0	127.9	148.3	178.3	176.6	182.0	180.8	184.2	166.4	10.7%	6.3%
Offre et utilisation mondiales de poudre de lait écrémé (kt)														
Production	3312.1	3310.6	3335.3	3352.3	3512.0	3503.4	3457.4	3516.5	3493.8	3489.3	3406.1	3327.6	2.4%	-0.5%
Consommation	3246.1	3187.1	3288.9	3334.3	3430.8	3576.4	3574.7	3557.0	3507.2	3511.7	3423.7	3264.1	4.9%	0.0%
Stock de fermeture	428.0	517.5	552.7	570.6	649.2	568.2	462.0	421.5	408.1	385.7	368.0	517.2	-28.8%	-9.0%
Prix du lait écrémé en poudre, FAB, Europe du Nord (\$US/100 kg)	173.8	144.0	133.2	190.8	196.3	163.5	163.3	171.6	177.4	190.8	205.2	160.5	27.9%	0.7%
Offre et utilisation mondiales de fromage (kt)														
Production	13929.8	14053.7	14117.7	14951.8	15158.1	15545.2	15939.9	16273.0	16650.5	17095.5	17547.6	14263.2	23.0%	2.5%
Consommation	13926.0	14045.8	14131.9	14935.7	15163.4	15553.7	15949.3	16272.4	16645.0	17089.9	17542.0	14259.9	23.0%	2.5%
Stock de fermeture	693.6	701.9	687.3	703.3	697.9	689.5	680.1	680.5	686.0	691.6	697.2	696.5	0.1%	0.0%
Prix du fromage, FAB, Europe du Nord (\$US/100 kg)	210.8	185.9	175.1	183.2	197.5	219.7	214.2	229.2	229.9	232.4	242.6	188.8	28.5%	3.5%
Offre et utilisation mondiales de poudre de lait entier (kt)														
Production	2505.8	2606.5	2553.3	2633.3	2739.9	2781.3	2841.8	2874.1	2946.0	3056.7	3132.4	2574.7	21.7%	2.3%
Consommation	2511.0	2576.7	2540.7	2647.4	2752.5	2793.9	2854.4	2885.7	2957.0	3066.7	3141.4	2569.0	22.3%	2.2%
Stock de fermeture	127.1	156.9	169.5	164.8	164.8	164.8	164.8	164.8	164.8	164.8	164.8	154.6	6.6%	0.0%
Prix de la poudre de lait entier, 26% mat. gr., FAB, Europe du Nord (\$US/100 kg)	189.6	165.6	150.5	185.8	178.6	191.8	189.0	201.0	209.1	210.4	221.3	172.9	28.0%	3.6%

Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE.

Note : 1. Les écarts sont causés par les différences statistiques en Nouvelle-Zélande.

Tableau B.12 : Macroéconomie canadienne

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Population (en millions)	30.1	30.3	30.6	30.8	31.1	31.4	31.6	31.8	32.1	32.3	32.6	30.5	7.0%	0.8%
PIB (en milliards de dollars 1992)	815013	815013	815013	815013	815013	815013	815013	815013	815013	815013	815013	815013.0	0.0%	0.0%
	4.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%			
Déflateur PIB (1992 = 100)	107.5	106.9	108.8	112.7	113.6	114.5	115.5	116.8	118.1	119.5	120.8	109.0	10.9%	1.0%
	0.8%	-0.6%	1.8%	3.6%	0.8%	0.8%	0.8%	1.1%	1.1%	1.1%	1.1%			
Revenu disponible par habitant (\$)	18180.2	18732.2	19316.1	20224.4	21064.8	21786.9	22521.9	23354.0	24192.5	25063.6	25968.7	19113.2	35.9%	3.5%
	2.2%	3.0%	3.1%	4.7%	4.2%	3.4%	3.4%	3.7%	3.6%	3.6%	3.6%			
Salaire hebdomadaire moyen (\$)	590.7	602.4	607.0	623.1	632.7	649.6	667.2	685.7	706.2	727.4	749.2	605.8	23.7%	2.9%
	2.9%	2.0%	0.8%	2.6%	1.5%	2.7%	2.7%	2.8%	3.0%	3.0%	3.0%			
Indices des prix à la consommation (variation en %)														
Tous articles confondus	107.6	108.6	110.5	113.5	116.1	118.7	121.1	123.5	126.0	128.6	131.2	110.1	19.2%	2.0%
	1.6%	1.0%	1.7%	2.7%	2.3%	2.2%	2.0%	2.0%	2.0%	2.0%	2.0%			
Sauf aliments et énergie	107.5	108.9	110.5	112.2	115.5	118.7	121.5	124.1	126.7	129.4	132.3	109.8	20.6%	2.3%
	1.5%	1.3%	1.4%	1.5%	3.0%	2.7%	2.4%	2.1%	2.1%	2.1%	2.3%			
Énergie	108.7	104.3	110.2	128.1	124.0	121.8	122.6	124.3	127.2	130.1	131.2	112.8	16.2%	0.9%
	2.4%	-4.1%	5.7%	16.2%	-3.2%	-1.8%	0.7%	1.4%	2.3%	2.3%	0.8%			
Aliments	107.6	109.3	110.7	112.2	115.6	117.6	118.7	120.8	122.7	124.4	126.2	110.0	14.8%	1.5%
	1.5%	1.6%	1.3%	1.4%	3.0%	1.7%	0.9%	1.8%	1.5%	1.4%	1.4%			
Indices des prix des produits industriels (variation en %)														
Produits pétroliers	116.20	95.80	112.27	163.24	158.03	155.41	152.74	158.28	163.01	167.89	172.91	121.9	41.9%	1.5%
	0.2%	-17.6%	17.2%	45.4%	-3.2%	-1.7%	-1.7%	3.6%	3.0%	3.0%	3.0%			
Bois	143.20	135.50	147.22	134.86	126.23	128.04	130.23	132.33	134.73	137.17	139.66	140.2	-0.4%	1.7%
	0.9%	-5.4%	8.6%	-8.4%	-6.4%	1.4%	1.7%	1.6%	1.8%	1.8%	1.8%			
Véhicules et pièces	127.30	139.00	141.22	142.18	145.03	147.35	149.85	152.25	154.99	157.78	160.62	137.4	16.9%	1.7%
	3.5%	9.2%	1.6%	0.7%	2.0%	1.6%	1.7%	1.6%	1.8%	1.8%	1.8%			
Machinerie	121.70	127.70	133.74	134.08	136.50	139.36	142.43	145.28	148.33	151.44	154.62	129.3	19.6%	2.1%
	4.4%	4.9%	4.7%	0.3%	1.8%	2.1%	2.2%	2.0%	2.1%	2.1%	2.1%			
Taux d'intérêt (%)														
Taux d'intérêt préférentiel	5.0	6.6	6.4	7.3	6.7	7.1	7.1	7.0	7.0	7.0	7.0	6.3	10.8%	0.7%
Taux de change														
\$CAN/\$US	1.38	1.48	1.49	1.49	1.55	1.53	1.50	1.49	1.48	1.47	1.46	1.5	0.0%	-1.0%
\$US/\$CAN	0.72	0.67	0.67	0.67	0.65	0.65	0.67	0.67	0.68	0.68	0.69	0.7	0.0%	1.0%
Taux moyen de transport des céréales														
Centre des Prairies au port (\$/t)	33.48	33.10	33.17	27.53	28.49	29.12	29.70	30.30	30.91	31.54	32.18	31.8	1.1%	2.0%

Sources des données historiques : Statistique Canada - CANSIM; Conférence Board du Canada - Perspectives à moyen terme, Printemps 2001.

Source des données prévisionnelles : Conférence Board du Canada - Extrapolation des prévisions à long terme du printemps 2001.

Tableau B.13 : Résumé de la situation au Canada pour les céréales et les oléagineux (campagne agricole)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Superficies cultivées (Mha)	39.29	39.23	39.40	40.37	38.66	39.48	39.48	39.48	39.48	39.48	39.48	39.6	-0.2%	0.3%
Blé	11.41	10.68	10.37	10.96	10.98	10.94	10.87	10.51	10.42	10.20	10.41	10.9	-4.1%	-0.9%
Céréales secondaires ¹	7.62	7.38	6.94	7.18	7.19	7.40	7.59	7.56	7.66	7.59	7.68	7.3	5.5%	1.1%
Oléagineux ²	6.67	7.27	7.35	6.47	5.56	6.57	6.50	6.89	6.82	7.12	6.69	6.9	-3.6%	3.1%
Cultures spécialisées ³														
(Provinces de l'Ouest du Canada)	1.64	2.05	1.98	2.63	2.98	2.81	2.82	2.93	3.02	3.12	3.24	2.1	56.2%	1.4%
Foin (Superficies ensemencées)	6.30	6.44	6.74	7.07	7.21	7.26	7.31	7.28	7.32	7.26	7.30	6.6	10.0%	0.2%
Jachères	5.64	5.40	6.03	6.06	4.73	4.51	4.40	4.31	4.22	4.18	4.16	5.8	-28.2%	-2.1%
Résumé de la production, de la consommation intérieure et des exportations (Mt)														
Blé														
Production	24.28	24.08	26.90	26.80	21.49	26.61	26.75	26.15	26.23	26.00	26.86	25.5	5.3%	3.8%
Consommation intérieure	7.37	8.01	8.64	8.71	8.08	8.33	8.52	8.58	8.58	8.70	8.68	8.2	6.0%	1.2%
Exportations	20.00	14.72	18.31	17.25	15.50	17.40	18.21	17.72	17.71	17.42	18.07	17.6	2.9%	2.6%
Céréales secondaires ¹														
Production	25.11	26.56	26.83	24.33	23.61	27.16	27.95	28.20	28.78	28.82	29.47	25.7	14.6%	3.8%
Consommation intérieure	22.67	22.78	22.68	23.03	23.23	23.59	23.99	24.86	25.49	26.07	26.43	22.8	16.0%	2.2%
Exportations	4.44	4.12	4.25	4.54	3.89	3.99	5.02	4.62	4.73	4.72	4.75	4.3	9.4%	3.4%
Oléagineux ²														
Production	10.03	11.46	12.60	10.52	8.12	10.86	10.88	11.58	11.58	12.14	11.56	11.2	3.6%	6.1%
Consommation intérieure	5.96	5.95	6.09	6.14	5.08	5.63	5.72	5.90	5.94	6.01	5.88	6.0	-2.6%	2.5%
Exportations	4.52	5.50	5.41	5.97	4.61	5.33	5.67	6.07	6.12	6.48	6.22	5.3	16.2%	5.1%
<i>Source des données historiques : Statistique Canada - CANSIM.</i>														
<i>Notes : 1. Les céréales secondaires sont l'orge, le maïs, l'avoine, le seigle et les céréales mélangées.</i>														
<i>2. Les oléagineux sont le canola, le soja et le lin.</i>														
<i>3. Les cultures spécialisées sont l'alpiste des Canaries, les graines de moutarde, les lentilles, les haricots secs, les pois fourrager et le tournesol.</i>														

Tableau B.14 : Blé du Canada (campagne agricole)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation de blé, toutes catégories (Mt)														
Superficies cultivées (Mha)	11.41	10.68	10.37	10.96	10.98	10.94	10.87	10.51	10.42	10.20	10.41	10.9	-4.1%	-0.9%
Rendement (t/ha)	2.13	2.25	2.59	2.44	1.96	2.43	2.46	2.49	2.52	2.55	2.58	2.4	9.6%	4.7%
Production	24.28	24.08	26.90	26.80	21.49	26.61	26.75	26.15	26.23	26.00	26.86	25.5	5.3%	3.8%
Utilisations alimentaires et industrielles	2.73	2.86	2.94	2.96	3.00	2.94	2.97	3.02	3.06	3.11	3.16	2.9	9.8%	0.9%
Utilisations fourragères	3.59	4.15	4.63	4.64	3.99	4.32	4.48	4.50	4.47	4.56	4.51	4.3	5.9%	2.0%
Autres utilisations, marché canadien	1.05	1.00	1.07	1.11	1.09	1.07	1.07	1.06	1.04	1.02	1.01	1.1	-4.2%	-1.1%
Exportations	20.00	14.72	18.31	17.25	15.50	17.40	18.21	17.72	17.71	17.42	18.07	17.6	2.9%	2.6%
Stock de fermeture	6.01	7.43	7.39	8.65	6.58	7.51	7.57	7.48	7.47	7.40	7.56	7.4	2.5%	2.4%
Blé RPOC n° 1, prix final de la CCB (\$/t) ¹	191	184	168	190	208	193	195	200	204	206	208	183.1	13.3%	0.0%
Prix à la production, Prairies (\$/t)	147	141	125	152	165	150	151	154	157	159	160	141.4	12.8%	-0.6%
Prix de mouture (\$/t)	217	204	192	196	238	212	216	222	229	232	235	202.6	15.9%	-0.2%
Offre et utilisation de blé dur (Mt)														
Superficies cultivées (Mha)	2.21	2.91	1.76	2.61	2.05	2.24	2.14	2.13	2.23	2.22	2.22	2.4	-6.3%	1.3%
Rendement (t/ha)	1.97	2.07	2.44	2.16	1.50	2.19	2.21	2.24	2.26	2.29	2.32	2.2	7.5%	7.6%
Production	4.35	6.04	4.30	5.65	3.08	4.90	4.72	4.76	5.06	5.10	5.17	5.1	1.7%	9.0%
Utilisations alimentaires et industrielles	0.24	0.24	0.25	0.26	0.26	0.27	0.27	0.28	0.29	0.29	0.30	0.2	20.9%	2.1%
Autres utilisations, marché canadien	0.63	0.77	0.64	0.93	0.69	0.76	0.73	0.74	0.77	0.78	0.79	0.7	6.2%	2.2%
Exportations	4.23	3.85	3.58	3.55	3.73	3.01	3.72	3.74	3.98	4.05	4.07	3.8	7.2%	1.5%
Stock de fermeture	0.76	1.95	1.79	2.70	1.10	1.97	1.97	1.98	2.00	1.99	2.00	1.8	11.1%	10.5%
Blé DAOC n° 1, prix final de la CCB (\$/t) ¹	278	201	207	233	241	211	214	219	223	226	228	229.8	-0.7%	-0.9%
Prix à la production, Prairies (\$/t)	235	158	164	195	198	167	169	174	177	179	180	187.9	-4.1%	-1.6%
Sources des données historiques : Statistique Canada - La revue des céréales et des graines oléagineuses, n° 22-007 au catalogue; Statistique Canada - CANSIM; Statistique Canada - Livre des prix des produits agricoles; Commission canadienne du blé - Rapport annuel; Conseil des grains du Canada - Statistical Handbook; calculs du RARB.														
Note : 1. Avant 1995, prix final de la CCB avec livraison à Thunder Bay; par la suite aux ports du Saint-Laurent.														

Tableau B.15 : Céréales secondaires du Canada (campagne agricole)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation d'orge (Mt)														
Superficies cultivées (Mha)	4.70	4.27	4.07	4.55	4.37	4.42	4.50	4.52	4.57	4.52	4.56	4.4	3.7%	0.7%
Rendement (t/ha)	2.88	2.97	3.24	2.96	2.65	3.11	3.15	3.18	3.22	3.25	3.29	3.0	9.0%	3.7%
Production	13.53	12.71	13.20	13.47	11.57	13.74	14.16	14.37	14.69	14.69	14.99	13.2	13.3%	4.4%
Utilisations fourragères	10.56	10.03	9.78	10.09	10.15	10.51	10.76	11.38	11.72	12.08	12.34	10.1	22.0%	3.3%
Autres utilisations, marché canadien	0.68	0.76	0.75	0.82	0.83	0.79	0.79	0.80	0.82	0.82	0.83	0.8	10.3%	0.0%
Exportations	2.78	1.70	2.37	2.50	2.01	2.08	2.38	2.04	2.04	2.05	2.01	2.3	-13.8%	0.0%
Stock de fermeture	2.46	2.74	3.07	3.10	1.71	2.11	2.38	2.56	2.71	2.49	2.33	2.8	-17.9%	5.3%
Prix à la production, Prairies (\$/t)	110	94	80	92	108	112	110	111	111	111	110	93.9	17.0%	0.2%
Prix hors-Commission, Lethbridge (\$/t)	134	116	110	128	139	138	131	132	132	132	131	122.1	7.2%	-1.0%
Orge Extra à deux rangs, OC, prix final de la CCB (\$/t) ¹	196	172	187	205	202	206	205	208	208	210	209	190.1	9.9%	0.6%
Offre et utilisation de maïs (Mt)														
Superficies cultivées (Mha)	1.05	1.12	1.15	1.09	1.25	1.15	1.15	1.16	1.16	1.16	1.18	1.1	7.6%	-0.9%
Rendement (t/ha)	6.87	8.01	8.03	6.27	6.75	7.53	7.61	7.69	7.78	7.86	7.94	7.3	8.8%	2.7%
Production	7.18	8.95	9.16	6.83	8.41	8.65	8.72	8.90	9.01	9.11	9.39	8.0	17.0%	1.9%
Importations	1.47	0.89	1.02	2.50	1.68	0.93	1.31	1.39	1.58	1.69	1.55	1.5	5.2%	-1.3%
Utilisations fourragères	6.88	7.15	7.24	7.30	7.70	7.52	7.66	7.88	8.15	8.37	8.45	7.1	18.4%	1.6%
Autres utilisations, marché canadien	1.77	1.91	2.08	2.19	2.29	2.19	2.20	2.22	2.23	2.24	2.26	2.0	13.7%	-0.2%
Exportations	0.12	0.83	0.22	0.22	0.30	0.22	0.22	0.22	0.22	0.22	0.22	0.3	-35.6%	-4.7%
Stock de fermeture	0.89	0.88	1.55	1.52	1.35	1.03	1.01	1.01	1.02	1.02	1.05	1.2	-13.3%	-4.1%
Prix au silo, éleveur Chatham (\$/t)	137	110	107	118	127	125	126	126	125	129	127	117.9	7.4%	0.0%
Offre et utilisation d'avoine (Mt)														
Superficies cultivées (Mha)	1.50	1.59	1.40	1.30	1.34	1.51	1.62	1.56	1.62	1.59	1.62	1.4	11.8%	3.2%
Rendement (t/ha)	2.33	2.49	2.60	2.61	2.27	2.62	2.62	2.63	2.63	2.63	2.63	2.5	5.0%	2.5%
Production	3.48	3.96	3.64	3.39	3.03	3.96	4.26	4.11	4.25	4.18	4.26	3.6	17.7%	5.8%
Utilisations fourragères	1.67	1.81	1.78	1.69	1.35	1.69	1.67	1.66	1.64	1.63	1.61	1.7	-7.5%	3.0%
Exportations	1.41	1.52	1.57	1.73	1.51	1.56	2.26	2.19	2.29	2.28	2.34	1.6	50.4%	7.6%
Prix à la production, Prairies (\$/t)	119	101	84	86	87	95	95	101	102	103	104	97.4	6.3%	2.9%
Offre et utilisation de seigle (Mt)														
Superficies cultivées (Mha)	0.16	0.20	0.17	0.12	0.10	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.2	0.1%	8.8%
Rendement (t/ha)	1.98	1.96	2.29	2.26	2.05	2.20	2.22	2.24	2.26	2.27	2.29	2.1	8.1%	1.9%
Production	0.32	0.40	0.39	0.26	0.20	0.36	0.36	0.36	0.37	0.37	0.37	0.3	9.1%	10.8%
Exportations	0.14	0.08	0.09	0.09	0.07	0.12	0.16	0.16	0.17	0.17	0.17	0.1	73.3%	17.2%

Sources des données historiques : Statistique Canada - La revue des céréales et des graines oléagineuses, n° 22-007 au catalogue; Statistique Canada - CANSIM; Statistique Canada - Livre des prix des produits agricoles; Commission canadienne du blé - Rapport annuel; Conseil des grains du Canada - Statistical Handbook; calculs du RARB.
 Note : 1. Avant 1995, prix final de la CCB avec livraison à Thunder Bay; par la suite aux ports du Saint-Laurent.

Tableau B.16 : Oléagineux du Canada (campagne agricole)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation de canola (Mt)														
Superficies cultivées (Mha)	4.87	5.43	5.56	4.82	3.89	4.78	4.73	5.05	4.99	5.24	4.87	5.2	-5.8%	3.8%
Rendement (t/ha)	1.31	1.41	1.58	1.48	1.30	1.47	1.49	1.50	1.51	1.52	1.53	1.4	6.2%	2.8%
Production	6.39	7.64	8.80	7.12	5.06	7.05	7.03	7.56	7.53	7.97	7.47	7.5	-0.2%	6.7%
Trituration (Mt)	3.24	3.06	2.98	3.00	2.40	2.56	2.61	2.73	2.77	2.79	2.73	3.1	-11.2%	2.2%
Production de tourteau	2.00	1.94	1.86	1.87	1.53	1.63	1.66	1.74	1.76	1.78	1.74	1.9	-9.4%	2.2%
Production d'huile	1.36	1.28	1.24	1.30	1.07	1.14	1.17	1.22	1.23	1.24	1.22	1.3	-6.2%	2.2%
Exportations de semences	2.96	3.90	3.89	4.60	3.29	3.67	4.06	4.32	4.34	4.58	4.37	3.8	13.9%	4.9%
Stock de fermeture	0.36	0.63	2.07	1.15	0.40	0.78	0.70	0.74	0.68	0.77	0.66	1.1	-37.2%	8.7%
Utilisations d'huile de canola, marché canadien	0.62	0.52	0.36	0.40	0.41	0.46	0.46	0.46	0.46	0.47	0.47	0.5	-0.8%	2.4%
Exportations d'huile de canola	0.84	0.78	0.89	0.91	0.67	0.72	0.74	0.79	0.80	0.81	0.78	0.9	-9.0%	2.5%
Utilisations fourragères de tourteau de canola	0.59	0.69	0.74	0.70	0.73	0.76	0.81	0.87	0.91	0.94	0.96	0.7	41.2%	4.8%
Exportations de tourteau de canola	1.42	1.26	1.13	1.17	0.81	0.86	0.86	0.87	0.85	0.84	0.78	1.2	-37.3%	-0.6%
Prix au comptant, n° 1, Vancouver (\$/t)	420	376	288	290	348	337	362	368	392	374	404	343.4	17.5%	2.5%
Prix à la production, Prairies (\$/t)	380	342	240	246	306	293	317	323	346	327	356	301.9	17.8%	2.6%
Prix du tourteau de canola, FAB usine (\$/t)	179	141	156	155	177	166	167	164	161	165	167	157.9	5.6%	-1.0%
Prix de l'huile de canola, FAB usine (\$/t)	819	744	569	546	538	595	657	692	746	701	745	669.4	11.2%	5.6%
Marge effective de trituration (\$/t)	75.70	59.87	93.94	86.34	47.08	77.93	82.30	90.17	89.21	90.78	82.37	79.0	4.3%	9.8%
Offre et utilisation de soja (Mt)														
Superficies cultivées (Mha)	1.06	0.98	1.00	1.06	1.03	1.00	1.02	1.05	1.06	1.08	1.07	1.0	3.9%	0.6%
Rendement (t/ha)	2.58	2.79	2.77	2.55	2.26	2.76	2.78	2.81	2.83	2.85	2.87	2.7	7.5%	4.1%
Production	2.74	2.74	2.78	2.70	2.32	2.75	2.84	2.94	3.00	3.08	3.06	2.7	11.9%	4.7%
Importations	0.15	0.25	0.45	0.38	0.40	0.29	0.29	0.29	0.29	0.29	0.29	0.3	-7.2%	-5.4%
Exportations	0.77	0.87	0.95	0.75	0.72	0.70	0.78	0.86	0.92	0.99	1.01	0.8	20.7%	5.8%
Importations de tourteau de soja	0.65	0.79	0.81	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75	0.8	0.0%	0.0%
Utilisations fourragères de tourteau de soja	1.90	2.02	2.13	2.07	2.07	2.00	2.03	2.08	2.11	2.13	2.11	2.0	3.9%	0.3%
Prix au comptant, n° 2, Chatham (\$/t)	334	265	256	250	266	265	288	287	297	290	310	276.2	12.3%	2.6%
Offre et utilisation de graines de lin (Mt)														
Superficies cultivées (Mha)	0.74	0.86	0.78	0.59	0.65	0.79	0.75	0.79	0.78	0.81	0.75	0.7	1.7%	2.6%
Rendement (t/ha)	1.22	1.26	1.32	1.17	1.14	1.35	1.35	1.35	1.35	1.35	1.36	1.2	9.3%	2.9%
Production	0.90	1.08	1.02	0.69	0.74	1.06	1.01	1.07	1.05	1.09	1.02	0.9	10.7%	5.6%
Exportations	0.78	0.73	0.57	0.63	0.60	0.97	0.83	0.89	0.87	0.91	0.83	0.7	23.3%	5.6%
Prix au comptant, n° 1, OC, Thunder Bay (\$/t)	389	317	237	260	312	302	324	330	351	335	362	300.7	20.4%	2.5%
Prix à la production, Prairies (\$/t)	349	290	202	222	270	258	280	285	305	288	314	265.6	18.2%	2.6%

Sources des données historiques : Statistique Canada - La revue des céréales et des graines oléagineuses, n° 22-007 au catalogue; Statistique Canada - CANSIM; Statistique Canada - Livre des prix des produits agricoles; Commission canadienne du blé - Rapport annuel; Conseil des grains du Canada - Statistical Handbook; calculs du RARB.

Tableau B.17 : Cultures spéciales du Canada (campagne agricole)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Superficies cultivées (en milliers d'ha)	1633	2013	1839	2349	2448	2448	2459	2553	2637	2723	2832	1958.5	44.6%	2.5%
Alpiste des Canaries	113	208	146	164	142	141	142	154	164	174	188	157.8	18.9%	4.8%
Pois fourrager	848	1079	835	1220	1408	1335	1338	1380	1418	1456	1505	995.3	51.2%	1.1%
Lentilles	329	378	506	688	700	683	686	709	729	750	777	475.4	63.3%	1.7%
Graines de moutarde	292	279	273	208	133	198	201	215	228	241	257	263.1	-2.1%	11.6%
Graines de tournesol	51	69	79	69	65	91	92	95	98	101	105	66.8	57.4%	8.4%
Alpiste des Canaries														
Production (kt)	115	235	166	171	125	163	166	180	192	206	223	171.8	29.6%	10.1%
Prix à la production, Ouest canadien (\$/t)	322	248	240	265	395	300	265	265	265	265	265	268.8	-1.4%	-6.4%
Pois fourrager														
Production (kt)	1758	2328	2246	2864	2394	3108	3156	3297	3431	3568	3733	2299.0	62.4%	7.7%
Prix à la production, Ouest canadien (\$/t)	180	135	135	135	160	166	167	166	165	166	167	146.3	13.9%	0.6%
Lentilles														
Production (kt)	379	480	724	914	707	922	942	989	1034	1081	1136	624.1	82.0%	8.2%
Prix à la production, Ouest canadien (\$/t)	324	381	380	295	295	345	345	345	345	345	345	345.0	0.0%	2.6%
Graines de moutarde														
Production (kt)	243	239	306	202	110	194	196	209	222	235	251	247.6	1.5%	14.7%
Prix à la production, Ouest canadien (\$/t)	398	348	285	275	360	327	327	327	327	327	327	326.5	0.0%	-1.6%
Graines de tournesol														
Production (kt)	65	112	122	119	105	137	139	145	152	158	166	104.5	58.9%	7.9%
Prix à la production, Ouest canadien (\$/t)	344	388	295	320	330	337	337	337	337	337	337	336.8	0.0%	0.3%

Source des données historiques : Statistique Canada - CANSIM.

Tableau B.18 : Aliments pour bétail du Canada (campagne agricole)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Unités animales - Céréales (Équivalent par millions de porc)	50658	53023	54859	55263	57436	61036	62668	65154	66803	68599	69338	53450.6	29.7%	3.2%
Consommation totale - Céréales fourragères (Mt)	23.40	23.83	24.10	24.24	23.66	24.61	25.13	26.00	26.57	27.22	27.49	23.9	15.1%	2.5%
Blé	3.59	4.15	4.63	4.64	3.99	4.32	4.48	4.50	4.47	4.56	4.51	4.3	5.9%	2.0%
Orge	10.56	10.03	9.78	10.09	10.15	10.51	10.76	11.38	11.72	12.08	12.34	10.1	22.0%	3.3%
Avoine	1.67	1.81	1.78	1.69	1.35	1.69	1.67	1.66	1.64	1.63	1.61	1.7	-7.5%	3.0%
Maïs	6.88	7.15	7.24	7.30	7.70	7.52	7.66	7.88	8.15	8.37	8.45	7.1	18.4%	1.6%
Consommation totale - Aliments azotés (Mt)	2.73	3.08	3.38	3.80	3.96	4.03	4.18	4.34	4.45	4.55	4.58	3.2	41.1%	2.5%
Tourteau de soja	1.90	2.02	2.13	2.07	2.07	2.00	2.03	2.08	2.11	2.13	2.11	2.0	3.9%	0.3%
Tourteau de canola	0.59	0.69	0.74	0.70	0.73	0.76	0.81	0.87	0.91	0.94	0.96	0.7	41.2%	4.8%
Pois fourrager	0.25	0.37	0.51	1.02	1.16	1.27	1.34	1.39	1.43	1.48	1.52	0.5	182.3%	4.6%

Sources des données historiques : Statistique Canada - La revue des céréales et des graines oléagineuses, n° 22-007 au catalogue; Statistique Canada - CANSIM; Statistique Canada - Étude sur l'utilisation des aliments pour le bétail; AAC, calculs internes.

Tableau B.19 : Produits céréaliers et oléagineux du Canada

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Farine de blé (kt)														
Production	2111.19	2164.96	2237.86	2326.47	2525.51	2638.04	2661.23	2690.50	2726.43	2763.87	2801.25	2210.1	26.7%	1.7%
Importations	19.69	21.15	34.58	36.69	37.11	42.50	48.36	53.00	55.00	60.00	65.00	28.0	131.9%	9.8%
Consommation	1991.70	2035.71	2116.91	2195.45	2433.52	2492.83	2572.33	2641.99	2704.62	2757.50	2798.81	2084.9	34.2%	2.4%
Exportations	130.69	152.47	160.54	168.18	129.61	188.21	137.74	101.99	77.27	66.83	67.88	153.0	-55.6%	-10.2%
Stock de fermeture	32.44	30.37	25.36	24.89	24.39	23.90	23.43	22.96	22.50	22.05	21.61	28.3	-23.6%	-2.0%
Indice des prix à la production (1992 = 100)	127.43	122.56	119.78	121.30	125.69	126.91	122.62	120.77	120.68	121.25	121.94	122.8	-0.7%	-0.5%
Boulangerie et pâtes alimentaires (kt)														
Production ¹	1676.41	1668.57	1622.98	1742.80	1763.52	1822.83	1902.33	1971.99	2034.62	2087.50	2128.81	1677.7	26.9%	3.2%
Importations	353.81	415.91	436.17	367.61	418.35	419.83	412.72	404.71	407.74	423.99	454.08	393.4	15.4%	1.4%
Consommation ¹	1696.99	1682.43	1571.32	1575.64	1620.36	1653.07	1695.99	1726.68	1759.84	1794.84	1830.42	1631.6	12.2%	2.1%
Exportations	333.23	402.05	487.84	534.77	561.51	589.58	619.06	650.02	682.52	716.64	752.48	439.5	71.2%	5.0%
Indice des prix à la production (1992 = 100)	188.98	189.10	190.10	190.84	183.56	184.04	184.07	185.08	186.48	187.90	189.29	189.8	-0.2%	0.5%
Bière (ml)														
Production	2360.37	2435.22	2445.27	2451.22	2533.12	2566.57	2586.09	2617.74	2654.68	2690.89	2727.68	2423.0	12.6%	1.2%
Consommation ¹	2118.70	2199.90	2239.74	2225.78	2335.63	2370.43	2391.25	2424.18	2462.39	2499.85	2537.88	2196.0	15.6%	1.4%
Prix à la production (\$/l)	0.84	0.87	0.90	0.95	1.01	1.05	1.08	1.12	1.15	1.19	1.22	0.9	37.3%	3.2%
Prix à la consommation (\$/l)	3.61	3.71	3.79	3.87	4.04	4.14	4.26	4.38	4.51	4.64	4.78	3.7	27.7%	2.9%
Produits oléagineux (kt)														
Production de margarine	126.13	126.67	127.53	126.13	128.09	130.30	132.31	133.09	134.53	136.97	140.21	126.6	10.7%	1.5%
Consommation de margarine	123.30	123.13	123.38	120.52	122.59	124.50	126.20	126.63	127.73	129.80	132.65	122.6	8.2%	1.3%
Production de shortening	385.55	390.64	345.76	340.09	347.43	353.24	359.89	364.05	369.34	375.57	382.48	365.5	4.6%	1.6%
Consommation de shortening	392.80	400.62	361.45	305.60	362.48	369.05	376.48	381.47	387.63	394.78	402.65	365.1	10.3%	1.8%
Production d'huile à salade	718.86	725.53	648.53	681.72	695.03	694.19	698.85	696.69	697.64	699.33	701.11	693.7	1.1%	0.1%
Consommation d'huile à salade	352.02	505.38	407.67	348.31	444.25	451.72	465.10	472.10	482.66	494.45	506.83	403.3	25.7%	2.2%

Source des données historiques : Statistique Canada - CANSIM.

Note : 1. Calculé par AAC.

Tableau B.20 : Bovins du Canada

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Bovins - Stock de fermeture (milliers de têtes)														
Vaches laitières	1202	1180	1141	1156	1116	1095	1089	1086	1080	1077	1072	1169.5	-8.3%	-0.7%
Génisses laitières	514	491	465	469	480	463	454	452	451	448	447	484.8	-7.8%	-1.2%
Vaches de boucherie et taureaux	4500	4416	4367	4441	4633	4874	5099	5294	5394	5379	5257	4431.0	18.6%	2.1%
Génisses de boucherie	1463	1276	1294	1321	1319	1460	1557	1661	1680	1694	1665	1338.4	24.4%	4.0%
Bouvillons	1083	1107	1222	1132	1226	1294	1339	1386	1416	1426	1410	1135.8	24.1%	2.4%
Veaux	4453	4432	4299	4341	4590	4713	4982	5186	5412	5526	5472	4381.3	24.9%	3.0%
Offre et utilisation du bétail (milliers de têtes)														
Mise en marché	4362	4514	4412	4268	4128	4277	4509	4795	5072	5248	5465	4389.2	24.5%	4.8%
Abattage	3258	3410	3600	3502	3349	3347	3351	3503	3651	3740	3816	3442.6	10.9%	2.2%
Exportations nettes														
Bovins d'abattage	1104	1105	812	766	779	931	1157	1292	1421	1508	1648	946.6	74.1%	13.3%
Bovins d'engraissement	189	117	-35	-126	-117	-93	-123	-133	-84	0	41	36.2	13.0%	----
Offre et utilisation du bétail de l'Ouest du Canada (milliers de têtes)														
Mise en marché	3186	3360	3283	3210	3084	3189	3363	3611	3858	4022	4206	3259.6	29.0%	5.3%
Abattage	2188	2395	2611	2563	2437	2387	2344	2458	2581	2586	2645	2439.3	8.4%	1.4%
Exportations nettes ¹														
Bovins d'abattage	998	965	672	647	647	803	1019	1153	1277	1437	1560	820.3	90.2%	15.8%
Bovins d'engraissement	240	168	15	-53	-67	-64	-92	-109	-76	-21	32	92.5	-65.1%	----
Offre et utilisation du bétail de l'Est du Canada (milliers de têtes)														
Mise en marché	1176	1154	1130	1058	1044	1088	1146	1184	1214	1226	1259	1129.6	11.5%	3.2%
Abattage	1070	1015	990	939	912	960	1007	1045	1071	1155	1171	1003.3	16.7%	4.3%
Exportations nettes ¹														
Bovins d'abattage	106	139	140	119	132	128	139	139	144	71	88	126.3	-30.3%	-6.5%
Bovins d'engraissement	-51	-51	-50	-73	-50	-29	-31	-24	-8	21	9	-56.3	-115.4%	----
Prix, bouvillons A1 et A2, Edmonton (\$/100 lbs)	84	84	89	95	107	110	107	106	103	99	93	87.9	6.1%	-2.2%
Prix, veaux d'engraissement 500 à 600 lbs, Edmonton (\$/100 lbs)	110	120	130	154	169	173	164	161	153	143	133	128.5	3.8%	-3.9%
Offre et utilisation du bœuf (kt)														
Production	1047	1142	1227	1208	1196	1218	1230	1304	1375	1424	1466	1155.9	26.8%	3.4%
Importations	249	232	254	263	245	238	238	240	244	248	250	249.6	0.3%	0.4%
Consommation	939	960	992	963	936	914	930	938	958	979	1015	963.3	5.4%	1.4%
Exportations	357	412	483	513	505	541	538	606	661	693	701	441.3	58.9%	5.6%
Stock de fermeture	23	26	32	26	26	26	26	26	26	26	26	26.7	-2.5%	0.0%
Prix de vente en gros du bœuf (\$/100 lbs)	154.27	161.98	170.12	172.27	193.58	199.97	197.45	194.41	188.37	181.15	173.11	164.7	5.1%	-1.8%
Prix de détail du bœuf (\$/kg)	6.25	6.24	6.37	6.79	7.21	7.42	7.42	7.49	7.49	7.43	7.33	6.4	14.4%	0.3%

Sources des données historiques : Statistique Canada - CANSIM; Statistique Canada - Statistiques du bétail, n° 23-603 au catalogue; AAC - Rapport sur le commerce des bestiaux et de la viande, calculs internes.

Note : 1. Le commerce interrégional de bovin est compris dans les exportations nettes de l'Est et de l'Ouest du Canada.

Tableau B.21 : Porcs du Canada

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Nombre de porcs (31 décembre) (milliers de têtes)														
Total	11672	12357	12396	12231	12733	13310	13446	13345	13366	13468	13394	12164.3	10.1%	0.8%
Offre et utilisation du porc (milliers de têtes)														
Mise en marché	17573	19578	21005	21674	22603	24165	24250	24653	24647	25039	24703	19957.5	23.8%	1.5%
Abattage	15385	16923	18952	19655	20398	21569	22264	22109	22351	22784	22767	17728.6	28.4%	1.8%
Exportations (porcs d'abattage)	2189	2656	2053	2019	2205	2596	1986	2545	2296	2255	1936	2228.9	-13.1%	-2.1%
Exportations (porcelets sevrés)	987	1466	2083	2340	2499	2885	3108	2111	2141	2162	2154	1719.2	25.3%	-2.4%
Offre et utilisation du porc de l'Ouest du Canada (milliers de têtes)														
Mise en marché	6794	7694	8385	8923	9521	10451	10334	11255	11246	11216	10955	7949.0	37.8%	2.4%
Abattage	5589	6049	6810	7379	7844	8683	9246	9572	10000	10072	10053	6456.9	55.7%	4.2%
Exportations (porcs d'abattage)	1208	1644	1564	1544	1677	1768	1088	1683	1246	1143	902	1489.9	-39.5%	-9.8%
Exportations (porcelets sevrés)	620	873	1451	1526	1599	1960	2259	1493	1496	1517	1506	1117.4	34.8%	-1.0%
Offre et utilisation du porc de l'Est du Canada (milliers de têtes)														
Mise en marché	10779	11885	12619	12751	13082	13714	13916	13399	13401	13823	13748	12008.5	14.5%	0.8%
Abattage	9795	10873	12142	12276	12554	12886	13018	12537	12351	12712	12714	11271.7	12.8%	0.2%
Exportations (porcs d'abattage)	981	1012	489	474	528	828	898	862	1050	1111	1034	739.0	40.0%	11.9%
Exportations (porcelets sevrés)	367	593	632	815	900	925	849	619	645	645	648	601.8	7.7%	-5.3%
Prix du porc, indice 100, Ontario (\$/100 kg)	187	122	120	162	162	151	134	149	142	134	135	147.9	-8.9%	-3.1%
Offre et utilisation du porc (kt)														
Production	1257	1380	1555	1612	1683	1790	1859	1857	1889	1938	1948	1450.9	34.3%	2.5%
Importations	61	62	62	64	59	55	55	56	57	57	58	62.4	-7.5%	-0.5%
Consommation	760	824	859	855	863	870	889	882	887	896	909	824.5	10.3%	0.9%
Déchets et transformation	129	142	160	166	173	184	191	191	195	200	201	149.4	34.3%	2.5%
Exportations	421	462	600	655	708	790	834	839	862	898	895	534.5	67.5%	4.0%
Stock de fermeture	20	34	32	33	30	30	30	31	33	34	35	29.7	16.8%	2.4%
Prix de vente en gros du porc (\$/kg)	3.65	2.86	2.97	3.50	3.44	3.31	3.12	3.24	3.14	3.08	3.09	3.2	-4.7%	-1.8%
Prix de détail du porc (\$/kg)	6.94	6.43	6.18	6.68	6.48	6.34	6.03	6.29	6.31	6.29	6.24	6.6	-4.9%	-0.6%

Sources des données historiques : Statistique Canada - CANSIM; Statistique Canada - Statistiques du bétail, n° 23-603 au catalogue; AAC - Rapport sur le commerce des bestiaux et de la viande, calculs internes

Tableau B.22 : Volaille et oeufs du Canada

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation de poulet (kt)														
Production	749	792	839	874	910	958	995	1,027	1062	1084	1105	813.4	35.8%	3.3%
Importations	67	69	75	90	82	85	88	91	93	96	98	75.5	29.5%	3.0%
Consommation	770	797	855	897	913	958	996	1,030	1065	1089	1110	829.7	33.8%	3.3%
Exportations	45	58	62	68	80	83	86	87	89	91	92	58.3	58.0%	2.4%
Stock de fermeture	20	26	22	22	22	23	24	25	26	27	28	22.6	22.3%	4.1%
Prix à la production, poulets à griller vivants, Ontario (¢/kg)														
	126	122	113	113	118	122	123	124	125	127	129	118.6	8.6%	1.5%
Prix de vente en gros, Ontario (¢/kg)														
	258	255	236	233	253	258	261	264	267	270	274	245.4	11.7%	1.4%
Prix de détail, Ontario (¢/kg)														
	382	377	380	388	389	399	404	410	415	421	428	381.5	12.3%	1.6%
Offre et utilisation de dindon (kt)														
Production	144	139	139	152	145	146	147	149	150	150	151	143.5	5.1%	0.7%
Consommation	134	133	131	134	131	132	133	135	136	137	137	132.7	3.3%	0.7%
Exportations	20	18	17	19	19	19	19	19	19	19	19	18.6	2.3%	0.0%
Stock de fermeture	16	11	9	14	14	14	14	14	14	14	14	12.6	11.5%	0.0%
Prix à la production, dindons à griller vivants, Ontario (¢/kg)														
	158	155	149	149	154	159	161	163	164	167	170	152.5	11.2%	1.6%
Prix de vente en gros, Ontario (¢/kg)														
	270	281	300	275	282	288	291	294	296	299	303	281.6	7.7%	1.2%
Prix de détail, Ontario (¢/kg)														
	382	393	372	379	365	371	373	376	381	386	393	381.5	3.0%	1.3%
Offre et utilisation d'oeufs en coquille (milliers de boîtes de 15 douzaines)														
Production	29137	29329	30108	30779	30938	31326	31652	32097	32480	32855	33237	29838.5	11.4%	1.2%
Importations	2951	3275	3250	2599	3342	3450	3578	3717	3869	4029	4187	3018.6	38.7%	3.8%
Consommation	26187	26142	26954	27459	27712	28030	28299	28691	29027	29356	29680	26685.5	11.2%	1.1%
Oeufs destinés à la transformation	5717	6339	6783	7190	7317	8084	8601	9182	9757	10309	10904	6507.4	67.6%	6.9%
Prix à la production, oeufs catégorie A gros, Ontario (¢/douz.)														
	131	127	125	130	131	136	139	143	146	149	153	128.3	19.0%	2.6%
Prix de vente en gros, Ontario (¢/douz.)														
	156	152	149	152	158	162	166	170	173	177	181	152.5	18.7%	2.3%
Prix de détail, Ontario (¢/douz.)														
	176	177	174	174	176	179	182	186	189	193	197	175.4	12.2%	1.9%
Offre et utilisation d'oeufs de transformation (milliers de boîtes de 15 douzaines)														
Production	5717	6339	6783	7190	7317	8084	8601	9182	9757	10309	10904	6507.4	67.6%	6.9%
Importations	825	1075	1391	1348	1350	1350	1350	1350	1350	1350	1350	1159.9	16.4%	0.0%
Consommation	4775	5610	5539	6128	6317	6924	7393	7925	8453	8956	9503	5513.0	72.4%	7.0%
Exportations	1832	1897	2353	2419	2461	2510	2558	2606	2655	2703	2751	2125.3	29.5%	1.9%
Stock de fermeture	350	258	540	531	420	420	420	420	420	420	420	419.5	0.1%	0.0%
Prix des oeufs de transformation, Ontario (¢/douz.)														
	72	67	51	56	64	59	59	59	59	61	63	61.4	2.3%	-0.2%
Prix à la ferme des oeufs, États-Unis (¢US/douz.)														
	84.0	78.5	68.1	68.3	75.3	71.4	73.0	73.0	73.8	75.9	77.8	74.7	4.1%	0.5%
Redevance pour des oeufs de transformation (¢/douz.)														
	14.2	15.5	16.9	19.3	16.6	17.5	19.6	21.1	22.6	23.9	25.2	16.5	52.9%	7.1%

Sources des données historique : Offices de commercialisation; AAC - Rapport sur le marché des volailles.

Tableau B.23 : Secteur laitier du Canada (campagne laitière)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Production totale de lait (Mhl)	79.4	79.9	78.9	80.9	82.0	82.0	82.6	83.6	84.1	84.5	84.9	79.8	6.4%	0.6%
Prix du lait P9 (\$/hl)	54.1	55.5	56.0	58.3	59.6	60.0	60.8	61.1	61.6	62.3	62.8	56.0	12.1%	0.9%
Offre et utilisation de lait de consommation (Mhl)														
Production	31.0	31.3	31.5	31.4	32.4	32.3	32.4	32.7	32.9	33.0	33.0	31.3	5.6%	0.3%
Ventes de lait ordinaire	4.5	4.4	4.2	4.0	3.9	3.8	3.6	3.4	3.3	3.2	3.1	4.3	-28.5%	-4.1%
Ventes de lait allégé ¹	22.3	22.4	22.4	22.4	22.6	22.6	22.8	23.1	23.3	23.4	23.5	22.4	4.9%	0.6%
Ventes de crème ²	6.8	7.4	7.9	8.1	8.2	8.3	8.4	8.6	8.7	8.8	8.9	7.6	17.9%	1.5%
Ventes de l'écrémage au secteur industriel	9.4	9.2	9.5	9.6	9.9	10.0	10.2	10.4	10.6	10.7	10.9	9.4	16.0%	1.7%
Prix du lait de consommation, Ontario (\$/hl)	61.0	62.8	63.0	64.9	65.5	66.1	67.2	67.7	68.3	69.0	69.5	62.9	10.5%	1.0%
Offre de lait de transformation (Mhl)	48.4	48.6	47.4	49.5	49.6	49.7	50.2	50.9	51.2	51.5	51.8	48.5	6.9%	0.7%
Contingent de mise en marché	42.9	44.7	45.3	45.5	46.6	46.9	47.4	48.0	48.3	48.4	48.7	44.6	9.3%	0.8%
Matière grasse	42.9	44.7	45.3	45.5	46.6	46.9	47.4	48.0	48.3	48.4	48.7	44.6	9.3%	0.8%
Extraits solides dégraissés	42.3	42.1	43.0	43.0	44.2	44.6	44.9	45.3	45.6	45.8	46.0	42.6	8.1%	0.7%
Lait pour exportation	5.5	3.9	2.2	4.0	3.0	2.8	2.8	2.9	2.9	3.0	3.1	3.9	-20.7%	0.2%
Exportations subventionnées (5D)	0.0	0.0	3.9	1.3	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	1.2	1.2	1.3	-9.6%	1.3%
Exportations non-subsventionnées	0.0	0.0	1.9	2.7	2.0	1.7	1.6	1.7	1.7	1.8	1.9	1.2	65.3%	-0.4%
Prix brut d'objectif (\$/hl)	55.0	55.7	56.2	57.3	57.8	58.5	59.4	59.9	60.4	61.1	61.5	56.0	9.8%	1.0%
Subvention directe (\$/hl)	3.4	2.7	1.9	1.1	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.3	-100.0%	-100.0%
Marge bénéficiaire présumée à la transformation (\$/hl)	8.2	8.3	8.3	8.3	8.3	8.3	8.4	8.5	8.6	8.7	8.9	8.3	7.4%	1.1%
Offre et utilisation de beurre (kt)														
Production	86.2	89.5	78.7	83.8	84.6	84.5	86.6	88.4	89.1	89.6	90.0	84.5	6.4%	1.0%
Importations	2.8	3.2	6.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.9	-16.0%	0.0%
Consommation	85.3	78.5	81.8	85.0	85.5	86.7	88.0	89.1	90.3	91.7	93.4	82.7	13.0%	1.5%
Exportations	11.0	4.3	1.8	0.0	0.1	0.2	0.3	0.4	0.5	0.5	0.5	4.3	-88.3%	30.8%
Stock de fermeture	17.1	26.3	24.5	23.6	22.9	20.7	19.3	18.5	17.1	14.8	11.1	22.9	-51.4%	-11.3%
Prix-plancher de vente en gros (\$/kg)	5.36	5.43	5.50	5.57	5.62	5.67	5.72	5.77	5.82	5.87	5.92	5.5	8.3%	0.9%
Offre et utilisation de poudre de lait écrémé (kt)														
Production	66.0	80.5	69.8	72.2	64.9	63.4	66.0	67.7	67.6	67.0	66.6	72.1	-7.7%	0.4%
Consommation	32.9	37.9	42.8	49.6	44.0	45.9	47.0	49.1	48.2	46.7	46.3	40.8	13.5%	0.9%
Classe 4M	0.0	0.0	0.0	4.4	0.3	1.9	2.6	4.3	3.0	1.2	0.3	1.1	----	-0.3%
Exportations	29.8	40.4	37.8	34.8	19.9	16.5	14.0	16.6	20.3	22.3	22.3	35.7	-37.6%	1.9%
Stock de fermeture	26.2	28.4	17.6	6.0	7.0	8.0	13.0	15.0	14.0	12.0	10.0	19.5	-48.8%	6.1%
Prix-plancher de vente en gros (\$/kg)	4.32	4.47	4.60	4.68	4.82	4.94	5.04	5.08	5.13	5.19	5.24	4.5	16.0%	1.4%

Sources des données historiques : Statistique Canada - CANSIM; Commission canadienne du lait; AAC - Revue du marché des produits laitiers, calculs internes.

Notes : 1. Le lait allégé comprend le lait 2%, le lait écrémé, le babeurre et le lait aromatisé au chocolat.

2. La crème comprend la crème de table, la crème à fouetter, la crème sure et la crème céréale.

Tableau B.23 : Secteur laitier du Canada (campagne laitière) (suite)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Offre et utilisation de cheddar (kt)														
Production	127.4	127.3	132.6	132.3	133.1	133.3	133.9	135.8	136.9	138.3	139.5	129.9	7.4%	0.8%
Importations	1.6	2.1	1.0	1.8	1.9	2.0	2.1	2.2	2.3	2.4	2.5	1.6	51.7%	4.7%
Consommation	116.8	119.2	120.3	121.3	122.0	123.2	124.1	125.6	126.8	127.9	129.0	119.4	8.0%	0.9%
Exportations	11.4	11.6	9.9	11.3	12.8	11.8	11.6	11.9	12.1	12.4	12.6	11.0	14.6%	-0.2%
Stock de fermeture	35.5	34.1	37.5	39.0	39.2	39.6	39.9	40.4	40.7	41.1	41.4	36.5	13.5%	0.9%
Prix de vente en gros (\$/kg)	7.07	7.26	7.23	7.62	7.85	8.09	8.33	8.55	8.78	9.03	9.28	7.3	27.2%	2.8%
Offre et utilisation de fromages fins (kt)														
Production	204.1	201.5	195.2	209.2	211.1	213.5	215.8	220.2	223.1	226.4	229.2	202.5	13.2%	1.4%
Importations	18.2	19.3	22.6	18.6	18.5	18.4	18.3	18.2	18.1	18.0	17.9	19.7	-8.8%	-0.5%
Consommation	210.0	206.8	208.6	211.0	211.9	215.2	217.7	221.5	223.8	226.2	228.4	209.1	9.3%	1.3%
Exportations	11.6	12.7	10.0	16.9	19.0	16.7	16.4	17.0	17.4	18.2	18.7	12.8	45.8%	-0.3%
Stock de fermeture	13.3	14.5	13.8	13.8	12.5	12.5	12.5	12.5	12.5	12.5	12.5	13.8	-9.7%	0.0%
Offre et utilisation de crème glacée (kt)														
Production	223.4	210.6	207.7	208.4	207.2	208.7	207.1	206.6	205.6	204.7	203.8	212.5	-4.1%	-0.3%
Importations	0.5	0.7	0.9	0.8	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1	0.7	57.1%	4.9%
Consommation	220.2	202.9	200.0	203.2	202.1	203.6	202.0	201.6	200.7	199.8	198.9	206.6	-3.7%	-0.3%
Exportations	3.3	8.4	8.6	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.6	-8.7%	0.0%
Prix de vente en gros (\$/kg)	2.84	2.87	2.76	2.74	3.07	3.22	3.36	3.50	3.65	3.81	3.98	2.8	42.0%	4.4%
Offre et utilisation de yogourt (kt)														
Production	108.7	122.1	138.9	147.1	161.1	163.7	166.1	169.4	172.2	175.0	177.7	129.2	37.6%	1.7%
Importations	0.3	0.5	0.5	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	-11.6%	0.0%
Consommation	108.9	122.5	139.3	147.2	161.1	163.7	166.2	169.4	172.3	175.0	177.7	129.4	37.3%	1.6%
Exportations	0.1	0.1	0.1	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.1	148.5%	0.0%

Sources des données historiques : Statistique Canada - CANSIM; Commission canadienne du lait; AAC - Revue du marché des produits laitiers, calculs internes.

Tableau B.24 : Commerce de produits agroalimentaires

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Exportations (m\$)														
Céréales	6390	4386	3959	4297	4222	4212	4362	4549	4583	4643	4713	4758	-0.9%	1.9%
Produits céréaliers	1179	1354	1534	1681	1888	2007	2075	2167	2275	2396	2529	1437	76.0%	5.0%
Aliments pour animaux	892	823	766	785	705	620	659	733	730	735	733	816	-10.2%	0.6%
Légumineuses	566	661	788	825	866	915	949	995	1009	1063	1152	710	62.2%	4.9%
Oléagineux	1957	2481	1884	1706	1800	1783	2053	2327	2509	2621	2678	2007	33.4%	6.8%
Produits oléagineux	1135	1398	1007	751	825	739	851	931	995	1005	976	1072	-9.0%	2.8%
Animaux vivants (sauf volailles)	1870	1939	1520	1692	1765	2042	2187	2446	2479	2500	2544	1755	44.9%	6.3%
Viandes rouges	2464	2484	3052	3757	4147	4546	4496	4808	4899	4954	4872	2939	65.8%	2.7%
Autres produits d'origine animale	713	668	631	667	750	760	751	776	800	822	846	670	26.3%	2.0%
Produits laitiers	373	416	365	288	337	333	318	335	356	384	406	360	12.7%	3.2%
Volaille et oeufs	180	192	185	209	237	245	250	256	262	268	275	191	43.6%	2.5%
Fruits et noix	302	318	356	375	401	423	448	471	495	518	542	338	60.6%	5.1%
Légumes (sauf pommes de terre)	434	593	665	763	850	962	1023	1098	1153	1210	1282	614	108.9%	7.1%
Pommes de terre et sous-produits	502	673	774	852	933	1041	1117	1159	1202	1280	1366	700	95.1%	6.6%
Semences	168	180	178	169	167	163	161	159	158	157	157	174	-9.5%	-1.0%
Produits de l'érable	104	113	110	105	103	102	102	102	104	106	108	108	-0.6%	0.8%
Fibres végétales	31	36	35	32	31	32	34	36	39	43	48	34	41.7%	7.2%
Cultures de grandes plantations	407	559	546	576	616	665	705	751	794	844	910	522	74.4%	6.7%
Fleurs et produits de pépinière	280	360	392	448	452	453	456	458	460	461	462	370	24.9%	0.4%
Huiles essentielles	11	14	15	17	17	18	19	20	21	21	22	15	54.6%	5.2%
Boissons alcoolisées	817	864	968	1022	1025	1064	1103	1143	1182	1221	1260	918	37.3%	3.5%
Autres boissons (sauf jus)	387	447	465	391	466	506	540	581	632	683	744	422	76.2%	8.1%
Autres produits agroalimentaires et tabac	1320	1611	1622	1695	1829	1950	2097	2232	2356	2505	2768	1562	77.2%	7.1%
Total des exportations	22482	22568	21818	23102	24432	25579	26755	28531	29493	30441	31393	22493	39.6%	4.3%
Total des importations	14965	16348	16501	17408	18133	18713	19234	20026	20754	21494	22482	16305	37.9%	3.6%
Balance commerciale	7517	6220	5317	5694	6300	6866	7521	8506	8739	8947	8911	6187	44.0%	6.0%

Sources de données historiques : Statistique Canada - CANSIM; AAC, calculs internes.

Tableau B.25 : Prix des intrants de production agricole au Canada (année de référence = 1992)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Indices des prix et variation en %														
Bâtiments et clôtures (Pondération = 4,48)	118.9	117.1	123.1	120.0	118.7	120.4	122.0	123.5	125.0	126.6	128.3	119.8	7.1%	1.3%
	2.8%	-1.5%	5.1%	-2.5%	-1.0%	1.4%	1.3%	1.2%	1.3%	1.3%	1.3%			
Remplacement de la machinerie (Pondération = 8,16)	127.5	132.4	137.2	145.6	148.1	150.9	153.9	156.7	159.7	162.8	165.9	135.7	22.3%	1.9%
	3.7%	3.8%	3.6%	6.1%	1.7%	1.9%	2.0%	1.8%	1.9%	1.9%	1.9%			
Produits pétroliers (Pondération = 5,03)	118.1	106.3	99.7	133.5	131.0	129.7	128.4	131.1	133.5	135.8	138.2	114.4	20.8%	0.9%
	3.0%	-10.0%	-6.2%	33.9%	-1.9%	-1.0%	-1.0%	2.2%	1.8%	1.8%	1.8%			
Réparation de la machinerie (Pondération = 5,79)	115.8	119.8	122.3	130.8	135.2	139.3	142.3	145.4	148.5	151.7	155.0	122.2	26.9%	2.3%
	2.1%	3.5%	2.1%	7.0%	3.4%	3.0%	2.2%	2.1%	2.1%	2.2%	2.2%			
Semences (Pondération = 2,85)	127.8	131.0	129.4	121.4	130.6	137.1	136.3	139.4	141.1	143.0	143.5	127.4	12.7%	1.6%
	0.6%	2.5%	-1.2%	-6.2%	7.5%	5.0%	-0.6%	2.2%	1.2%	1.4%	0.4%			
Engrais (Pondération = 5,51)	135.9	128.7	125.5	125.1	135.6	136.3	137.7	139.8	142.1	143.7	145.4	128.8	12.9%	1.2%
	-5.6%	-5.3%	-2.5%	-0.3%	8.4%	0.5%	1.0%	1.5%	1.7%	1.1%	1.2%			
Pesticides (Pondération = 2,93)	114.5	117.0	118.0	119.4	120.2	120.9	121.5	122.1	122.7	123.2	123.8	117.2	5.6%	0.5%
	2.1%	2.2%	0.9%	1.2%	0.7%	0.6%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%			
Ficelle (Pondération = 0,62)	124.3	126.0	124.2	127.7	130.2	132.5	134.5	136.4	138.2	140.1	142.2	125.6	13.3%	1.5%
	2.2%	1.3%	-1.4%	2.8%	2.0%	1.8%	1.5%	1.4%	1.4%	1.4%	1.5%			
Bovins d'engraissement (Pondération = 13,23)	106.0	114.9	125.2	144.6	158.4	162.4	154.0	150.6	142.9	133.3	124.7	122.7	1.7%	-3.9%
	30.0%	8.4%	9.0%	15.5%	9.6%	2.5%	-5.2%	-2.3%	-5.1%	-6.7%	-6.4%			
Porcelets (Pondération = 1,22)	151.4	100.4	95.2	126.3	126.7	117.2	104.3	116.1	111.0	105.0	105.5	118.3	-10.8%	-3.0%
	2.3%	-33.7%	-5.2%	32.7%	0.4%	-7.5%	-11.0%	11.4%	-4.4%	-5.4%	0.4%			
Aliments pour animaux (Pondération = 11,99)	139.3	120.9	109.7	111.7	120.2	126.2	125.9	126.1	126.2	126.4	126.8	120.4	5.3%	0.9%
	-6.2%	-13.2%	-9.3%	1.8%	7.7%	4.9%	-0.2%	0.1%	0.1%	0.2%	0.3%			
Soins vétérinaires (Pondération = 1,16)	127.9	128.1	133.1	134.5	140.5	145.6	149.6	153.9	158.0	162.0	166.0	130.9	26.9%	2.8%
	2.0%	0.2%	3.9%	1.1%	4.5%	3.6%	2.7%	2.9%	2.7%	2.5%	2.5%			
Petits outils (Pondération = 3,27)	102.8	103.5	104.7	107.8	108.3	108.8	109.4	110.0	110.6	111.1	111.7	104.7	6.7%	0.5%
	-0.3%	0.7%	1.2%	3.0%	0.4%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%			
<i>Sources des données historiques : Statistique Canada - CANSIM; AAC, calculs internes.</i>														
<i>Note : 1. La pondération des indices des prix des intrants de production est celle dont Statistique Canada se sert pour calculer l'indice des prix des intrants de production agricole.</i>														

Tableau B.25 : Prix des intrants de production agricole au Canada (année de référence = 1992) (suite)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne % var. 2007 :		Taux de croissance 2001-2007
												1997-2000	Moyenne 1997-2000	
Électricité (Pondération = 1,91)	112.5	110.5	111.6	123.4	121.6	120.6	120.9	121.7	123.0	124.3	124.8	114.5	9.0%	0.4%
	0.1%	-1.8%	1.0%	10.6%	-1.5%	-0.8%	0.3%	0.6%	1.1%	1.1%	0.4%			
Travail à forfait (Pondération = 1,12)	122.8	124.0	127.1	131.0	132.9	134.9	136.9	138.9	140.9	143.0	145.2	126.2	15.0%	1.5%
	3.1%	1.0%	2.5%	3.1%	1.4%	1.5%	1.5%	1.4%	1.5%	1.5%	1.5%			
Main-d'œuvre salariée (Pondération = 9,24)	113.6	115.4	113.3	118.0	121.5	124.7	127.4	129.9	132.5	135.1	138.0	115.1	19.9%	2.1%
	3.0%	1.6%	-1.8%	4.1%	2.9%	2.6%	2.2%	2.0%	2.0%	2.0%	2.1%			
Impôts fonciers (Pondération = 1,66)	118.5	111.1	113.8	114.2	114.8	114.3	115.2	115.6	115.9	116.1	116.2	114.4	1.6%	0.2%
	1.7%	-6.3%	2.4%	0.4%	0.5%	-0.4%	0.8%	0.3%	0.3%	0.2%	0.1%			
Loyer de la terre (Pondération = 3,46)	132.0	122.3	120.5	118.7	120.8	119.3	122.9	123.8	125.0	125.8	126.1	123.4	2.2%	0.7%
	-6.4%	-7.3%	-1.5%	-1.5%	1.8%	-1.2%	3.0%	0.8%	1.0%	0.6%	0.2%			
Intérêts autres qu'hypothécaires (Pondération = 9,38)	86.1	86.4	87.6	94.3	89.8	93.0	93.0	92.3	92.0	91.7	91.5	88.6	3.2%	0.3%
	-3.7%	0.4%	1.4%	7.6%	-4.8%	3.5%	0.0%	-0.7%	-0.3%	-0.3%	-0.3%			
Total (Pondération = 100)	119.7	116.6	117.0	124.0	127.9	130.5	130.3	131.3	131.5	131.5	131.7	119.3	10.4%	0.5%
	1.7%	-2.6%	0.3%	6.0%	3.2%	2.0%	-0.2%	0.8%	0.2%	0.0%	0.1%			

Sources des données historiques : Statistique Canada - CANSIM; AAC, calculs internes.

Note : 1. La pondération des indices des prix des intrants de production est celle dont Statistique Canada se sert pour calculer l'indice des prix des intrants de production agricole.

Tableau B.26 : Prix des aliments au Canada (année de référence = 1992)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Indices des prix et variation en %														
Ensemble des aliments	107.55	109.30	110.72	112.24	115.60	117.60	118.66	120.81	122.67	124.44	126.22	110.0	14.8%	1.5%
	1.5%	1.6%	1.3%	1.4%	3.0%	1.7%	0.9%	1.8%	1.5%	1.4%	1.4%			
Aliments consommés dans les restaurants	108.10	110.28	112.38	114.75	116.95	119.50	121.59	124.35	127.12	129.88	132.69	111.4	19.1%	2.1%
	1.7%	2.0%	1.9%	2.1%	1.9%	2.2%	1.8%	2.3%	2.2%	2.2%	2.2%			
Aliments achetés au magasin	107.47	109.15	110.29	111.47	115.08	116.86	117.53	119.44	120.95	122.33	123.71	109.6	12.9%	1.2%
	1.5%	1.6%	1.0%	1.1%	3.2%	1.5%	0.6%	1.6%	1.3%	1.1%	1.1%			
Viande	111.17	109.42	110.15	115.29	116.67	117.24	115.57	117.75	118.19	118.27	118.17	111.5	6.0%	0.2%
	3.0%	-1.6%	0.7%	4.7%	1.2%	0.5%	-1.4%	1.9%	0.4%	0.1%	-0.1%			
Produits laitiers	106.15	108.69	109.95	111.78	116.61	120.16	123.99	127.56	131.41	135.45	139.70	109.1	28.0%	3.1%
	2.7%	2.4%	1.2%	1.7%	4.3%	3.0%	3.2%	2.9%	3.0%	3.1%	3.1%			
Produits de boulangerie	114.29	114.00	114.97	114.57	119.59	120.36	120.90	121.99	123.35	124.74	126.11	114.5	10.2%	0.9%
	2.4%	-0.3%	0.8%	-0.3%	4.4%	0.6%	0.4%	0.9%	1.1%	1.1%	1.1%			
Fruits	95.00	99.43	102.47	97.14	104.39	109.66	111.90	114.01	116.49	118.60	120.93	98.5	22.8%	2.5%
	-2.4%	4.7%	3.1%	-5.2%	7.5%	5.1%	2.0%	1.9%	2.2%	1.8%	2.0%			
Légumes	93.61	104.78	102.25	104.26	109.44	109.86	109.95	110.23	110.62	110.86	110.97	101.2	9.6%	0.2%
	3.1%	11.9%	-2.4%	2.0%	5.0%	0.4%	0.1%	0.3%	0.3%	0.2%	0.1%			
Sucre et préparation à base de sucre	147.74	167.57	166.61	166.18	165.59	165.24	165.08	165.06	165.15	165.38	165.69	162.0	2.3%	0.0%
	7.3%	13.4%	-0.6%	-0.3%	-0.4%	-0.2%	-0.1%	0.0%	0.1%	0.1%	0.2%			
Corps gras et huiles	114.27	117.21	122.08	121.45	117.35	119.10	121.23	123.51	125.81	127.86	129.68	118.8	9.2%	1.7%
	0.9%	2.6%	4.2%	-0.5%	-3.4%	1.5%	1.8%	1.9%	1.9%	1.6%	1.4%			
<i>Source des données historiques : Statistique Canada - CANSIM.</i>														

Tableau B.27 : Consommation par Canadien ou Canadienne

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1997-2000	% var. 2007 : Moyenne 1997-2000	Taux de croissance 2001-2007
Viande (kg)	86.5	89.5	92.8	92.4	91.4	91.7	93.3	93.7	94.9	95.9	97.4	90.3	7.8%	1.0%
Bœuf	31.2	31.7	32.4	31.2	30.1	29.2	29.4	29.4	29.8	30.3	31.2	31.6	-1.5%	0.6%
Porc	25.3	27.2	28.1	27.7	27.8	27.8	28.1	27.7	27.6	27.7	27.9	27.1	3.1%	0.1%
Poulet	25.6	26.3	28.0	29.1	29.4	30.5	31.5	32.4	33.2	33.7	34.1	27.2	25.1%	2.5%
Dindon	4.4	4.4	4.3	4.3	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.2	4.4	-3.4%	0.0%
Oeufs (douz.)	13.1	12.9	13.2	13.4	13.4	13.4	13.4	13.5	13.6	13.6	13.7	13.1	4.0%	0.4%
Lait entier (litre)	15.0	14.4	13.8	13.1	12.7	12.0	11.3	10.8	10.3	9.8	9.4	14.1	-33.2%	-4.9%
Lait allégé (litre)	74.0	73.7	73.3	72.7	72.8	72.2	72.1	72.5	72.5	72.4	72.0	73.4	-1.9%	-0.2%
Crème (litre)	22.7	24.5	25.9	26.2	26.3	26.5	26.6	26.9	27.1	27.2	27.4	24.8	10.3%	0.7%
Beurre (kg)	2.8	2.6	2.7	2.8	2.7	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.9	2.7	5.6%	0.7%
Fromage (kg)	10.9	10.8	10.8	10.8	10.7	10.8	10.8	10.9	10.9	11.0	11.0	10.8	1.7%	0.4%
Crème glacée (kg)	7.3	6.7	6.5	6.6	6.5	6.5	6.4	6.3	6.3	6.2	6.1	6.8	-10.0%	-1.0%
Yogourt (kg)	3.6	4.0	4.6	4.8	5.2	5.2	5.3	5.3	5.4	5.4	5.5	4.2	28.5%	0.9%

Sources des données historiques : Statistique Canada - CANSIM; AAC, calculs internes.